

Request for Proposal (RFP)
RFP# TSAB221890

Demande de proposition (DP)
RFP# TSAB221890

Date	Date
June 15, 2022	le 15 juin 2022
Canada Post is requesting for Proposals for the performance of the following transportation and related services:	Postes Canada sollicite des propositions pour la prestation de services de transport ainsi que pour les services connexes suivants :
Summary of Description of Service	Résumé de la description du service
Name and location of service: VANCOUVER (BC) & HOPE V081/V082	Désignation et endroit du service : VANCOUVER (BC) & HOPE V081/V082
Nature of Service: Transportation of mail by Highway Service between designated delivery points and designated tender points as described in the Description of Service, Schedule "A".	Nature du service : Transport du courrier pour un service routier entre les points de livraison et points de cueillette désignés tels qu'ils sont décrits dans la Description du service proposée à l'annexe A.
Type of Equipment: STRAIGHT TRUCK Refer to further specifications in Schedule "A" – Description of services	Genre d'équipement utilisé : CAMION PORTEUR Voir d'autres spécifications à l'annexe A – Description du service
Commencement date of service: October 1, 2022	Date d'entrée en vigueur du service : le 1 octobre 2022
Duration of Agreement: UP TO 5 YEARS	Durée du contrat : JUSQU'À 5 ANS
Basis of rate to be quoted: Fixed Rate Per Annum as per Schedule «B»	Tarif de base à indiquer dans la soumission : Tarif fixe par année selon l'annexe «B»
Inquiries	Renseignements
Necessary information respecting the RFP may be obtained by telephoning or emailing the Canada Post Contracting Authority representative below at: Andrew Barton andrew.barton@canadapost.ca Proposer's must direct all questions, correspondence and communications whatsoever to the Canada Post Contracting Authority. Canada Post will only communicate with Proposers through the Canada Post Contracting Authority.	Les renseignements nécessaires pour respecter la demande de proposition (DP) peuvent être obtenus par téléphone ou par courriel en communiquant avec le représentant de l'autorité contractante de Postes Canada ci-dessous : Andrew Barton andrew.barton@canadapost.ca Le soumissionnaire doit envoyer l'ensemble des questions, de la correspondance et des communications quelles qu'elles soient à l'autorité contractante de Postes Canada. Postes Canada communiquera uniquement avec les soumissionnaires par l'entremise de l'autorité contractante de Postes Canada.
Deadline for Receipt of Proposals (Closing Date and Time)	Heure et date limite de réception de la soumission (date et heure de clôture prescrites)
In accordance with Section 12, the Proposal must be received by Canada Post at the address below on: July 6, 2022 - no later than 14 :00 Ottawa Time (the "Closing Date and Time") Attention: Solicitation Control Officer RFP no.: TSAB221890 CANADA POST 2701 Riverside Drive Suite N0751 Ottawa, ON K1A 0B1 Via E-Mail: tender.control@canadapost.ca	Les soumissions doivent être reçues à Ottawa au plus tard à 14 heure d'Ottawa; se reporter à la section 12.0 le 6 juillet 2022 - au plus tard à 14 hres, heure d'Ottawa (la « date et heure de clôture prescrites ») À l'attention de : l'agent de contrôle des demandes DP no: TSAB221890 POSTES Canada 2701 Prom Riverside Suite N0751 Ottawa, ON K1A 0B1 Par courriel à l'adresse suivante : tender.control@postescanada.ca
Canada Post encourages Proposer's to submit their Proposal in a timely fashion as to ensure that they are received prior to the closing date and time requirement. All Proposals received by the Solicitation Control Officer will remain in their possession unopened until the Closing Date and Time.	Nous encourageons les soumissionnaires à soumettre leur proposition en temps opportun afin de s'assurer de leur réception avant la date et heure de clôture prescrite. Toute proposition reçue par l'agent de contrôle des demandes demeurera en sa possession et scellée jusqu'à la date et heure de clôture prescrite.
Canada Post will only accept a single email file size of 10 MB or less. Should the Proposer's Proposal in its entirety be greater than 10 MB, the Proposer may either:	Postes Canada n'acceptera l'envoi par courriel que d'un seul fichier, d'une taille de 10 Mo ou moins. Si l'intégralité de la proposition du soumissionnaire dépasse 10 Mo, le soumissionnaire peut prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :
<ol style="list-style-type: none"> 1) Separate the Proposal into individual files sizes of less than 10 MB and submit each file in a separate email, or 2) Submit the Proposal by another means, as provided for above. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Séparer la proposition en fichiers individuels dont la taille ne dépasse pas 10 Mo et soumettre chaque fichier dans un courriel distinct, ou 2. Soumettre la proposition par un autre moyen, tel que prévu ci-dessus.

INFORMATION TO PROPOSERS	RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES
<p>1.0 Objective of this Request for Proposal (RFP)</p> <p>The Corporation "Canada Post" has a requirement for Transportation services of mail (known as Highway Service) between Designated Tender Points, Designated Intermediate Points and Designated Delivery Points, OR other type of transportation services as described in the Description of Service, Schedule "A".</p> <p>This RFP sets out the process by which a Proposer or Proposers will be identified for potential Agreement Award.</p>	<p>1.0 Objectif de cette demande de proposition</p> <p>Postes Canada est à la recherche de services de tri, de livraison et de levée du courrier (connus sous le nom de services urbains fusionnés) dans une ville donnée OU à des services de transport de courrier (connus sous le nom de services routiers) entre des points de ramassage et de livraison donnés ou à d'autres types de service de transport tels que décrits dans la Description du service qui figure à l'annexe A.</p> <p>La Demande de Proposition établit le procédé par lequel un ou plusieurs soumissionnaires seront sélectionnés et par l'entremise duquel un ou des contrats leur seront accordés.</p>
<p>2.0 How to respond to this RFP</p> <p>The Proposer shall include in his/her Proposal the following documents:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ a completed Rate Sheet (Schedule "B") ▪ a Signed Letter of Offer (Schedule "E") ▪ a completed RFP Questionnaire (Schedule "F") <p>Failure to provide the above, signed and dated where necessary may render the Proposal liable to rejection by the Corporation.</p> <p>Confidential Proposal All information regarding the terms and conditions, financial and/or technical aspects of the Proposer's Proposal, that in the Proposer's opinion, are of a proprietary or confidential nature should be clearly marked "PROPRIETARY" or "CONFIDENTIAL" at each relevant item or page or in a statement covering the entire offer(s).</p> <p>The Corporation or any third party acting on behalf of the Corporation will treat such information as confidential, unless disclosure is required pursuant to any legislative or other legal requirement or any order of a court or other tribunal having jurisdiction.</p>	<p>2.0 Comment répondre à cette demande de proposition</p> <p>Le soumissionnaire doit inclure les documents suivants dans sa proposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Grille tarifaire remplie (annexe « B ») ▪ Lettre d'offre signée (annexe « E ») ▪ Questionnaire de la Demande de Proposition rempli (annexe « F ») <p>Ne pas fournir tous les renseignements susmentionnés, signés et datés au besoin, peut entraîner le rejet de la proposition par la Société.</p> <p>Proposition confidentielle Tous les renseignements concernant les modalités et les aspects financiers ou techniques de l'offre du soumissionnaire qui, selon celui-ci, sont de nature exclusive ou confidentielle doivent clairement porter la mention « EXCLUSIF » ou « CONFIDENTIEL » à chaque page ou article pertinent. Cette mention peut également être indiquée dans un énoncé s'appliquant à l'ensemble de l'offre.</p> <p>La Société ainsi que toute tierce partie agissant en son nom traiteront de tels renseignements de façon confidentielle, à moins que la divulgation de ces renseignements ne soit prescrite par la loi ou toute autre exigence juridique ou sur ordonnance d'un tribunal judiciaire ou administratif compétent.</p>
<p>3.0 Canada Post's Rights</p> <p>The Corporation without liability, cost or penalty, may in its sole discretion and at any time whether prior to, or after the Closing Time:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Alter any dates in the RFP; ▪ Amend or supplement this RFP; ▪ Cancel this RFP and may at its sole discretion issue a new RFP for the same or similar service requirement; ▪ Disqualify any Proposal that it deems non-compliant with any Mandatory; ▪ Waive irregularities in a Proposal which do not adversely affect the integrity of the Proposal or of this RFP. ▪ Seek clarification of any matter raised in a Proposal or by the RFP in reference to a Proposal; ▪ Evaluate and score Proposals; ▪ Consider Proposer's past performance with the Corporation on this or other 	<p>3.0 Droits de Postes Canada</p> <p>La Société peut, sans s'exposer à quelque obligation que ce soit ni encourir une quelconque pénalité ou devoir engager des frais, à tout moment avant ou après la date et heure de clôture prescrites :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ modifier n'importe quelle échéance indiquée dans la DEMANDE DE PROPOSITION ; ▪ modifier ou compléter le contenu de la DEMANDE DE PROPOSITION ; ▪ annuler la DEMANDE DE PROPOSITION , auquel cas la Société pourrait éventuellement, et ce, à sa discrétion, diffuser par la suite une nouvelle DEMANDE DE PROPOSITION pour des services identiques ou similaires; ▪ éliminer toute proposition qu'elle juge non conforme à n'importe quelle exigence obligatoire; ▪ passer outre à des irrégularités ou lacunes afférentes d'une proposition qui n'altèrent pas l'intégrité de la proposition ou de la présente DEMANDE DE PROPOSITION . ▪ demander des éclaircissements à propos de toute question soulevée dans une proposition ou dans la DEMANDE DE PROPOSITION , en référence à une proposition; ▪ évaluer et attribuer une note aux propositions;

	<p>similar services when evaluating and scoring the Proposal;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Award one or more than one Agreement or none at all; ▪ Negotiate with Proposers at any time; 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Considérer le rendement antérieur du soumissionnaire avec la Société sur le service actuel ou sur d'autres services similaires lorsque vient le temps d'évaluer ou d'attribuer une note à la proposition; ▪ attribuer un ou plusieurs contrats, ou aucun; ▪ négocier avec les soumissionnaires en tout temps.
4.0	Proposer's Rights	4.0	Droits du soumissionnaire
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The Proposer may amend its Proposal by submitting an Amended Proposal to the Corporation as set out on the front page of this RFP on or before the Closing Date and Time; ▪ The Proposer may withdraw its Proposal or Amended Proposal on notice in writing at any time before the Closing Date and Time; ▪ By submitting an Amended Proposal, the Proposer is deemed to have withdrawn its original Proposal. 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le soumissionnaire peut modifier sa proposition en soumettant une proposition modifiée à la Société stipulée sur la page couverture de cette DEMANDE DE PROPOSITION , avant les date et heure de clôture prescrites. ▪ Le soumissionnaire peut en tout temps retirer sa proposition ou sa proposition modifiée sur transmission d'un avis écrit avant les date et heure de clôture prescrites. ▪ En soumettant une proposition modifiée, le soumissionnaire est réputé avoir retiré sa proposition originale.
5.0	Right to Clarify Proposal	5.0	Droit de clarifier la proposition
	<p>The Corporation may, in its sole discretion and without liability, cost or penalty at any time seek clarification about a Proposal from the Proposer either in writing or verbally during an oral presentation, if any. Without limitation, the Corporation may in its sole discretion request a Proposer to confirm in writing any statement made by the Proposer in its Proposal or otherwise verbally or in writing during an oral presentation. Clarifications and such confirmations may impact a Proposal's score.</p> <p>The Corporation may, in its sole discretion, visit the Proposer's premises for purposes of clarification or verification. Such a visit will take place at a date mandated by the Corporation, acting reasonably.</p>		<p>La Société peut, à sa seule et entière discrétion et sans s'exposer à quelque obligation que ce soit ni devoir engager des frais ou encourir une quelconque pénalité, demander en tout temps des précisions au sujet de la proposition du soumissionnaire, soit par écrit ou verbalement pendant une présentation orale, le cas échéant. Sans toutefois s'y limiter, la Société peut, à sa seule et entière discrétion, demander au soumissionnaire de confirmer par écrit toute déclaration qu'il aura faite dans sa proposition ou autrement, de façon verbale ou par écrit pendant une présentation orale. Les précisions et les confirmations demandées pourraient avoir une incidence sur la note de la proposition.</p> <p>À sa seule et entière discrétion, la Société peut se rendre dans les installations du soumissionnaire pour inspecter les lieux aux fins d'éclaircissement et de vérification. Une telle visite se tiendra à une date déterminée par la Société, dans les limites du raisonnable.</p>
6.0	Discretionary Rights	6.0	Pouvoir discrétionnaire
	The Corporation will exercise its discretionary rights under this RFP in a reasonable manner.		La Société s'engage à exercer de manière raisonnable les pouvoirs discrétionnaires qui lui sont dévolus aux termes de la DEMANDE DE PROPOSITION.
7.0	Evaluation Process	7.0	Processus d'évaluation
	<p>Stage 1- Review of Mandatory Requirements, which are:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Proposals received at the address indicated on the front page by the Closing Date and Time; and (ii) The signed Letter of Offer submitted with the Proposal <p>Stage 2- Review of Rated Requirements: The Proposer's responses to the RFP Questionnaire (Schedule "F" Section 2, questions 1-9, inclusive) will be evaluated using pre-determined criteria and to the extent the response meets the rated requirements.</p> <p>The Proposer's Proposal should contain detailed responses and reference to any attached substantiating documentation.</p> <p>Proposer's must attain at least 70% of the points available at Stage 2 to move on to Stage 3. All other Proposals will be eliminated from further consideration in this RFP process.</p>		<p>1^{re} étape : Examen des exigences obligatoires, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Les propositions reçues à l'adresse indiquée sur la page de couverture avant les date et heure de clôture prescrites; (ii) La lettre d'offre signée soumise avec la proposition. <p>2^e étape : Examen des exigences cotées : Les réponses du soumissionnaire au questionnaire de la DEMANDE DE PROPOSITION (annexe « F », section 2, questions 1 à 9, inclusivement) seront évaluées selon des critères ayant été établis au préalable dans la mesure où elles répondent aux exigences cotées.</p> <p>La proposition du soumissionnaire doit contenir des réponses détaillées et, le cas échéant, renvoyer aux documents de soutien pertinents qui y sont joints.</p> <p>Les soumissionnaires doivent obtenir une note correspondant à au moins 70 % des points disponibles à l'étape 2 pour passer à la 3^e étape. Toutes les autres propositions seront éliminées de ce procédé de DEMANDE DE PROPOSITION .</p> <p>Dans le cas où aucune proposition ou moins de cinq propositions</p>

<p>In the event no Proposals or less than five Proposals meet or exceed the minimum threshold of 70%, the Corporation reserves the right to qualify up to the top five scored Proposals.</p> <p>Stage 3 - Review of Pricing: For each Proposal that has progressed to Stage 3, the Corporation will enter the price associated with the payment term option, which provides Canada Post with the best overall value for the term of the Agreement as described in Schedule "B" Section 1.1, which will be divided by the cumulative number of points awarded to the Proposal at the end of Stage 2. The result will generate the Price (\$) Per Point ratio.</p> <p>Stage 4 - Overall Ranking and Final Selection The Proposer with the lowest Price per Point will be recommended for Agreement award.</p> <p>However, the selection committee may, at its sole discretion, recommend another Proposer for Agreement award if the Price Per Point of that Proposer's Proposal is within 5 % of the lowest price per point Proposal and has an overall lower cost solution for the Corporation. See example below:</p> <table border="1" data-bbox="168 871 683 1016"> <thead> <tr> <th>Proposer</th> <th>Price per point</th> <th>variance %</th> <th>Total Price</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>\$100.</td> <td>-</td> <td>\$1000.</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>\$102.</td> <td>2%</td> <td>\$1020.</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>\$104.</td> <td>4%</td> <td>\$990.</td> </tr> </tbody> </table> <p>Proposer "A" would be initially recommended. However, the Corporation may, at its sole discretion, recommend Proposer "C" on the basis of being within 5% of the lowest Price Per Point score and the total price is lower than that of Proposer "A".</p>	Proposer	Price per point	variance %	Total Price	A	\$100.	-	\$1000.	B	\$102.	2%	\$1020.	C	\$104.	4%	\$990.	<p>respectent ou dépassent le seuil minimal de 70 %, la Société réserve le droit de se qualifier jusqu'à cinq propositions a marqué dessues.</p> <p>3^e étape – Examen de la tarification : Pour chacune des propositions ayant passé à la 3^e étape, la Société inscrira le tarif général associé à l'option de paiement fournissant à Postes Canada la meilleure valeur globale tel qu'indiqué à l'Annexe « B » section 1.1, pour la durée de la convention, divisé par le nombre cumulatif de points remis à la proposition à la fin de la 2^e étape. Le résultat générera le tarif (\$) par point.</p> <p>4^e étape – Classement général et sélection finale : Le soumissionnaire offrant le tarif le plus bas par point sera recommandé pour l'attribution du contrat.</p> <p>Toutefois, le comité de sélection peut recommander un autre soumissionnaire pour l'attribution du contrat si le tarif par point de sa proposition se situe à 5 % de la proposition la moins-disante et s'il offre la solution la plus économique pour la Société. Voir l'exemple ci-dessous :</p> <table border="1" data-bbox="821 735 1446 877"> <thead> <tr> <th>Soumissionnaire</th> <th>Coût par point</th> <th>% d'écart</th> <th>Coût total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>100 \$</td> <td>-</td> <td>1 000 \$</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>102 \$</td> <td>2%</td> <td>1 020 \$</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>104 \$</td> <td>4%</td> <td>990 \$</td> </tr> </tbody> </table> <p>Le soumissionnaire A serait recommandé. Toutefois, le comité de sélection peut, à sa seule et entière discrétion, recommander le soumissionnaire C parce qu'il se trouve dans la tranche de 5 % des coûts du soumissionnaire recommandé et que le coût total est plus faible.</p>	Soumissionnaire	Coût par point	% d'écart	Coût total	A	100 \$	-	1 000 \$	B	102 \$	2%	1 020 \$	C	104 \$	4%	990 \$
Proposer	Price per point	variance %	Total Price																														
A	\$100.	-	\$1000.																														
B	\$102.	2%	\$1020.																														
C	\$104.	4%	\$990.																														
Soumissionnaire	Coût par point	% d'écart	Coût total																														
A	100 \$	-	1 000 \$																														
B	102 \$	2%	1 020 \$																														
C	104 \$	4%	990 \$																														
<p>8.0 Evaluation</p> <p>The Proposer's score will reflect:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ The Proposer's demonstrated compliance with the instructions of this RFP; ▪ The Proposal responsiveness to the requirement; ▪ The Proposal completeness; ▪ And Price; 	<p>8.0 Évaluation</p> <p>La note du soumissionnaire indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ si le soumissionnaire se conforme aux directives de la DEMANDE DE PROPOSITION ; ▪ si la proposition répond aux exigences; ▪ si la proposition est complète; ▪ et les tarifs. 																																

<p>9.0 Acceptance of Proposal and Negotiation</p> <p>The Corporation will not necessarily accept the lowest priced Proposal or any other Proposal.</p> <p>While price is an important element in the selection process, Proposers should recognize that there are other criteria in this RFP that the Corporation will consider in evaluating Proposals and in making its decision as to Agreement Award(s).</p> <p>Proposer(s) recommended for Agreement Award may be invited to resolve outstanding matters and to finalize the Agreement through negotiation. Only those matters the resolution of which would not compromise the integrity of the RFP process or otherwise prejudice the rights of other Proposers to a fair and transparent process may be negotiated.</p> <p>For clarity, Canada Post may select, at its sole discretion, one or more Proposers for negotiations, and if successful, Agreement Award.</p> <p>Should negotiations become unsuccessful for whatever reason, in the sole determination of Canada Post acting reasonably, Canada Post reserves the right to terminate those negotiations and commence negotiations with the next ranked Proposer.</p>	<p>9.0 Acceptation de la proposition et négociation</p> <p>La Société ne sélectionnera pas forcément la proposition la moins-disante ou n'importe quelle autre proposition.</p> <p>Bien que le tarif constitue un facteur important du processus de sélection, les soumissionnaires devraient reconnaître que la DEMANDE DE PROPOSITION comporte d'autres critères dont la Société tiendra compte pour évaluer les propositions et décider d'attribuer un ou plusieurs contrats.</p> <p>Le soumissionnaire recommandé pour l'attribution du contrat peut être invité à résoudre les questions en suspens et pour finaliser le contrat par voie de négociation. La résolution de ces questions ne compromettrait pas l'intégrité du processus de DEMANDE DE PROPOSITION et ne portera atteinte aux droits d'autres proposants à un processus équitable et transparent peuvent être négociées.</p> <p>Pour plus de clarté, Postes Canada peut choisir à son gré, un ou des soumissionnaires pour fin de négociations et s'il y a entente, attribuer le contrat.</p> <p>Si les négociations sont jugées insatisfaisantes à la seule discrétion de Postes Canada agissant raisonnablement, Postes Canada se réserve le droit de mettre fin à ces négociations et d'entamer des négociations avec le prochain soumissionnaire au classement.</p>
<p>10.0 Agreement Award</p> <p>If a Proposer is selected by Canada Post to undertake negotiations, such selection will not in and of itself result in an agreement being formed between Canada Post and the Proposer. Only the mutual satisfaction that both Canada Post and the Proposer have reached a meeting of the minds as evidenced in an executed Contract will serve as an Agreement Award.</p>	<p>10.0 Attribution du contrat</p> <p>Si un soumissionnaire est choisi par Postes Canada pour entamer des négociations, ce choix n'entraînera pas en elle-même la conclusion d'une entente entre Postes Canada et le soumissionnaire négociateur.</p> <p>L'attribution du contrat sera exécutée seulement à la satisfaction mutuelle de Postes Canada et du soumissionnaire retenu qui ont atteint l'objectif du contrat,</p>
<p>11.0 Disqualification of Proposal</p> <p>The Corporation, without liability, cost or penalty, at its sole discretion, may disqualify any Proposal at any time during the RFP process if, in the opinion of the Corporation one or more of the following events occur:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) The Proposer initiates any communication pertaining to this RFP with any employee of the Corporation other than the Contracting Authority; (b) The Proposal contains incorrect information or is incomplete; (c) It is unresponsive to this RFP; (d) The Proposer fails to cooperate with the Corporation in its attempts to clarify information or evaluate the Proposal; (e) The Proposer misrepresents itself in any way; (f) The Proposal, on its face, reveals a conflict of interest or unfair advantage; (g) A change has occurred in the management or ownership structure of the Proposer since Proposal submission; 	<p>11.0 Élimination de la proposition</p> <p>À sa seule et entière discrétion et sans s'exposer à quelque obligation que ce soit ni encourir une quelconque pénalité ou devoir engager des frais, la Société peut éliminer n'importe quelle proposition à tout moment au cours du processus si, à son avis, l'un des cas suivants se produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le soumissionnaire établit toute communication concernant la DEMANDE DE PROPOSITION avec un employé de la Société autre que l'autorité contractante; b) la proposition comporte de l'information inexacte ou incomplète; c) la proposition ne répond pas aux questions traitées dans la DEMANDE DE PROPOSITION ; d) le soumissionnaire ne prête pas son concours à la Société lorsqu'elle tente d'obtenir des précisions ou d'évaluer la proposition; e) le soumissionnaire donne de faux renseignements à son sujet de quelque manière que ce soit; f) de toute évidence, la proposition place le soumissionnaire en situation de conflit d'intérêts ou lui confère un avantage injuste; g) un changement est survenu dans la structure de gestion du soumissionnaire sélectionné ou bien la propriété de son entreprise a changé de main depuis la transmission de la proposition;

	<p>(h) The Proposer has announced that agreement, whether final or conditional, has been reached with another party(ies) for the sale of all or part of its business and/or assets or a change in ownership of management of the Proposer since Proposal submission; or</p> <p>(i) The Proposer, or any of its directors, officers or employees are, or have been, convicted of a criminal, quasi-criminal or regulatory offence, other than an offence for which a criminal pardon has been granted, that in the opinion of the Corporation, could adversely affect the ability of the Proposer to deliver all or part of the Services or the public image or reputation of Canada Post.</p> <p>(j) Proposal may be disqualified if Proposal pricing is so substantially lower than the next lowest-priced Proposal as to be insupportable for the term of such contract as may be awarded under this RFP</p>		<p>h) le soumissionnaire a annoncé qu'une entente, définitive ou conditionnelle, a été conclue avec une autre partie pour la vente de la totalité ou d'une partie de son entreprise ou de son actif ou pour un changement de propriétaire pour la gestion de l'entreprise depuis la transmission de la proposition;</p> <p>i) le soumissionnaire, ou l'un de ses directeurs, agents ou employés, a été reconnu coupable d'une infraction criminelle, quasi-criminelle ou réglementaire autre qu'une infraction pour laquelle un pardon a été accordé, qui, selon la Société, pourrait avoir une incidence négative importante sur la capacité et les aspirations du soumissionnaire à offrir les services en partie ou en totalité ou sur l'image publique ou sur la réputation de Postes Canada.</p> <p>(j) La proposition peut être disqualifiée si le prix de la proposition est tellement inférieur à celui de la proposition suivante la moins chère qu'il est insupportable pour la durée du contrat qui peut être attribué dans le cadre de la présente DP.</p>
12.0	Tender Closing Time	12.0	Date et heure de clôture prescrites
	<p>The responsibility for submitting Proposal fully compliant with all RFP requirements, on or before the Closing Time, is solely and strictly the responsibility of the Proposer.</p> <p>Proposals received by the Corporation after the Closing Date and Time may be accepted if:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ the Proposer can supply written evidence originating from the Delivery Agent that the Proposal was received / accepted by a representative of the Delivery Agent prior to the Closing Time and with a reasonable expectation that the Proposal would be delivered by the Delivery Agent prior to the Closing Time; and ▪ the Proposal is received by the Solicitation Control Officer before the First Stage of the proposal evaluation process has been completed. <p><u>The First Stage</u> of the Proposal evaluation process is the first stage of a multi-staged evaluation process as defined in the RFP. For example, in the case of a multi-staged evaluation, the evaluation of mandatory criteria would normally be considered the First Stage. If the evaluation method is not defined as multi-staged in the RFP, or is presented as single-staged, then the First Stage constitutes the entire evaluation process up to but not including Agreement Award.</p>		<p>Il incombe au soumissionnaire, et à lui seul, d'envoyer la proposition entièrement compatible avec les exigences de la DEMANDE DE PROPOSITION avant la date et heure de clôture prescrite.</p> <p>Les propositions reçues après les date et heure de clôture prescrites pourraient être acceptées si :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le soumissionnaire peut fournir une preuve écrite provenant de l'Agent de livraison que la proposition a été reçue / acceptée par un représentant de l'Agent de livraison avant l'heure de fermeture et dans l'attente raisonnable que la proposition serait livrée par l'Agent de livraison avant l'heure de clôture ; et ▪ la proposition est reçue par l'agent de contrôle des demandes avant que la première étape du processus d'évaluation de la proposition ne soit complétée. <p>La <u>première étape</u> du processus d'évaluation de la proposition est la première étape d'un processus à plusieurs étapes d'évaluation au sens de la DEMANDE DE PROPOSITION . Par exemple, dans le cas d'une évaluation en plusieurs étapes, l'évaluation des critères obligatoires serait normalement considérée la première étape. Si la méthode d'évaluation n'est pas définie comme plusieurs étapes dans la DEMANDE DE PROPOSITION , ou est présentée comme étape unique, alors la première étape constitue le processus d'évaluation complet jusqu'à mais n'incluant pas l'octroi du contrat.</p>
13.0	Cost Incurred by Proposers	13.0	Frais engagés par les soumissionnaires
	<p>Nothing in this RFP, receipt by the Corporation of a response to this RFP, or subsequent negotiations by the Corporation of terms of a contract to supply, shall in any way impose an obligation on the Corporation to reimburse any Proposer or to pay any compensation for costs incurred in the preparation of a response to this RFP, presentations, or the negotiation of a proposed contract.</p>		<p>Aucune stipulation de la DEMANDE DE PROPOSITION , aucun accusé de réception de la Société concernant une réponse à la DEMANDE DE PROPOSITION et aucune négociation engagée ultérieurement par la Société au sujet des conditions d'un contrat portant sur la prestation des services n'aura pour effet d'imposer à celle-ci une quelconque obligation de rembourser quoi que ce soit au soumissionnaire ou de lui payer une quelconque compensation pour des frais engagés par celui-ci afin de préparer une proposition en réponse à la DEMANDE DE PROPOSITION , pour effectuer une présentation ou pour négocier un éventuel contrat.</p>

14.0	No Obligation to Purchase		14.0	Aucune obligation d'acheter
	Nothing in this RFP, receipt by the Corporation of a response to this RFP, or subsequent negotiations by the Corporation of terms of a contract to supply, shall in any way impose a legal obligation on the Corporation to make any purchases from any Proposer.			Aucune stipulation de la DP, aucun accusé de réception de la Société concernant une réponse à la DP et aucune négociation engagée ultérieurement par la Société au sujet des conditions d'un contrat portant sur la prestation des services n'aura pour effet d'imposer à celle-ci une quelconque obligation juridique l'engageant à acheter quoi que ce soit d'un soumissionnaire.
15.0	Ownership		15.0	Propriété
	Proposals received in response to this RFP before the Closing Time shall become the property of the Corporation and will not be returned except if received after the Closing Time and otherwise than in full compliance with the RFP. Unless disclosure is required pursuant to any legislative or other legal requirement or any order of a court or other tribunal having jurisdiction, all Proposals shall be treated as confidential and will be made available only to those individuals authorized to participate in the evaluation process.			Les propositions reçues en réponse à la DEMANDE DE PROPOSITION avant les date et heure de clôture prescrites deviennent la propriété de la Société et ne seront pas rendues à leurs auteurs; sauf celles reçues après les date et heure de clôture prescrites et autrement qu'en conformité avec la DEMANDE DE PROPOSITION . À moins que la divulgation de ces renseignements ne soit prescrite par la loi ou toute autre exigence juridique ou sur ordonnance d'un tribunal judiciaire ou administratif compétent, toutes les offres seront traitées de façon confidentielle et seront uniquement mises à la disposition des personnes autorisées à participer au processus d'évaluation.
16.0	Orientation		16.0	Orientation
	The selected Proposer and his drivers must be available for training provided by Canada Post local representatives up to 5 days prior to the commencement of the new Agreement the Proposer's / Contractor's own expense.			Le soumissionnaire sélectionné et ses conducteurs doivent être disponibles pour suivre la formation fournie par les représentants locaux de Postes Canada jusqu'à cinq jours avant le début du contrat, et ce, à leurs frais.
17.0	Standard Terms and Conditions		17.0	Conditions générales standard
	The Corporation's Standard Terms and Conditions (contract) model for Transportation services is attached as Appendix 1.			Le document type des conditions générales standard (contrat) de la Société pour les services de transport est joint en annexe 1.

SCHEDULE A//ANNEXE A

VANCOUVER (BC) & HOPE V081/V082

EFFECTIVE DATE: October 1, 2022

DESCRIPTION OF SERVICE	DESCRIPTION DU SERVICE
Transportation of mail between designated delivery points and designated tender points as described in section 3 "Surface Transportation Schedule".	Transport du courrier entre les points de livraison et les points de cueillette désignés à la section 3 "Horaire de service".

1-TYPE OF VEHICLE REQUIRED//TYPE DE VÉHICULE REQUIS

Description	Vehicle required// Véhicule requis (X)	Vehicle Specification type//Spécifications du véhicule Type 1-20 *	Number of unit(s) required//Nombre d'unité(s) requise(s) (#)
Straight truck//Camion porteur	X	17	1

* Refer to Vehicle Specification Chart for Measurements and Payloads. Se référer au tableau des spécifications du véhicule pour dimensions et charges utiles.

• OTHER MANDATORY REQUIREMENTS // AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES

Description	Yes/Oui (X) No/Non = N/A
<ul style="list-style-type: none"> Barn doors//Portes rabattantes (due to parcel heights on top monos) 	X
Roll up doors//Portes à rideau	
No preference//Aucune préférence	
Side door//Porte latérale (indicate L or R // indiquer G ou D)	
Driver certification required to use CPC Industrial low lift trucks (section 4.3)// Certificat du chauffeur requis pour utiliser les chariots élévateurs à petite levée de Postes Canada (section 4.3)	X
Means of communication for the driver on duty// Moyen de communication pour le chauffeur en service	
Cellular or pager or 2-way radio// Cellulaire ou télé avertisseur ou radio numérique bidirectionnelle	X
GPS//Système de positionnement mondial	N/A
Not required/Non requis	
Tailgate lifter//Hayon élévateur Heavy duty - Must be able to hold 5000 lbs/2495 kg To offload double stack monos at ground level in Agassiz Post office. Must be able to have a minimum of a 4 inch overlap onto the PPC docks for Dock Safety regulations. An extended end on the tailgate may be required. Two wheel chocks required	YES
Pallet lifter // élévateur pour palettes	YES

• SERVICE SUMMARY/RÉSUMÉ DU SERVICE

Approximate annual distance//Distance annuelle approximative	111,370 km
Normal number of operating days	301
Approximate daily distance/Distance quotidienne approximative	370 km

**OTHER REQUIREMENTS AND SPECIAL EQUIPMENT//AUTRES EXIGENCES ET
ÉQUIPEMENT SPÉCIAL**

Example of heavy duty tailgate.



2- VEHICLE SPECIFICATIONS//SPÉCIFICATIONS DU VÉHICULE

TYPE	DESCRIPTION	BOX MEASUREMENTS// DIMENSIONS DE LA BOITE			CUBIC CAPACITY// CAPACITÉ CUBIQUE		PAYLOAD CAPACITY / CHARGE UTILE (KG)	GROSS VEHICLE WEIGHT (GVW) /POIDS BRUT VÉHICULE (PBV) (KG)	MONO CAPACITY / CAPACITÉ EN MONOS
		OUTSIDE LENGTH/ LONGUEUR EXTÉRIEUR	OUTSIDE WIDTH/ LARGEUR EXTÉRIEUR	INSIDE HEIGHT/ HAUTEUR INTÉRIEUR	CUBIC FEET/ PIEDS CUBES	CUBIC METERS /MÈTRES CUBES			
17	STRAIGHT TRUCK//CAMION PORTEUR	28' 8.53 M	8.5' 2.59 M	102" 259 CM	2023	57.8	8100		13-S 26-D

2.1 AGE OF VEHICLES

Vehicle(s) appearance shall be free of rust and body damage. Vehicle(s) must be able to pass the appropriate Provincial Safety Inspection during the term of the agreement. At any time throughout the term of the agreement, the Contractor may be requested to provide proof of the above and update the vehicle to these standards at no cost to the Corporation.

2.2 MONOTAINER CAPACITY

S = Single monotainers D = Double stacked monotainers
Monotainer capacity is for CPC reference only. When loose loading, the determining factor will be maximum licensed cargo capacity.

2.3 DOOR OPENING

102 inches is the minimum clearance for straight trucks and tractor/trailer units for door opening from the highest point of the floor to lowest point of door.

2.4 MEASUREMENTS AND PAYLOADS

The above specifications are minimum requirements and are to be used as general guidelines only. Vehicle Size and cube variations are possible as long as minimum requirements are met as per Vehicle Specifications Type indicated.

2.5 VEHICLE HEIGHT TO DOCK LEVEL

All trucks must meet industry standards for loading/unloading from a standard 48" ground to dock floor level high dock unless otherwise specified in Schedule A.

2.6 RESTRICTIONS

No refrigerated ("reefer") trucks are allowed
No propane heaters are allowed

2.1 ÂGE DES VÉHICULES

L'apparence du véhicule doit être exempte de rouille et de lésions corporelles. Le ou les véhicules doivent être en mesure de passer l'inspection de sécurité provinciale appropriée pendant la durée de l'entente. À tout moment pendant toute la durée de l'entente, l'entrepreneur peut être prié de fournir la preuve de ce qui précède et d'actualiser le véhicule à ces normes sans frais pour la Société.

2.2 CAPACITÉ EN MONOTENEURS

S = Monoteneurs simples D = Monoteneurs doublés
La capacité en monoteneurs n'est précisée qu'à des fins de référence pour Postes Canada. Dans le cas d'un chargement en vrac la capacité maximale autorisée de chargement est le facteur déterminant

2.3 OUVERTURE DES PORTES

102 pouces est l'espace de dégagement minimum pour l'ouverture de la porte dans le cas des camions porteurs et des ensembles tracteur/remorque entre le point le plus haut de la plate-forme et le point le plus bas de la porte.

2.4 DIMENSIONS ET CHARGES UTILES

Les spécifications ci-dessus sont des exigences minimales et ne doivent être utilisées que comme des lignes directrices générales. Il peut y avoir des variations dans la taille ou le volume du véhicule à condition que les exigences minimales aient été respectées selon le numéro du type de spécification du véhicule requis.

2.5 HAUTEUR DU CAMION PAR RAPPORT AU QUAI

Tous les camions doivent satisfaire aux normes de l'industrie pour le chargement et le déchargement à partir d'un quai standard de 48 po au sol, à moins d'indication contraire à l'annexe A.

2.6 RESTRICTIONS

Pas de camion réfrigéré (« reefer »)
Pas de système de chauffage au propane

3-SURFACE TRANSPORTATION SCHEDULE//HORAIRE DE TRANSPORT

<u>VANCOUVER - HOPE - HS V081/V082</u>			
28 Ft. 5 ton Power tailgate			
EFFECTIVE			
V081			V082
712345	(LOCAL TIME)		712345
R0130	Vancouver(V7B)		D1915
D0245	Harrison Hot Springs (V0M)		R1700
D0330	Agassiz (V0M)		R1630
D0445	HOPE (V0X)		R1600
D0500	load/unload		R1545
km	185		185

Service runs 6 days per week – Sunday to Friday (712345)

VANCOUVER PROCESSING PLANT
5940 FERGUSON ROAD
RICHMOND BC
V7B 1B0

Entrance is through a security gate. Carrier will be advised which dock to proceed to
 All four wheels must be chocked at the dock. Driver OR Canada Post employee will load at this facility
 Random safety checks are done to ensure steel toed boots/shoes are worn, safety vests and
 Driver security clearances. Mail is in monotainers to be loaded on board this 5 ton truck.

HARRISON HOT SPRINGS PO
191 LILLOOET AVE
HARRISON HOT SPRINGS BC
V0M 1K0

Driver must offload mail from monos onto a freight cart in the Harrison Hot Springs post office by hand.
 The monos can be lowered down on the tail gate for easy access to freight cart that is in the Post office.
 A tarp should be used in heavy rain conditions to protect mail during transfer.

AGASSIZ PO
7227 PIONEER AVE
AGASSIZ BC
V0M 1A0

Agassiz Post office has double doors and ground level access for monotainers. Driver will lower loaded double stack monos down on tailgate from truck. Monos are to be moved with a pallet jack at ground level into the post office single stack.
 Any outbound loaded monos will follow the same procedure for loading. At a future date an ergo lift may be on site in which case the driver must have forklift certification for use.

During peak volumes should space becomes a constraint in Agassiz, and if there is no room for more monos, then *some* mail parcels or flattainers (grey boxes containing mail) may need to be hand offloaded onto a freight cart in the same area from the monotainer.

HOPE PO
777 FRASER AVE
HOPE BC
V0X 1L0

Monos can be moved off the power tailgate directly into the Hope Post Office. All outbound loaded monos can also be moved directly onto the tailgate for loading. Hope Post office has a low dock on site.

Volumes may fluctuate during the year and an extra trip may be called on short notice to move mail that exceeds the capacity of the vehicle. An authorization number for payment for the extra trip will be provided by a Transportation Officer.

During peak volumes periods during the Christmas season a second Christmas Adhoc service will be made available on a separate tender to carry additional volumes that may exceed the capacity of this vehicle. That Christmas Adhoc service may have additional stops in the area not listed or part of this service. That adhoc service will include mail delivery for the smaller post offices on Highway 7 between Mission to Agassiz.

SCHEDULE A//ANNEXE A (Cont./suite)

4-VEHICLE & OPERATIONAL REQUIREMENTS//EXIGENCES OPÉRATIONNELLES ET EXIGENCES EN MATIÈRE DE VÉHICULES

<p>• 4.1 EQUIPMENT</p> <p>All equipment must be licensed for the maximum legal G.V.W. All equipment must meet Federal, provincial and municipal regulations governing the use and condition of such equipment</p>	<p>• 4.1 MATÉRIEL</p> <p>Le matériel utilisé doit posséder un permis pour le PBV maximum autorisé par la loi. Le matériel doit respecter l'ensemble des règlements fédéraux, provinciaux et municipaux relatifs à l'utilisation et à l'état de ce matériel.</p>
<p>Straight trucks and trailers must have ICC bars in order to accommodate the Dock Lock systems at Canada Post mail processing facilities.</p>	<p>Les camions porteurs et les remorques doivent être munis de barres ICC afin d'assurer la compatibilité avec les systèmes Dock-Lock des établissements de traitement du courrier de Postes Canada.</p>
<p>If, for any reason, the contractor has to provide a substitute or replacement for the vehicle contracted for Schedule "A", the substitute vehicle must meet or exceed the contract specifications.</p>	<p>Si, pour une raison quelconque, l'entrepreneur se voit obligé de fournir un véhicule de remplacement pour celui qui est visé par l'Annexe A, le véhicule de remplacement doit respecter les spécifications du contrat ou les dépasser.</p>
<p>The Contractor will provide two wheel chocks. Drivers will use both wheel chocks on two separate truck or trailer wheels at all stops on the schedule where a dock is used for loading/unloading OR Drivers will install and/or remove wheel chocks to/from truck or trailer wheels at all stops on the schedule, if applicable.</p>	<p>L'entrepreneur fournira deux cales de roue. Les chauffeurs emploieront les deux cales de roue sur deux roues séparées de camion ou remorque à tous les arrêts sur l'horaire de service où un quai est utilisé pour le chargement/déchargement. OU Les conducteurs installeront ou ôteront les cales de roue sur le camion ou la remorque pendant tous les arrêts prévus à l'horaire, le cas échéant.</p>
<p>C.S.A. approved safety shoes must be worn at all times on CPC property.</p> <p>CSA Z96-02 approved high-visibility traffic safety vest must be worn at all times on CPC loading areas. Loading area is defined as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mechanized plants: on the loading docks and in the adjacent parking lots. • Postal stations: in the loading areas and on the dock when a low-lift truck (L-7) is in use. • Truck parking lots and traffic lanes in postal installations. 	<p>Les personnes qui se trouvent dans un emplacement appartenant à Postes Canada doivent en tout temps porter des chaussures de protection approuvées par la CSA</p> <p>Les personnes qui se trouvent dans les aires de chargement d'une installation postale appartenant à Postes Canada doivent en tout temps porter une veste de circulation à haute visibilité selon la norme CSA Z96-02. Aire de chargement est défini comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établissements mécanisés : sur les quais de chargement et dans les stationnements adjacents. • Succursales postales : dans les aires de chargement et sur le quai lorsqu'un chariot élévateur à petite levée (L-7) est en fonction. • Stationnements des camions et voies de circulation dans les installations postales
<p>All vehicle doors are to be furnished with a lock or locking mechanism in order to affix Canada Post seals if required. The Contractor must ensure that the vehicles and the keys for vehicles remain secure at all times.</p>	<p>Toutes les portes des véhicules doivent être munies d'une serrure ou d'un mécanisme de verrouillage afin de recevoir les sceaux fournis par Postes Canada si requis. L'entrepreneur doit veiller en tout temps à la sécurité des véhicules et des clés de véhicule.</p>
<p>• 4.2 SPECIAL SERVICE TASKS</p>	<p>• 4.2 TÂCHES DE CONVENTION PARTICULIÈRE</p>
<p>The inside of the box/trailer must be kept clean at all times from refuse (dust, paper or cardboard waste etc.)</p>	<p>L'intérieur de la caisse ou de la remorque ne doit en aucun temps être jonché de déchets (poussière, résidus de papier et de carton).</p>
<p>The Contractor may be required to carry postal equipment such as street letter boxes, relay boxes etc on the regular schedule</p>	<p>L'entrepreneur pourrait avoir à transporter de l'équipement postal comme des boîtes aux lettres publiques, des armoires de relais etc. pendant l'horaire normal.</p>
<p>When requested by Canada Post, the Contractor shall separate by product line on the vehicle all mail picked up on the mail collection trip.</p>	<p>Si Postes Canada en fait la demande, l'entrepreneur devra séparer le courrier ramassé pendant le parcours de levée du courrier par catégorie de produit.</p>
<p>4.3 MOTORIZED MATERIAL HANDLING EQUIPMENT (MMHE) TRAINING</p>	<p>4.3 FORMATION SUR ÉQUIPEMENT MANUEL ET MÉCANISÉ DE MANUTENTION (EMM)</p>
<p>The Contractor may have to use Industrial low lift trucks or Motorized Material Handling Equipment (MMHE) to perform the service on certain services.</p>	<p>L'entrepreneur reconnaît que l'utilisation de chariots élévateurs à petite levée ou d'équipement manuel et mécanisé (EMM) peut être exigée aux fins de</p>

<p>Refer to table “other mandatory requirements “to know if the driver(s) need a certification to use a MMHE.</p> <p>If there is no need to use an industrial low lift truck or a MMHE equipment, then the Contractor acknowledges that in the performance of the work, the operation of manual and mechanized equipment may be required. Accordingly, in the event the Contractor uses or is required to use Canada Post equipment for loading and/or unloading of the mail, the Contractor shall make such use at its own risk and shall indemnify and hold Canada Post harmless pursuant to the indemnification provisions set forth in this agreement, with respect to any liability arising from such use.</p>
<p>If the driver(s) need(s) to use an industrial low lift truck or a MMHE equipment, then the contractor at its own expense) shall provide personnel who are properly trained and certified (carry a card) in accordance to the Canada Labour Code (“Code”) and the Canadian/Provincial Occupational Health and Safety Regulations (“COSH”) level in the operation of industrial low lift trucks (Motorized Material Handling Equipment (MMHE), similar to LR7 and LW7). The Contractor will be required to use Canada Post equipment for loading and/or unloading the mail, the Contractor shall make such use at its own risk and shall indemnify and hold Canada Post harmless pursuant to the indemnification provisions set forth in this Agreement, with respect to any liability arising from such use.</p> <p>The contractor’s driver may be challenged, a certification document/card, in the use of MMHE, <u>must</u> be shown to any Canada Post Officials upon request. Lack of proof will require the contractor to provide a driver certified, in the use of MMHE, for the service or an alternate contractor (at the contractor’s expense) will be used until a certified driver can be provided.</p>
<p>• 4.4 COMMUNICATIONS</p> <p>Contractor must provide 24-hour communication access to supervisory staff and provide 24-hour access to an email address. Holiday schedules will be sent to the email address provided.</p>
<p>If indicated, the contractor must provide a working cellular telephone, in the vehicle, at all times while on duty.</p>
<p>• 4.5 SERVICE IRREGULARITIES</p> <p>Any service irregularities, problem or delays (breakdowns, weather, facility delays, etc) must be reported to the Area Performance Centre (APC) (1-800-665-8732) within 15 minutes of occurrence.</p>
<p>• 4.6 CANADA POST KEYS</p> <p>CPC Keys must be kept secure at all times. Loss of keys must be reported to Regional Control Centre. The contractor is liable for any costs due to the loss of keys.</p>
<p>• 4.7 DOCK PROCEDURES</p> <p>It is the responsibility of highway service contractors to ensure their drivers familiarize themselves and follow dock procedures at all times. Dock procedures are posted on the dock at all Canada Post mail processing plants.</p>
<p>• 4.8 FREQUENCY DEFINITIONS</p> <p>Day 1 = Monday Day 2 = Tuesday Day 3 = Wednesday Day 4 = Thursday Day 5 = Friday Day 6 = Saturday Day 7 = Sunday</p>

<p>l’exécution du travail pour certains services.</p> <p>Se référer au tableau « autres exigences obligatoires» pour savoir si le chauffeur a besoin d’un certificat pour utiliser un EMM.</p> <p>Dans le cas où l’utilisation d’un chariot élévateur à petite levée ou un EMM n’est pas nécessaire, l’entrepreneur reconnaît que l’utilisation d’équipement manuel et mécanisé peut être exigée aux fins de l’exécution du travail. En conséquence, si l’entrepreneur utilise ou doit utiliser l’équipement de Postes Canada pour charger et décharger le courrier, il en fait usage à ses propres risques et s’engage à indemniser Postes Canada et à la tenir exempte de toute réclamation aux termes de la présente entente pouvant découler de l’utilisation de l’équipement.</p> <p>Dans le cas où l’utilisation d’un chariot élévateur à petite levée ou d’un EMM est nécessaire, l’entrepreneur s’engage à recourir à ses frais à des employés qui sont formés et accrédités (titulaires d’une carte) en conformité avec les dispositions du <i>Code canadien du travail</i> (« Code ») et des règlements fédéraux et provinciaux en matière de santé et de sécurité au travail aux fins de l’utilisation de chariots à petite levée (équipement de manutention motorisé de type LR7 et LW7).</p> <p>L’entrepreneur doit utiliser l’équipement de Postes Canada pour charger et décharger le courrier, il en fait usage à ses propres risques et s’engage à indemniser Postes Canada et à la tenir exempte de toute réclamation aux termes de la présente entente pouvant découler de l’utilisation de l’équipement.</p> <p>Le conducteur engagé par l’entrepreneur peut être soumis à une vérification; un document ou une carte d’accréditation <u>doit</u> alors être présenté à la demande de n’importe quel responsable de Postes Canada. À défaut d’une preuve, l’entrepreneur doit engager un conducteur certifié aux fins de l’utilisation d’EMM pour la prestation du service en question ou un autre entrepreneur devra assurer ce service (aux frais de l’entrepreneur) jusqu’à ce qu’un conducteur certifié soit engagé.</p>
<p>• 4.4 COMMUNICATIONS</p> <p>Entrepreneur doit fournir un accès de communication de 24 heures pour le personnel d’encadrement et de fournir 24 heures d’accès à une adresse e-mail. Le programme de vacances seront envoyés à l’adresse e-mail fournie.</p>
<p>Si indiqué, l’entrepreneur doit fournir un téléphone cellulaire en état de marche, dans le véhicule, en tout temps lorsqu’il est en service</p>
<p>• 4.5 IRRÉGULARITÉS DU SERVICE</p> <p>Toute irrégularité du service, tout problème ou retard (bris, météo, retards liés aux établissements, etc.) doivent être signalés au Centre de rendement par secteur (CRS) (1-800-665-8732) en moins de 15 minutes après l’incident.</p>
<p>• 4.6 CLÉS DE POSTES CANADA</p> <p>Les clés du CPC doivent être sécurisées en tout temps. La perte des clés doit être signalée au Centre de contrôle régional. Le contractant est responsable des coûts dus à la perte de clés.</p>
<p>• 4.7 PROCÉDURES RELATIVES AUX QUAIS</p> <p>Il incombe aux entrepreneurs du service routier de s’assurer que leurs chauffeurs connaissent les procédures relatives aux quais et qu’ils les suivent en tout temps. Les procédures relatives aux quais sont affichées dans tous les quais d’établissement de traitement du courrier de Postes Canada.</p>
<p>• 4.8 DÉFINITIONS DE LA FRÉQUENCE</p> <p>Jour 1 = lundi Jour 2 = mardi Jour 3 = mercredi Jour 4 = jeudi Jour 5 = vendredi Jour 6 = samedi Jour 7 = dimanche</p>

•	
• 4.9 STATUTORY HOLIDAYS	
New Year's Day	Canada Day
Good Friday	Labour Day
Easter Monday	Thanksgiving Day
Victoria Day	Remembrance Day
St-Jean Baptiste Day (Quebec only)	Christmas Day
Civic Holiday (except Quebec)	Boxing Day Reconciliation Day
4.10 OPERATING RULES ON STATUTORY HOLIDAYS	
The service operates on most statutory holidays depending on PPC plant volumes. For the purpose of determining the Fixed Yearly Service rates as per Schedule "B" section 1, the service will operate on all statutory holidays, except Christmas day, Boxing and New Year's Day.	
Canada Post reserves the right to substitute a statutory holiday for a cancelled normal operating day. A modification to the schedule, which precedes or follows a statutory holiday, may be required resulting in cancelled trip(s), e.g. canceling the regular Saturday and Sunday trip preceding a holiday Monday. In such cases the contractor may be required to operate on the statutory holiday in lieu of the cancelled trip. No additional payment will be allowed.	
Payment for services operating on a statutory holiday excluding situations described as on paragraph above will be based on pro-rata rate only as per the annual contract value.	

•	
• 4.9 CONGÉS FÉRIÉS	
Jour de l'An	Fête du Canada
Vendredi saint	Fête du Travail
Fête de Pâques	Jour de l'Action de Grâce
Fête de la Reine	Jour du Souvenir
St-Jean Baptiste (Québec seulement)	Jour de Noël
Fête civique (excepté Québec)	Lendemain de Noël Jour de Reconciliation
4.10 RÉGLEMENTS D'EXPLOITATION RELATIFS AUX JOURS FÉRIÉS	
Le service fonctionne sur la plupart des jours fériés en fonction des volumes de plantes PPC. Pour le but de déterminer les taux de service annuels fixes comme section de l'annexe «B» 1 par, le service fonctionnera tous les jours fériés, sauf le jour de Noël, Jour de boxe et les années.	
Postes Canada se réserve le droit de remplacer un jour férié par une journée normale d'exploitation qui aurait été annulée. Une modification de l'horaire immédiatement avant ou après un jour férié peut être exigée, causant ainsi l'annulation d'un parcours ou plus, par ex. l'annulation du service normal le samedi et le dimanche avant un jour férié tombant le lundi. Dans un tel cas, il peut être exigé que l'entrepreneur exécute le service le jour férié en remplacement des parcours annulés. Aucun paiement additionnel ne sera autorisé.	
Le paiement des services fournis un jour férié, à l'exception des situations décrites dans le paragraphe ci-dessus, sera basé sur un tarif calculé au pro rata de la valeur annuelle du contrat.	

5-PERFORMANCE MEASUREMENT//MESURE DU RENDEMENT

Canada Post will monitor the Contractor performance and may choose to audit and dispute reported information. Where differences in the performance reported arise, the Contractor will be responsible to address the calculation variance raised by CPC. The Contractor will provide any back-up data supporting the data source information, including GPS reports as requested, to compile and support the Contractor's performance results. The Contractor may also be required to hold a meeting between its Management team and Canada Posts' at either location or by teleconference to discuss and/or review contractual and performance obligations as required.

5.1 COMPLIANCE

- Compliance with transportation schedules provided by Canada Post is critical to Mail processing and delivery by Canada Post. This is measured by excluding all carrier *non-controllable incidents*.

5.2 PERFORMANCE BASE

The schedule shown in the Schedule 'A' will be used as a measure for quality control/on-time performance. Any changes or deviations to the times shown in the schedule, be it due to Canada Post or Carrier requests or transit time allowances must be brought to the attention of Canada Post for further review and consideration.

5.3 PERFORMANCE MEASUREMENT STANDARDS AND ASSESSMENT

The Contractor is to submit performance in excel format on a monthly basis by the end of the 10th business day of the following month for which performance is being reported.

Canada Post's Performance Standards are as follows:

- 97% and higher Contractor exceeds expectations.
- 96% to 97% Key Contractor target range
- 90.1% to 95.9% Contractor provides and maintains Performance Improvement Plan.
- 90% and below Canada Post reserves the right to terminate the Agreement.

5.4 SERVICE FAILURES

In addition to the items listed under Section 6 (Definitions) of the Agreement the following categories are considered Service failures and will constitute an Event of Default:

- A cancellation or missed service departure by the Contractor, that Canada Post has scheduled;
- A delay of any service departure caused by the Contractor, resulting in the inability to despatch and/or deliver within the scheduled pick-up and delivery times;
- A misdirection of any Mail resulting in the Mail being carried to a point other than that identified on the schedule or otherwise requested in writing by Canada Post;
- A failure to carry all Volumes presented. (Applies to services where loading is done by the Contractor's driver)

5.5 DAILY FAILURE REPORTING

The Contractor is responsible to report any failure or anticipated failure not later than 15 minutes after becoming aware of any situation that has or may impair the Contractor's ability to perform as per the schedule. Failure on the part of the Contractor to

notify Canada Post of Service failures, may constitute a default event. Reporting will be by means of telephone to the Canada Post Area Performance Center at 1-800-665-8732.

5.6 PERFORMANCE MEASUREMENT REPORTING FORMAT

It is the Contractor's responsibility to ensure that all source data (times from GPS locations) be collected from each point in its entirety, compile the data into Microsoft Excel format and report to Canada Post as identified throughout this SOW. Below is an example of a Contractor performance summary report.

Contractor Name					
Performance Year to Date (Year)					
Period (Month)	Carrier Performance	Number of Trips*	Total Contractor Failures	Dispatch Issue	Drive Issue
1	98.3%	1000	17	5	7
2	98.0%	1085	22	7	5
3	97.2%	1025	29	11	8
4	98.6%	987	14	2	7
5	98.7%	1207	16	1	8

*Each direction to be considered as individual trip when considering delays

5.7 CONTINGENCY PLANNING

Unless advised otherwise by Canada Post, the Contractor will remain responsible for contingency planning and shall inform Canada Post of the steps being taken to recover and complete the service. The Contractor must ensure pick-up and delivery and will be responsible for any costs associated to remedying the failure.

If the Contractor is unable to advise CPC of planned contingency plans for a service within 2 hours, Canada Post may arrange to have another Contractor perform the service and an administrative charge may apply. Administrative charges where applicable will be deducted in the form of a credit from the Contractor's next invoice at a rate of 15% of the Contractor's rate otherwise payable for the service (excluding fuel surcharges).

The Contractor must provide the Corporation with a detailed contingency plan, acceptable to the Corporation, at least thirty (30) days in advance of any threatened or actual industrial disturbance including, but not limited to Contractor strikes, lockouts, labour disputes or operational disruptions affecting in any way this Agreement.

5.8 PERFORMANCE IMPROVEMENT PLAN (PIP)

5.8.1

As outlined within this Schedule "A", the Contractor will be responsible to initiate, provide and maintain a Performance Improvement Plan (PIP). A PIP must be initiated when the Contractor's performance is reported at 95.9% or lower as measured during a rolling four week period. The PIP is to be maintained / updated on a weekly basis and submitted to Canada Post while performance continues at or below 95.9% to 90.1%. Removal or discontinuation of a PIP will apply once a Contractor has met an ongoing standard of 96% for a period of four consecutive weeks or as otherwise approved by CPC in writing. If a Contractor does not provide a PIP as required, Canada Post may choose to exercise its right to terminate the Agreement as an Event of Default. Canada Post may at any time during the Term of the Agreement, request a PIP be re-opened for a particular service for any reason and the Contractor will agree to do so. The Contractor will be responsible to design, implement and maintain their own PIP process; however it must include at a minimum the following elements:

- A PIP record number and date initiated
- Contractor name and contract number
- Details of the failure(s)
- Performance Reporting (On-time as per section 7.0 of this schedule)
- Operational plan including specific steps to improve performance and monitoring activities
- Communication plan details with Canada Post West Regional Surface Transportation

5.8.2

Where a PIP is generated due to a service performance issue and it does not result in an improved performance rating of 96% or higher within a four week period, Canada Post may choose to terminate the Agreement.

Where a Contractor is subject to a PIP for six (6) or more months in a 12 month period, Canada Post may choose to terminate the Agreement. Where Service performance is 90% or lower at any point in time, Canada Post may choose to terminate the Agreement.

6-DEFINITIONS

Adhoc: Highway service adhocs are services called out “as needed” in addition to the regular scheduled services listed on the grid found in Section 2 of this Agreement.

CPC: Canada Post Corporation.

Customer: The person or business whose product is being picked up by the Contractor.

Dispatch: Or Dispatchers, refers to the Contractor dispatch staff and operation. The Contractor dispatch operation is responsible for managing the movement of trailers to the appropriate destinations as per instructions from CPC.

Equipment: Empty equipment also referred to as ‘EQ’ owned by CPC and provided to Customers for the conveyance of Customer product. (Monos/ Plastic Pallets etc.)

Facility or Plant - refers Canada Post physical location that receives product for process and dispatch from its Customers.

Live Load: Is a pick up that occurs with the driver remaining on site throughout the loading process.

Loose Load: means that Mail parcels and items are stacked individually one on top of the other in a truck – as opposed to containerized, where the goods are placed in a shipping unit (pallet/skid/Gaylord) and secured.

LVM: Large Volume Mailer – this refers to Customers that are identified to have enough volume for Canada Post and that who would be the primary recipient of this pick up service.

Non-controllable incidents: Such as delays caused by Canada Post Loading/Un-loading, Weather, Road conditions/closures, accident, derailment, vehicle inspection, other items determined to be out of a carriers reasonable control. This would **not** include mechanical issues, staffing/driver or switch issues, carrier dispatch error, poor road or yard management and anything considered to be controllable with preventative planning/maintenance.

Manifest: Documentation provided by a Customer with information on the load and volume dispatched for the purpose of tracking and billing.

MMHE: Motorized Material Handling Equipment.

Monotainer (Mono): A container for bulk mail products in transit between facilities. Consists of a rectangular welded steel base with open mesh sides constructed of horizontal and vertical wire rods welded at the crossover points. The monotainers may be stored in either the fully erected or fully collapsed condition.

Dimensions: (Erected/Collapsed)

Length 1322 mm /1322 mm

Width 1067 mm /1067 mm

Height 1115 mm / 260 mm

Monotainer: S = Single monotainers D = Double stacked monotainers (placed one on top of the other)

Off Peak: means week 4 to 41 inclusive of each calendar year. Volumes are generally less volatile.

On Demand: Pick-ups that are one-time Customer arrangements which are additional requests that are not initially planned/scheduled. (These can be called Adhoc as well).

Peak Season: also referred to as Peak Period, primarily refers to a timeframe of approximately October through January, for which mail volumes increase significantly. Customers such as Amazon and others feature annual sale dates – eg: **Amazon**

Pick-up Time: Refers to the actual scanning of Manifest and ‘wheels rolling’ time. The product must be loaded and all activities related to the pick-up must be complete at the Pick-up time.

Schedule “A”: A detailed description of equipment and services rendered to Canada Post along with receipt and dispatch times and description of the work entailed to service each office.

The appendices in this Statement of work cover Safety requirements.

Make it **safe.** | Pensez **sécurité.**
 Make it **home.** | Rentrez **sain et sauf.**



Safety rules All drivers in the yard

You are now entering a Canada Post mail processing facility. All visitors must report to a supervisor to receive a health and safety orientation, or be accompanied by an employee.

Employees and visitors are expected to follow all safety rules that apply to their position in addition to those described below. Note that hazard reporting and resolution are key responsibilities for all employees and team leaders, regardless of where they work.

**DURING ANY EMERGENCY EVACUATION,
ALL VEHICLE YARD TRAFFIC MUST STOP.**

Règles de sécurité Tous les conducteurs dans la cour

Vous entrez maintenant dans une installation de traitement du courrier de Postes Canada. Tous les visiteurs doivent se présenter à un superviseur pour recevoir une orientation sur la santé et la sécurité, ou être accompagnés d'un employé.

Les employés et les visiteurs doivent respecter toutes les règles de sécurité applicables à leur poste, en plus de celles décrites ci-dessous. Veuillez noter que la déclaration et la résolution des risques sont des responsabilités clés pour tous les employés et les chefs d'équipe, peu importe où ils travaillent.

**PENDANT TOUTE ÉVACUATION D'URGENCE,
TOUTE CIRCULATION DE VÉHICULES DOIT CESSER.**

<p>A class 2, level 2 high-visibility vest is mandatory when entering designated areas.</p>		<p>Le port d'un gilet de haute visibilité de classe 2, niveau 2 est obligatoire pour entrer dans les aires désignées.</p>
<p>Footwear: CSA-approved protective footwear bearing a green triangle or blue square patch is mandatory.</p>		<p>Chaussures : Le port de chaussures de protection homologuées CSA (portant le triangle vert ou le carré bleu de la CSA) est obligatoire.</p>
<p>Obey all posted traffic signs.</p>		<p>Obéissez à tous les panneaux de signalisation affichés.</p>
<p>Dock restraint mechanisms (dock locks)</p> <ul style="list-style-type: none"> Use dock restraints with ICC bars. Only go on green light. 		<p>Mécanismes de retenue des quais (dock locks)</p> <ul style="list-style-type: none"> Attachez le mécanisme de retenue des quais au pare-chocs. Déplacez-vous au feu vert seulement.
<p>Wheel chocks</p> <ul style="list-style-type: none"> Wheel chocks must be used for all medium and heavy vehicles while at the dock. Ensure both right and left rear wheels are chocked correctly. Put chocks back in place after use. 		<p>Cales de roue</p> <ul style="list-style-type: none"> Les cales de roue doivent être utilisées pour tous les véhicules moyens et lourds sur le quai. Assurez-vous que les roues arrière droite et gauche sont calées correctement. Remettez les cales de roue à leur place après usage.
<p>Wear your seat belt at all times when vehicle is in motion.</p>		<p>Portez votre ceinture de sécurité en tout temps lorsque le véhicule est en marche.</p>
<p>Sound the horn if there is no backup alarm.</p>		<p>Klaxonnez si le véhicule n'a pas d'avertisseur de recul.</p>
<p>Personal electronic devices such as cellphones and headsets are prohibited while traveling.</p>		<p>Les appareils électroniques personnels tels que les cellulaires et les casques d'écoute sont interdits lorsqu'on se déplace.</p>
<p>Motorized material handling equipment (MMHE) must be operated only in designated areas and by trained personnel.</p>		<p>L'équipement motorisé de manutention (EMM) doit être mis en marche uniquement dans les aires désignées et par des employés ayant la formation nécessaire.</p>

S1201F

2018/07

Applies to employees who use vehicles or trailers when entering Canada Post facilities.

Disconnecting trailers from tractors

For air-ride trailers:

1. Set spring brakes for truck and/or trailer (where applicable).
2. Release air from trailer manually **OR** wait for air to be released automatically.
3. Once air bags are empty, release spring brakes.
4. Back up slowly, making contact with loading dock.
5. Reset spring brakes.
6. Chock the wheels.
7. If the facility is equipped with a dock restraint mechanism, check that it is properly connected to the ICC bar.
8. Lower the stabilizing wheels/support legs.
9. Use CSA-approved jack if trailer is less than 32 feet (9.75 meters) long. Jacks are not required for longer trailers.
10. Disconnect the tractor in accordance with safe disconnecting procedures.
11. Carefully move the tractor away from the trailer.

Trucks and trailers left connected

For air-ride trucks/trailers:

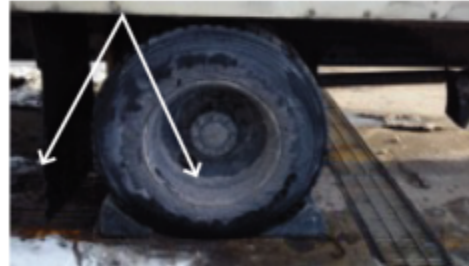
1. Release air from trailer manually **OR** wait for air to be released automatically.
2. Once air bags are empty, release spring brakes.
3. Back up slowly, making contact with loading dock.
4. Set brakes for truck or tractor/trailer.
5. Shut off the engine and remove the key.
6. If the vehicle will be left unattended, lock the doors.

7. Chock the wheels and report to the dock supervisor (or designate) that the vehicle is secure.
8. If a dock restraint mechanism is available, visually inspect that it is properly connected to the ICC bar.

Using wheel chocks

It is mandatory for all vehicles docked at any Canada Post facility to have two wheels chocked.

Place one wheel chock in front and one behind the rear tire on each side of the truck or trailer (even if truck/trailer is against bollards, **as long as it can safely be accessed by driver from the side, i.e., not against a wall**).



SCHEDULE “B” / ANNEXE “B”

RATE SHEET / GRILLE TARIFAIRE

NAME OF PROPOSER: _____

The Proposer shall complete all fields as per Sections 1.0, 2.0 (a), 2.0 (b), and 6.0.

Proposers may bid on both services (Lane 1 and Lane 2) or only one service. Ad Hoc Rates for additional services will apply to both services if bidding on both. Separate contracts will be awarded.

1.0 Fixed Yearly Service Rates:

Unless otherwise stated within this schedule, Fixed Yearly Service Rates are considered inclusive of all Contractor costs required to execute the requested service, such as, but not limited to fuel in accordance with Schedule “D”, wages, maintenance, weather related delays, contingencies, stop charges, road closure detours, wait times, layover expenses and toll fees.

Subject to all other terms and conditions in this Agreement, Canada Post shall pay the Contractor, as consideration for the performance of the Service, the following:

				ANNUAL RATE:
Year 1	from:	October 1, 2022	to: September 30, 2023	\$
Year 2	from:	October 1, 2023	to: September 30, 2024	\$
Year 3	from:	October 1, 2024	to: September 30, 2025	\$
Year 4	from:	October 1, 2025	to: September 30, 2026	\$
Year 5	from:	October 1, 2026	to: September 30, 2027	\$

For the purpose of calculating the monthly amounts payable to the Contractor under this Agreement, all annual amounts will be divided by 12.

2.0 Ad Hoc Rates for Additional Services

- a) Where the Contractor is required on a temporary ad hoc basis to perform additional services that are not provided for in Schedule “A”, the Contractor shall be paid in accordance with the following rates.
 - i) For services greater than, or equal to 100 km round trip, the **Rate per km** and **Rate per Stop** will apply. Note: Where the Contractor is required to perform additional stops in addition to the Designated Delivery Point, the Contractor may include the **Rate per Stop** for each Designated Intermediate Point.
 - ii) For services less than 100 km round trip, only the **Rate per Hour** will apply.

Period:	Rate per km (based on round trip distance)	Rate per Stop	Rate per Hour
	>= 100 km		
Year 1	\$	\$	\$
Year 2	\$	\$	\$
Year 3	\$	\$	\$
Year 4	\$	\$	\$
Year 5	\$	\$	\$

The Rate per Hour may apply for services that are considered “in-town” deliveries and/or pick-ups. Such services may include, but not limited to elections materials or large volume mailer pick-ups, where the services are predominantly performed within an urban setting.

- b) **Minimum Call-Out Charge:** Where additional services rendered are of minimal distance or time, a minimum charge may be invoiced. The Minimum Call-Out Charge will only apply when the total calculated charge as per Section 2.0 (a) is less than the following Minimum Call-Out Charge rate set forth below: The Minimum Call-Out Charge is not in addition to the calculated rate as per Section 2.0 (a).

	Year 1	Year 2	Year 3	Year 4	Year 5
Minimum Call-Out Charge	\$	\$	\$	\$	\$

Note that the Minimum Call-Out Charge will not apply in situations whereby the Contractor is requested to perform additional services that are within one hour of the commencement or completion of, or during the existing scheduled service as per Schedule “A” Section 3 – Surface Transportation Schedule, with the exception being situations whereby the additional services necessitate a driver change due to situations such as exceeding the legislated Hours of Service regulations.

- c) **Helper Rate:** Where the Contractor is required at the request of the Corporation, to provide additional services that require the use of a helper or person, in addition to the driver, the Contractor shall be paid in accordance with the following hourly helper rates:

	Year 1	Year 2	Year 3	Year 4	Year 5
Helper Rate (per hour)	\$	\$	\$	\$	\$

The Helper Rate would be in addition to the trip, per km or hourly rates as per Section a).

- d) In the event that Kent Marketing Index monthly average fuel rates increase, relative to the Tendered base price of fuel (TBPF) as per sections 1, 2 & 4 of Schedule "D", the Contractor may invoice additional fuel amounts in addition to the above ad hoc rates. All additional fuel amounts and calculations must be included on the monthly invoice and the invoice must be accompanied by a printed copy of the Kent Marketing monthly average rates. All additional fuel amounts must be calculated in accordance with the following formula:

$(([MA]-[TBPF]) \times [d] \times [c]) \div 100$; where:

MA = Kent Marketing Monthly Average, based on the month that the service was performed. (\$/L)
 TBPF = Tendered Base Price of Fuel as per Schedule "D". (\$/L)
 d = Distance from Canada Post departure point to the authorized destination point. (km)
 c = Consumption Rate as per Schedule "D" (L/100km)

Example: MA = \$1.330, TBPF = \$1.1100, d = 180 km, c = 21.9
 $= (\$1.330 - \$1.1100) \times 180 \times 21.9 \div 100$
 $= \$0.2200 \times 180 \times 21.9 \div 100$
 Additional Fuel = \$8.67

- e) **Ad hoc invoices** pertaining to this Agreement must be sent to the attention of Regional Transportation at the following address:

Canada Post Corporation
 Attn: Transportation Area West
 1870 Wellington Ave.
 Winnipeg, MB R3H 3H3

All monthly invoices must include the line item details, date of invoice, Canada Post vendor number, invoice number, agreement number, Contractor name, Contractor address and Contractor remit-to address. Where the Contractor performs multiple ad hoc trips within a monthly period, the Contractor shall combine all trips to one monthly invoice and submit to the Corporation at the end of the month for which the service was performed.

Line item details must include the following: Date of Ad hoc service, Authorization Number, rates charged, total distance in kilometers (or total hours incurred) and line total. Where applicable, all ad hoc fuel amounts and calculations must be included on the monthly invoice and must be accompanied by a printed copy of the Kent Marketing monthly average rates that were utilized for the fuel calculations.

The Contractor shall not submit an invoice until after the requested service has been fully performed. Monthly invoices must be submitted to Canada Post with 30 days following the end of the month for which the service was performed. All invoices shall be subject to the approval by the Canada Post Designated Official.

- f) **Trip Distance:** The Trip Distance which may be applicable to ad hoc services, will be based on the distance from the Canada Post Designated Tender Point to the requested Designated Delivery Point, and including any Designated Intermediate Points. Canada Post will not pay extra for any distances which may be required by the Contractor to arrive at the Canada Post Designated Departure Point. Total distance travelled must be based on the most reasonable direct route from the Designated Tender Point to the Designated Intermediate Points, Designated Delivery Point and return trip to the Designated Tender Point.

3.0 Amendment to Rates as per Service Specifications Change Schedule "A"

Should the Contractor be required on a permanent basis to perform additional or reduced services not provided for in Schedule "A", an amendment to include these services and the adjusted Fixed Yearly Service Rate shall be agreed to by both parties.

The adjustment to the Fixed Yearly Service Rate per lane shall:

- i. be based on current rate per kilometer or rate per hour for that lane, determined through a pro-rata calculation (i.e.: Annual Rate (\$) for the lane at the date prior to the specification change of Schedule "A" divided by the annual distance (km) covered by the lane at the date prior to the specification change Schedule "A" = Pro rata rate (\$) per kilometer) for that lane;
- ii. plus or minus such adjustments, if any, as may be appropriate to reflect the circumstances particular to the required change.

Failing such agreement, either party may terminate this Agreement as per section 12.0 Term and Termination of the Agreement.

4.0 Deduction for Temporary Non-Performance of the Highway Service

Where the Contractor does not perform the service due to reasons such as, but not limited to Force Majeure or Events of Default, Canada Post reserves the right to deduct from the Contractor an amount for the distance not traveled in accordance with the following criteria:

Formula to calculate the deduction

[Pro rata rate per kilometer as define below] X [Distance in kilometers not performed] = Amount to deduct

Pro rata rate definition

Pro rata rate per kilometer as calculated in Section 3.0 A) above = Annual Rate (\$) ÷ Annual Distance in kilometers as per Schedule "A".

5.0 Insurance Requirements

In accordance with Section 9.1 of the Agreement, the Contractor shall provide and maintain, at its own expense, the following minimum insurance coverage:

- i) **Commercial General Liability insurance**, with a minimum limit of \$1,000,000.00 per occurrence for personal injury, bodily injury (including death) and property damage, unless the Contractor utilizes a tractor-trailer type vehicle in which case a minimum of \$2,000,000.00 per occurrence. Canada Post shall be added to the policy as an additional insured and the policy shall contain cross liability and severability of interest clauses.
- ii) **Commercial Automobile Liability insurance**, with a minimum limit of \$2,000,000.00 per occurrence for bodily injury (including death) and property damage, unless the Contractor utilizes a tractor-trailer type vehicle in which case a minimum of \$3,000,000.00 per occurrence.
- iii) **Cargo insurance** covering the property of others in the Contractor's care, custody or control with a minimum limit of \$25,000.00 per occurrence for vehicles less than 5 tons; \$50,000.00 per occurrence for vehicles of 5 tons or greater; or \$100,000.00 per occurrence for tractor-trailer type vehicles.

6.0 Payment to the Contractor:

6.1 Payment to the Contractor shall be payable in Canadian funds after receipt of invoice or on an automatic monthly recurring basis, as the case may be, "**NET SIXTY (60) DAYS**". The Corporation will pay the amounts owing to the Contractor under this Agreement by direct deposit to the bank account designated by the Contractor.

Refer to the table below for an overview of the payment procedures;

Services rendered in the month of:	Will be paid by the end of:	Services rendered in the month of:	Will be paid by the end of:
January	March	July	September
February	April	August	October
March	May	September	November
April	June	October	December
May	July	November	January
June	August	December	February

6.2 **Alternate Payment Schedule:** Canada Post will consider an alternate payment schedule on the basis of "**NET THIRTY (30) DAYS**" for the Schedule "B" rates as per section 1.0 and 2.0. Canada Post will be comparing the prices for the two payment terms to determine the best overall value, based on the Corporation's debt servicing interest rate, which will remain confidential. Should the Proposer choose to offer alternative rates based on "**NET THIRTY (30) DAYS**" payment terms, the Proposer must indicate the percentage discount that would apply to the aforementioned rates in Sections 1.0 and 2.0:

Percentage Discount = _____%

SCHEDULE "C" / ANNEXE "C"

SECURITY REQUIREMENTS / EXIGENCES EN MATIÈRE DE PROTECTION ET DE SÉCURITÉ

Version January 2017

In respect of every Contractor employee, sub-contractor, agent or other representative ("Contractor Personnel") having or requiring access, for any reason, to Canada Post protected information and/or assets ("Protected Assets and Information"), which include, but shall not be limited to mail, as defined by the Canada Post Corporation Act, as amended, Canada Post proprietary, commercial or confidential information of any kind and in whatever form, and all facilities, premises, equipment and assets of any kind and in whatever form in, on or with which the Service is provided, the Contractor shall:

Personnel

1. Appoint and maintain at all times during the Term a Company Security Officer ("CSO") and an Alternate Company Security Officer ("ACSO") whose duties shall include, but not be limited to:
 - a) Identifying all Contractor's Personnel and its subcontractor's personnel who will require access to Protected assets and information and ensuring that accurate and complete Security Screening documentation is submitted for such personnel;
 - b) Ensure that all Contractor's Personnel and its subcontractor's personnel provide a photograph in digital colour photograph in JPEG format or a passport size photograph with the employee's full name and date of birth indicated on the back (note, the photograph should have a white background);
 - c) Will provide the collected photograph to Canada Post Security and Investigation Service, along with the security screening application for the purpose of the creation of an identification card;
 - d) Will provide a photograph to Canada Post Security and Investigation Service, for employees who already hold a valid Reliability Status or security clearance;
 - e) The Company Security Officer is accountable for all identification cards issued to Contractor's Personnel and its subcontractor's personnel;
 - f) Upon departure (ie. Resignation or termination) of Contractor's Personnel and its subcontractor's personnel, the identification card must be retrieved and returned to Canada Post Security and Investigation Services by the Company Security Officer without delay;
 - g) Upon detection, lost or stolen identification cards must be reported to Canada Post Security and Investigation Services by Company Security officer without delay;
 - h) Upon end of contract, all identification cards issued for Contractors Personnel and its subcontractors must be retrieved and returned to Canada Post Security & Investigation Services by the Company Security Officer without delay.
 - i) Providing change of circumstance reports for personnel with regard to their security screening status;
 - j) Ensuring that Contractor personnel receive a security briefing upon notification of having been granted Reliability Status;
 - k) Ensuring that Contractor personnel complete and return the Security Clearance Certificate and Briefing form and the Protection of Mail and Corporate Assets Contractor Declaration form;
 - l) Maintaining a valid list of security screened Contractor personnel on the prescribed template in attachment 1 below and submitting it to Canada Post Security Investigation Services on a quarterly basis on or by, February 1st, May 1st, August 1st and November 1st of each calendar year;
 - m) Ensuring that Contractor personnel security screening information is safeguarded properly;
 - n) Reviewing security requirements in the contract and

L'entrepreneur doit prendre les mesures suivantes en ce qui concerne les membres de son personnel, sous-traitants, agents ou autres représentants qui ont ou doivent avoir accès, pour quelque raison que ce soit, aux renseignements et aux biens protégés de la Société (les "biens et renseignements protégés"), qui incluent, sans s'y restreindre, le courrier tel que défini dans la Loi sur la Société canadienne des postes telle que modifiée, les renseignements exclusifs, commerciaux ou confidentiels de quelque nature et de quelque forme qu'ils soient, ainsi que les installations, lieux, équipements et biens de quelque nature et de quelque forme qu'ils soient, dans lesquels ou avec lesquels le service est fourni.

Personnel

1. L'entrepreneur doit désigner et maintenir en poste en permanence, un agent de sécurité de l'entreprise (" ASE ") et un agent de sécurité d'entreprise suppléant(ASES) dont les tâches incluent, sans se l'y imiter :
 - a) indiquer tous les membres du personnel qui doivent avoir accès aux biens et renseignements protégés et s'assurer que la documentation pertinente et complète sur la vérification de sécurité de ces employés est fournie;
 - b) s'assurer que tous les membres du personnel de l'entrepreneur et ceux de ses sous-traitants fournissent une photo couleur numérique en format JPEG ou une photo format passeport au verso de laquelle figure le nom complet de l'employé et sa date de naissance;
 - c) fournira la photo recueillie aux Services de sécurité et d'enquête de Postes Canada, ainsi que la demande de vérification de sécurité aux fins de création d'une carte d'identité;
 - d) fournira une photo aux Services de sécurité et d'enquête de Postes Canada, pour les employés qui détiennent déjà une cote de fiabilité ou une autorisation de sécurité valide;
 - e) l'agent de sécurité de l'entreprise est responsable de toutes les cartes d'identité remises aux membres du personnel de l'entrepreneur et ceux de ses sous-traitants;
 - f) au moment du départ (c.-à-d. démission ou congédiement) de l'un des membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'un de ceux de ses sous-traitants, la carte d'identité doit être immédiatement récupérée et retournée aux Services de sécurité et d'enquête de Postes Canada par l'agent de sécurité de l'entreprise;
 - g) la perte ou le vol des cartes d'identité doit être immédiatement signalé aux Services de sécurité et d'enquête de Postes Canada par l'agent de sécurité de l'entreprise;
 - h) l'entrepreneur doit s'assurer que les membres de son personnel et ceux de ses sous-traitants, qui auront accès au courrier, aux renseignements, aux biens et aux locaux de la Société dans le cadre du contrat, se conforment aux procédures de la Société en matière de protection et de sécurité, qui peuvent être modifiées de temps à autre;
 - i) fournir des mises à jour sur l'état de tous changement de situation des employée qui touche la classification de sécurité de cette personne;
 - j) s'assurer que les membres du personnel assistent à une séance d'information sur la sécurité dès qu'ils obtiennent la cote de fiabilité,
 - k) s'assurer que les membres du personnel complète et signe le Certificat de sécurité et le formulaire d'attestation de sécurité et faire l'envoi de ces documents avec le document Protection du courrier et des biens de la Société - Déclaration de l'employé; aux Services de Sécurité et d'Enquête de la Société,
 - l) Tenir une liste à jour d'entrepreneurs ayant fait l'objet d'une vérification de sécurité au moyen du modèle préconisé dans le tableau ci-dessous, et la soumettre chaque trimestre à l'équipe Services de sécurité et d'enquête de Postes Canada au plus tard le 1er février, le 1er mai, le 1er août et le 1er novembre de chaque année civile.
 - m) s'assurer que les dossiers d'enquête de sécurité sur les employés sont conservés en lieu sûr;
 - n) revoir les exigences en matière de sécurité énoncées dans le contrat et s'assurer que tous s'y conforment.

<p>ensuring all requirements are adhered to;</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Contractor personnel must be granted Reliability Status before access to Protected Assets and Information can be shared; 3. Canada Post Security and Investigation Services will recognize valid Reliability Status or valid Security Clearance issued by Public Works Government Services of Canada (Industrial Security Program) as meeting the security screening requirements for contractor personnel; 4. Contractor personnel who do not hold a valid Reliability Status or Valid Security clearance issued by Public Works Government Services of Canada (Industrial Security Program); must complete the security screening process through Canada Post Security and Investigation Services; 5. The Contractor shall ensure that security screening application(s) are accurately completed for a sufficient number of Contractor employees, representatives, including sub-contractors or agents who are, or may be working on services related to this Agreement (the "Personnel") and submitted to the Corporation; 6. For clarity, a sufficient number of Personnel shall at all times be deemed to include a sufficient number of personnel required to perform the services on an on-going basis, plus an additional number of personnel, to be determined by the Contractor, to ensure that should any personnel with security clearance be unable, for whatever reason, to work on the services related to this Agreement, the Contractor will have enough additional personnel with security clearance to stand in for, or otherwise replace them; 7. In the event that the security clearance of the Contractor personnel is compromised as determined by Canada Post Security and Investigation Services, Canada Post may terminate the contract forthwith and no compensation shall be payable to the contractor arising from said termination; 	<ol style="list-style-type: none"> 2. Avant d'accorder aux membres du personnel d'un entrepreneur l'accès aux biens, et renseignements protégés, s'assurer que chaque entrepreneur détient une cote de fiabilité. Les demandes d'enquête de sécurité pour obtenir une cote de sécurité doivent être soumises aux Services de Sécurité et d'Enquête de la Société. 3. Si les membres du personnel de l'entrepreneur détiennent déjà une cote de fiabilité, Les Services de Sécurité et d'Enquête de la Société, accepteront les cotes de fiabilité valide accordées par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada dans le cadre du Programme de sécurité industrielle; 4. Si l'employé de l'entrepreneur détient une autorisation de sécurité valide de Transports Canada, les Services de sécurité et d'enquête de Postes Canada (SSE) reconnaîtront celle émise par Transports Canada. Il est toujours nécessaire pour ces membres du personnel de remplir le formulaire Protection du courrier et des biens de la Société - Déclaration de l'entrepreneur. L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) est tenu de conserver une liste d'employés qui possèdent une autorisation de sécurité valide de Transports Canada et de la fournir aux SSE trimestriellement (comme dans la clause " e "). 5. L'entrepreneur doit s'assurer que les demandes de vérification de sécurité sont dûment remplies pour un nombre suffisant de ses employés et représentants, y compris des sous-traitants ou des agents qui sont ou pourraient être affectés à des services liés au présent contrat (le " personnel "), et qu'elles sont soumises à la Société. 6. Par souci de clarté, un nombre suffisant d'employés est réputé inclure en tout temps un nombre suffisant d'employés requis pour exécuter les services de façon continue, plus des employés supplémentaires, dont le nombre sera déterminé par l'entrepreneur, pour s'assurer que si un membre du personnel possédant l'autorisation de sécurité est incapable de remplir ses fonctions, pour quelque raison que ce soit, afin d'effectuer les travaux liés aux services en lien avec le présent contrat, l'entrepreneur aura suffisamment d'employés supplémentaires possédant l'autorisation de sécurité pour le remplacer. 7. Dans le cas où la cote de sécurité de l'entrepreneur ou d'un de ses sous-traitants est compromise selon les Services de Sécurité et d'Enquête de la Société, Postes Canada mettra fin au contrat immédiatement et aucune indemnité ne sera versée à l'entrepreneur pour compenser ladite résiliation.
<p>Transportation</p> <ol style="list-style-type: none"> 8. Ensure that all Contractor vehicles, whether owned or leased by, or belonging to Contractor Personnel used in the provision of the Service ("Vehicles") shall provide reasonable security with fully functioning locks and other reasonable security features given the nature of the Service provided; 9. Conduct semi-annual inspection and audit of all Vehicles to ensure the proper functioning of all security features and mechanisms and to repair and maintain the same as circumstances reasonably require in a prompt and timely fashion; 10. Ensure that all Vehicles are left locked and otherwise fully secured within the Vehicles' capacity, with engine turned off and ignition keys removed from the Vehicle whenever the Vehicle is left unattended; 11. Grant reasonable access to Canada Post Security and Investigation Services to Vehicles for routine audit and the investigation of specific incidents when required by Canada Post; <p>Protection of the mail</p> <ol style="list-style-type: none"> 12. Ensure, specifically with respect to mail, as defined by the Canada Post Corporation Act, as amended, in the care, custody and control of the Contractor is at all times protected from theft, weather and other damage of whatsoever kind; 13. Ensure that no mail in the care, custody and control of the Contractor is opened, seized, delayed, detained, misdirected or otherwise interfered with in any manne <p>Compliance</p> <ol style="list-style-type: none"> 14. The Contractor shall ensure that the Contractor's 	<p>Transport</p> <ol style="list-style-type: none"> 8. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les véhicules (loués, qui lui appartiennent ou qui appartiennent aux membres de son personnel) utilisés pour la prestation de services sont suffisamment sécuritaires, avec des verrous fonctionnels et d'autres mécanismes de sécurité pertinents, selon la nature des services fournis. 9. L'entrepreneur doit effectuer, à titre de mesure de sécurité et de qualité, au moins deux vérifications et inspections par année de l'ensemble de ses véhicules pour s'assurer du bon fonctionnement de tous les mécanismes de verrouillage; et il doit effectuer l'entretien et la réparation des véhicules au moment opportun. 10. L'entrepreneur doit toujours prendre les mesures suivantes lorsque le véhicule est inoccupé : couper le moteur, retirer les clés du démarreur, verrouiller et protéger entièrement le véhicule. 11. L'entrepreneur doit donner aux Services de Sécurité et d'Enquête de la Société un accès raisonnable aux véhicules à des fins d'inspection dans le cadre d'une enquête sur un incident particulier ou d'une vérification ordinaire jugée nécessaire par Postes Canada. <p>Protection du courrier</p> <ol style="list-style-type: none"> 12. L'entrepreneur doit voir à ce que tout le courrier, tel que défini dans la Loi sur la Société canadienne des postes telle que modifiée, qui lui est remis ou qu'il reçoit autrement est en tout temps à l'abri du vol, des intempéries, des dommages de quelle que sorte que ce soit. 13. L'entrepreneur doit également voir à ce que le courrier ne soit pas ouvert, subtilisé, retenu, abandonné, acheminé au mauvais endroit, falsifié ou altéré de toute autre manière que ce soit. <p>Conformité</p>

<p>Personnel and its subcontractor's personnel, who will have access to the mail, information, assets and/or the Corporation's premises in relation to this Agreement, comply with the Corporation's security procedures;</p> <p>15. The deadline for the Contractor being in full compliance with the security requirements is before commencement of work, unless otherwise agreed to in writing by Security and Investigation Services;</p> <p>16. For greater clarity, in the event the Contractor or Contractor Personnel fails to comply with the any of the above security requirements, the Contractor shall be in default of the security requirement of this agreement and thus give rise to Canada Post termination rights.</p>	<p>14. L'entrepreneur doit se conformer à toutes les exigences en matière de sécurité avant le début des travaux, à moins qu'une entente à cet égard n'ait été conclue par écrit avec les Services de sécurité et d'enquête.</p> <p>15. L'entrepreneur doit s'assurer que les membres de son personnel et ceux de ses sous-traitants, qui auront accès au courrier, à l'information, aux biens et/ou aux locaux de la Société dans le cadre de la présente Convention, se conforment aux procédures de la Société en matière de protection et de sécurité.</p> <p>16. Il est entendu que si l'entrepreneur ou les membres de son personnel ne respectent pas les exigences en matière de sécurité de la présente convention en ce qui a trait à chacun de ces défauts, la Société aura par conséquent le droit de résilier la convention conformément aux dispositions de résiliation qui y sont énoncées.</p>
--	--

Table to complete as per Article 1 I) here above

Personnel Security Audit - Canada Post

INSTRUCTIONS:

- Security screening self-audits are a routine requirement and comprise a part of your contractual obligations. They are to be submitted quarterly on, or by, **February 1st, May 1st, August 1st and November 1st** of each calendar year.
- As the primary contract holder, you are responsible for ensuring that all employees, contractors, replacement staff, and sub-contractors who support your contract with Canada Post are security screened.
- All information in the table below must be provided to accurately match an individual to the correct security file.
- The supplier is responsible for maintaining accurate and up-to-date records of the security screening of all individuals and submit it on the above dates, as well as upon request of Canada Post.
- The supplier is responsible for notifying Canada Post Security and Investigation Services as soon as could be reasonably expected of the resignation or termination of any individual who holds a security status with Canada Post in order for that security status to be cancelled appropriately.

Company Name	Contact person (CSO & ASO)	Phone	Postal	Certificate Number	Update Required Date
Sample Form Only					
Example	ABC Transport	Rob White, Operations Manager (CSO)			
Employee name, first name	Transportation Details	Date of birth (YYYY/MM/DD)	Security Clearance Status	Certificate number	Update Required Date
Example	SMITH, Robert	eg. Edmonton (AB) & Calgary (AB)	1960/12/01	Screened,	C-2010-12345 ex. 2020-10-10
Example	JOHNSON, James	eg. T117/T118		In process or not started	nil 10 years for reliability and Secret
		eg. Vernon (BC) CUS			5 years for Top Secret clearance
1					
2					
3					

Tableau à compléter selon l'article 1 I) ci-dessus

Vérification de sécurité - Postes Canada

PROTÉGÉ A

DIRECTIVES :

- Les autovérifications de sécurité constituent une exigence systématique et font partie de vos obligations contractuelles. Elles doivent être soumises tous les trimestres au plus tard le **1^{er} février, le 1^{er} mai, le 1^{er} août et le 1^{er} novembre** de chaque année civile.
 - À titre de titulaire principal de la convention, vous devez vous assurer que tous les employés, les entrepreneurs, les remplaçants et les sous-traitants qui appuient votre convention avec Postes Canada font l'objet d'une vérification de sécurité.
 - Tous les renseignements dans le tableau ci-dessous doivent être fournis et établir une correspondance exacte entre une personne et son dossier de sécurité.
 - Le fournisseur doit maintenir des dossiers de vérification de sécurité exacts et à jour pour toutes les personnes applicables, et les soumettre au plus tard aux dates ci-dessus et si Postes Canada le demande.
 - Il incombe au fournisseur d'informer les Services de sécurité et d'enquête de Postes Canada aussitôt que possible de la démission ou du licenciement de toute personne ayant obtenu une cote de fiabilité auprès de Postes Canada, afin que cette cote de fiabilité puisse être annulée de façon appropriée.
- Personne ne peut accéder aux biens, aux renseignements, aux installations ou au courrier de Postes Canada avant d'avoir réussi la vérification de sécurité.**

Nom de l'entreprise	Personne ressource (ASE & ASER)	# de téléphone	adresse de courriel	N° de certificat	Date de mise à jour requise
Sample Form Only					
Example	Transport ABC	Roy, Guy - Président et ASE	514-555-5555		
Nom (employé), prénom	Détails de transport	Date de naissance (AAAA/MM/JJ)	Côte de sécurité	N° de certificat	Date de mise à jour requise
Exemple	Bertrand, Robert	S/R Québec/Matane ou CSP Laval Dé	1960/12/01	oui	99000012 ex. 2020-10-10
Exemple	Gingras, Paul	non-assigné ou remplaçant	1960/12/01	En marche ou Non débuté	non
1					
2					
3					

SCHEDULE "D" / ANNEXE "D"

VANCOUVER (BC) & HOPE V081/V082

FUEL ADJUSTMENT PROVISIONS // DISPOSITIONS DE RAJUSTEMENT LIÉ AU CARBURANT

<p>Recognizing that there may be fluctuation in the price of fuel over the life of an Agreement, Canada Post Corporation has established a formula for calculating an adjustment based on the Pump Price of diesel or regular fuel derived from the Kent Marketing Services Ltd Fuel Price Listings located at www.kentmarketingservices.com and shall be administered according to the following provisions:</p> <p>1.0 Rates for fuel, derived from the Monthly Retail Pump Price Survey listed on the Kent Marketing Services Ltd website at http://kentreports.com/WPPS.aspx shall be based on \$2.181 per liter for diesel Retail Price and shall be considered as the Tendered Base price of Fuel (TBPF) for this Agreement.</p> <p>2.0 If the quarterly average price exceeds or falls below the Tendered Base Price of Fuel (TBPF) indicated in the above clause 1.0 then the following formula shall be applied to calculate a Fuel Adjustment.</p> <p>3.0 This Fuel Adjustment will be settled on a quarterly basis at the end of the following months: March, June, September and December and shall reflect the Monthly Average price (MAP) for Vancouver, hereinafter referred to as the "monthly average".</p> <p>4.0 Canada Post shall calculate the Fuel Adjustment amount as follows:</p> <p>FUEL ADJUSTMENT FACTOR (a) X ESTIMATED MONTHLY FUEL CONSUMPTION (b x c) = FUEL ADJUSTMENT (\$) Where:</p> <p>(a) Fuel Adjustment Factor = the difference between the <i>monthly average</i> price (MAP) and the Tender Base Price of Fuel bid (TBPF).</p> <p>Estimated monthly fuel consumption:</p> <p>(b) Fuel Consumption Rates: Tractor/Trailer = 45.0 litres / 100 km Straight Truck = 27.7 litres / 100 km Cube Van = 21.9 litres / 100 km Cargo/Mini Van = 15.4 litres / 100 km</p> <p>(c) Estimated Monthly Fuel Consumption: = the monthly scheduled kilometers as per Schedule "A" divided by 100 multiplied by the applicable fuel consumption rate.</p> <p>5.0 The Fuel Adjustment where warranted shall be paid by Canada Post "ON A QUARTERLY BASIS" to the contractor for the calculated amount when the monthly average price exceeds the Tender Base Price of Fuel (TBPF).</p> <p>6.0 The Fuel Adjustment where warranted shall be recovered from the Contractor by Canada Post from monies owed to the contractor when the monthly average falls below the Tender Base Price of Fuel (TBPF).</p>	<p>Reconnaissant que le prix du carburant pourrait fluctuer au cours de la durée du contrat, Postes Canada a établi une formule pour calculer un rajustement en fonction du prix à la pompe du carburant diesel ou du carburant ordinaire tirée de la liste des prix des carburants de Kent Marketing Services Ltd à l'adresse www.kentmarketingservices.com. Ces rajustements doivent être gérés selon les dispositions suivantes :</p> <p>1.0 Les tarifs du carburant, selon l'étude du prix à la pompe mensuel figurant sur le site Web de Kent Marketing Services Ltd à l'adresse http://kentreports.com/WPPS.aspx doivent être basés sur le prix de 2,181 \$ par litre pour le carburant diesel pour le prix de détail et doivent être considérés comme étant le tarif de base du carburant dans la Demande de proposition aux fins du présent contrat..</p> <p>2.0 Si le prix moyen trimestriel excède ou est inférieur au tarif de base du carburant de l'appel d'offres indiqué à la clause 1.0 ci-dessus, la formule suivante sera appliquée pour calculer le rajustement lié au carburant.</p> <p>3.0 Ce rajustement pour le carburant sera réglé sur une base trimestrielle à la fin des trimestres suivants : mars, juin, septembre et décembre, et devra refléter la moyenne mensuelle pour Vancouver, appelée ci-après la « <i>moyenne mensuelle</i> ».</p> <p>4.0 Postes Canada calculera le montant du rajustement lié au carburant comme suit :</p> <p>COEFFICIENT DU RAJUSTEMENT LIÉ AU CARBURANT (a) X CONSOMMATION MENSUELLE PRÉVUE DE CARBURANT (b x c) = AJUSTEMENT DU CARBURANT (\$) Où :</p> <p>a) Coefficient du rajustement lié au carburant = différence entre le <i>prix moyen mensuel</i> et le tarif de base du carburant dans l'appel d'offres.</p> <p>Consommation mensuelle prévue de carburant :</p> <p>b) Taux de consommation de carburant : Semi-remorque = 45,0 litres/100 km Camion porteur = 27,7 litres/100 km Fourgon = 21,9 litres/100 km Fourgonnette/fourgonnette utilitaire = 15,4 litres/100 km</p> <p>c) Consommation mensuelle prévue de carburant = nombre prévu de kilomètres par mois conformément à l'annexe A, divisé par 100 et multiplié par le taux de consommation de carburant qui s'applique</p> <p>5.0 S'il y a lieu, le rajustement lié au carburant doit être versé à l'entrepreneur par Postes Canada « SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE » en fonction du montant calculé lorsque le prix moyen mensuel excède le tarif de base du carburant dans l'appel d'offres.</p> <p>6.0 S'il y a lieu, le rajustement lié au carburant sera récupéré par Postes Canada à partir des montants dus à l'entrepreneur lorsque la moyenne mensuelle est inférieure au tarif de base du carburant dans l'appel d'offres.</p>
---	--

SCHEDULE "E" / ANNEXE "E"

Letter of Offer

Lettre d'offre

<p>To: RFP CONTROL OFFICER CANADA POST CORPORATION N0751-2701 RIVERSIDE DR OTTAWA ON K1A 0B1</p> <p><u>Re: Letter of Offer – VANCOUVER (BC) & HOPE V081/V082</u></p>	<p>À: AGENT DE CONTROLE DES DEMANDES POSTES CANADA N0751-2701 PROM RIVERSIDE OTTAWA ON K1A 0B1</p> <p><u>Re: Lettre d'offre – VANCOUVER (BC) & HOPE V081/V082</u></p>
<p>We are submitting a Proposal in response to the referenced RFP, and hereby offer to provide the services as indicated in the RFP in consideration of payment by Canada Post.</p> <p>The Proposer acknowledges that responses to the RFP must be stand-alone documents, complete and integral in their own right, containing everything necessary to allow Canada Post to evaluate them fully, subject to any need Canada Post may have for clarification in respect of any given response. Previously submitted information cannot be considered.</p> <p>We have carefully examined the RFP and have a clear understanding of the requirements of the RFP and the RFP Process. By submitting the Proposal, we acknowledge that we have read and understood the RFP and have submitted all substantiating information as requested. Failure to submit requested substantiating information or if the substantiating information does not meet the Mandatory Requirements may result in disqualification of the Proposal.</p> <p>We, or any of our sub-contractors, or any of our employees or any of our sub-contractor's employees do not and will not have any conflict of interest (actual or potential) in submitting this Proposal or, if selected, with our contractual obligations as the vendor under contract.</p> <p>We are not aware of any potential conflict of interest where an employee or family member of an employee of Canada Post has an interest in our organization (the Proposer), or in any of our sub-contractors or any Proposer that may be included in the Proposal.</p> <p>If we are in a Conflict of Interest (Actual or Potential) we have completed the Declaration of (Actual or Potential) Conflict of Interest document located in this Schedule "F".</p> <p>We agree to abide by all of the terms of the Supplier Code of Conduct located in this Schedule "E".</p> <p>We have no knowledge of or ability to avail ourselves of Confidential Information of Canada Post other than the Confidential Information, which may have been disclosed by Canada Post to the Proposers in the normal course of this RFP.</p> <p>We are not involved in collusion or arrangement with any other Proposers in connection with this RFP. We have no knowledge of and have made no comparison of the information in our Proposal with the information contained in any other Proposal.</p> <p>Other than as disclosed in an annex to this letter, neither we, nor any of our directors, officers or senior management, nor any of our employees who in the latter case, may be responsible to perform any work under any resulting Agreement with Canada Post are, or have been, convicted of any of the following offences (other than an offence for which a criminal pardon has been granted):</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ frauds against the government under the Criminal Code; ▪ frauds under the Financial Administration Act; ▪ payment of a contingency fee to a person to whom the Lobbying Act applies; ▪ corruption, collusion, bid-rigging or any other anti-competitive activity; ▪ money laundering; ▪ participation in activities of criminal organizations; ▪ income and excise tax evasion; ▪ bribing a foreign public official; or ▪ offences in relation to drugs. <p>We certify that the submitted financial information is correct.</p> <p>We understand that that by signing the Letter of Offer, subject to the Proposer's right to withdraw a Proposal prior to the</p>	<p>Nous soumettons une proposition en réponse à la DP mentionnée en référence et, par la présente, nous offrons de fournir des services, tels qu'ils sont indiqués dans la DP, en contrepartie de paiement par Postes Canada.</p> <p>Le soumissionnaire reconnaît que les réponses à la DP doivent constituer en soi un document autonome, complet et intégral qui contient tout ce qu'il faut pour permettre à Postes Canada de les évaluer entièrement, sous réserve des éclaircissements dont elle pourrait avoir besoin. La Société n'étudiera pas les renseignements soumis au préalable.</p> <p>Nous avons soigneusement examiné les documents de la DP et possédons une bonne compréhension des exigences de la DP et du procédé lié à cette dernière. En soumettant notre proposition, nous reconnaissons que nous avons lu et compris la DP. En conséquence, nous avons soumis toute l'information justificative qui y est demandée. La non-soumission des renseignements à l'appui demandés ou la non-conformité des renseignements à l'appui aux exigences obligatoires entraînera l'élimination de la proposition.</p> <p>Nous, au même titre que n'importe lequel de nos sous-traitants ou n'importe lequel de nos employés ou des employés de nos sous-traitants, n'avons aucun conflit d'intérêts et n'en aurons aucun (réel ou appréhendé) en ce qui a trait à la présentation de cette proposition ou, si nous sommes sélectionnés, en vertu de nos obligations contractuelles en tant que fournisseur aux termes d'un contrat conclu avec la Société.</p> <p>À notre connaissance, il n'existe aucune possibilité de conflit d'intérêts dans le cas où un employé ou un membre de la famille d'un employé de Postes Canada détiendrait un intérêt dans notre entreprise (le soumissionnaire) ou à l'égard de l'un des sous-traitants du soumissionnaire ou de quiconque étant susceptible de participer au processus de proposition.</p> <p>Si nous sommes en situation de conflit d'intérêts (réel ou appréhendé), nous devons remplir la Déclaration de conflit d'intérêts (réel ou appréhendé) qui se trouve à l'annexe F.</p> <p>Nous acceptons de respecter toutes les conditions du Code de conduite du fournisseur figurant dans la présente annexe E.</p> <p>Nous n'avons aucune connaissance ni aucune capacité de nous prévaloir d'information confidentielle liée à Postes Canada, autre que l'information confidentielle qui pourrait avoir été déclarée par la Société aux soumissionnaires dans le cours normal de la DP.</p> <p>Nous ne prenons part à aucune collusion ou à aucun accord avec tout autre fournisseur en ce qui a trait à la DP. Nous n'avons aucune connaissance de la teneur de n'importe quelle proposition autre que celle du soumissionnaire et n'avons pas comparé l'information contenue dans sa proposition avec celle figurant dans une quelconque proposition d'un autre soumissionnaire.</p> <p>Exception faite de toute divulgation en annexe à la présente lettre, ni nous, ni l'un de nos directeurs, agents, cadres supérieurs ou employés, qui dans le dernier cas, pourrait être responsable d'exécuter des travaux en vertu de tout contrat conclu avec Postes Canada, n'avons été reconnus coupables de l'une des infractions suivantes (autre qu'une infraction pour laquelle un pardon a été accordé) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ fraude contre le gouvernement en vertu du <i>Code criminel</i>; ▪ fraude en vertu de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>; ▪ versement d'honoraires conditionnels à une personne à qui la <i>Loi sur le lobbying</i> s'applique; ▪ corruption, collusion, truquage des offres ou toute autre activité anticoncurrentielle; ▪ blanchiment d'argent; ▪ participation aux activités d'une organisation criminelle; ▪ fraude fiscale (impôt sur le revenu et taxe d'accise); ▪ versement d'un pot-de-vin à un agent public étranger; ▪ infractions liées à la drogue. <p>Nous certifions que les renseignements financiers fournis sont exacts.</p> <p>Nous comprenons qu'en signant la lettre d'offre, sous réserve de son droit</p>

<p>Closing Time, Proposals will be irrevocable by the Proposer and remain in effect and open for acceptance by The Corporation for "180" calendar days following the Closing Time.</p> <p>In the event Canada Post selects our Proposal, in whole or in part, we agree to finalize and execute the Agreement in accordance with procedures stated in the RFP.</p> <p>In the event the Corporation does not select our Proposal, and we wish to be given a debriefing, we acknowledge that it is our responsibility to request the debriefing within 10 days from the Corporation's official notification of contract award.</p> <p>We hereby consent to Canada Post performing checks with the references listed in the Proposal.</p> <p>We acknowledge and understand that Canada Post may disqualify the Proposal of any Proposer where the Proposer fails to provide information or makes misrepresentations regarding any of the information included in the Letter of Offer and/or the Proposal. Further, we acknowledge and understand that Canada Post will have the right to rescind any Agreement resulting from this RFP with the Proposer in the event that Canada Post, in its sole discretion, determines that the Proposer has failed to provide information or made misrepresentations regarding any of the information in the Letter of Offer or the Proposal, in addition to or in lieu of any other remedies that Canada Post has in law or in equity.</p>	<p>de se désister avant l'heure de clôture prescrite dans la DP, sa proposition sera irrévocable et demeurera en vigueur pour acceptation par la Société pendant les « 180 » jours civils à compter de l'heure de clôture prescrite.</p> <p>Advenant que Postes Canada retienne notre proposition, en entier ou en partie, nous consentons à conclure et à exécuter le contrat, conformément aux procédures stipulées dans la DP.</p> <p>Dans le cas où la Société ne sélectionne pas notre proposition, et nous souhaitons recevoir un compte rendu, nous reconnaissons qu'il est de notre responsabilité de demander le compte rendu dans les 10 jours suivant la notification officielle de l'attribution du contrat par la Société.</p> <p>Nous consentons, par la présente, à ce que Postes Canada effectue une vérification des références énumérées dans la proposition.</p> <p>Nous reconnaissons et comprenons que Postes Canada pourrait déclarer inadmissible la proposition de tout soumissionnaire dans les cas où ce dernier ne fournirait pas l'information demandée ou qu'il ferait une assertion inexacte au sujet de toute information comprise dans la lettre d'offre ou la proposition. De plus, nous reconnaissons et comprenons que Postes Canada aura le droit d'annuler un contrat conclu avec le soumissionnaire sélectionné dans le cadre de la DP si elle estime, et elle sera seule juge en la matière, que ce soumissionnaire sélectionné a fourni une fausse information ou a fait de fausses assertions au sujet de l'information se trouvant dans la lettre d'offre ou dans la DP, en plus ou au lieu de tout autre recours ou de toute autre mesure que possède la Société en droit ou en équité.</p>
--	--

<hr/> <p>Signature</p> <hr/> <p>Address of Proposer</p> <hr/> <p>City Province Postal Code</p> <hr/> <p>Telephone</p> <hr/> <p>e-mail address</p>	<hr/> <p>Signature</p> <hr/> <p>Adresse du soumissionnaire</p> <hr/> <p>Ville Province Code postal</p> <hr/> <p>Téléphone</p> <hr/> <p>Adresse courriel</p>
---	---

<p>Attachment 1 to Letter of Offer Declaration of (Actual or Potential) Conflict of Interest:</p> <p>Refer to Schedule “F” attached Section 1-A if applicable</p>	<p>Pièce jointe n° 1 à la lettre d’offre Déclaration d’un conflit d’intérêt (reel ou potential):</p> <p>Se référer à l’Annexe “F” ci-jointe section 1-A si nécessaire</p>
<p>Attachment 2 to Letter of Offer</p> <p>Supplier Code of Conduct V2021-04-12</p> <p>1. Introduction Canada Post Corporation (Canada Post), a federal Crown corporation, aims to maintain the confidence of all its stakeholders by minimizing legal, financial, and reputation risks. Adherence to our corporate values and Environmental, Social, and Governance undertakings is essential. Canada Post and the other members of the Canada Post Group of Companies (Group of Companies) endeavour to deal with suppliers who share this view. The Canada Post Supplier Code of Conduct (Code) outlines the guidelines, principles and standards that suppliers of the Canada Post Group of Companies are expected to follow and uphold in their business and throughout their supply chain.</p> <p>2. Application The Code applies to all suppliers of the Canada Post Group of Companies, their sub-suppliers and sub-contractors, be it for the supply of goods or services. All suppliers of the Group of Companies must carefully review the guidelines in the Code and agree to abide by the guidelines as a condition of doing business with Canada Post.</p> <p>3. Business Integrity Compliance with Laws In all their activities, suppliers must ensure that they conduct business in compliance with the laws, rules and regulations applicable to the goods and services they provide.</p> <p>Conflicts of Interest In their relationship with Group of Companies employees, suppliers must not try to gain improper advantage or preferential treatment for other relationships they may have with Canada Post (for example, as a client); furthermore, suppliers must not inappropriately influence Group of Companies employees.</p> <p>Gifts and Entertainment The inappropriate use by suppliers of entertainment and gifts with Group of Companies employees is prohibited. Gifts or entertainment must not be used – whether by their quality, quantity, or timing – by suppliers to gain improper advantage or preferential treatment. Suppliers must maintain appropriate records of gift and entertainment offers to Group of Companies employees. Suppliers are advised that Group of Companies employees must seek approval from the head of their Sourcing Management team before accepting entertainment or gifts from a supplier.</p> <p>Anti-bribery and Anti-corruption It is never acceptable for any supplier to offer any bribe, kickback, or other unlawful payment or benefit to secure any concession, contract or other favourable treatment.</p> <p>Confidential information and information barriers If in their dealings with Canada Post, suppliers become aware of confidential or material undisclosed information about the Group of Companies or its clients, Canada Post expects suppliers to have in place policies and procedures for the proper handling and use of such information (such as information barriers). These policies and procedures must meet applicable legal and regulatory requirements to prevent inappropriate access or disclosure of this information.</p> <p>Compliance to Integrity Regime Suppliers will monitor the Integrity Regime and promptly disclose to Canada Post any issues of eligibility or</p>	<p>Pièce jointe n° 2 à la lettre d’offre</p> <p>Code de conduite du fournisseurs V2021-04-12</p> <p>1. Introduction La Société canadienne des postes (Postes Canada), une société d’État fédérale, vise à maintenir la confiance de tous ses intervenants en minimisant les risques juridiques, financiers et d’atteinte à la réputation. Le respect des valeurs de la Société et de ses engagements sur le plan environnemental, social et de la gouvernance est essentiel. Postes Canada et les autres membres du Groupe d’entreprises de Postes Canada cherchent à faire affaire avec des fournisseurs qui sont du même avis. Le Code de conduite des fournisseurs de Postes Canada (le Code) décrit les lignes directrices, les principes et les normes que les fournisseurs du Groupe d’entreprises de Postes Canada sont tenus de respecter et de maintenir dans leur entreprise et dans l’ensemble de leur chaîne d’approvisionnement.</p> <p>2. Application Le Code s’applique à tous les fournisseurs du Groupe d’entreprises de Postes Canada ainsi qu’à leurs sous-traitants pour ce qui est de la prestation de biens et de services. Tous les fournisseurs du Groupe d’entreprises doivent examiner attentivement les lignes directrices du Code et convenir de les respecter s’ils souhaitent faire affaire avec Postes Canada.</p> <p>3. Intégrité professionnelle Respect des lois Dans toutes leurs activités, les fournisseurs doivent s’assurer qu’ils exécutent leurs activités conformément aux lois, aux règles et aux règlements applicables aux biens et services offerts.</p> <p>Conflits d’intérêts Dans le cadre de leur relation avec les employés du Groupe d’entreprises de Postes Canada, les fournisseurs ne doivent pas essayer d’obtenir d’avantage inapproprié ou de traitement préférentiel attribuable à d’autres relations potentiellement nouées avec Postes Canada (par exemple, à titre de client); par ailleurs, il est interdit aux fournisseurs d’influencer de façon inappropriée des employés du Groupe d’entreprises.</p> <p>Cadeaux et divertissements L’utilisation inappropriée de divertissements et de cadeaux offerts par les fournisseurs aux employés du Groupe d’entreprises de Postes Canada est interdite. Tout cadeau ou divertissement ne peut être utilisé – que ça soit par sa qualité, sa quantité ou par le moment où il est offert – par les fournisseurs pour obtenir un avantage inapproprié ou un traitement préférentiel. Les fournisseurs doivent tenir à jour des dossiers appropriés des offres de cadeaux et de divertissements à des employés du Groupe d’entreprises de Postes Canada. Les fournisseurs savent que les employés du Groupe d’entreprises de Postes Canada doivent obtenir l’approbation du responsable de leur équipe de gestion de l’approvisionnement avant d’accepter des divertissements ou des cadeaux provenant d’un fournisseur.</p> <p>Lutte contre les pots-de-vin et la corruption Il n’est jamais acceptable pour un fournisseur d’offrir un pot-de-vin ou tout autre paiement ou avantage illégal en vue de sécuriser une concession, un contrat ou un traitement favorable.</p> <p>Renseignements confidentiels et systèmes de protection de l’information Dans le cadre de leurs opérations commerciales menées avec Postes Canada, si les fournisseurs sont mis au courant de renseignements confidentiels ou importants non communiqués liés au Groupe d’entreprises ou à ses clients, Postes Canada s’attend à ce que les fournisseurs aient en place des politiques et procédures pour la manipulation et l’utilisation appropriées de ces renseignements (notamment un système de protection de l’information). Ces politiques et procédures doivent répondre aux exigences juridiques et réglementaires applicables en vue d’éviter tout accès inapproprié à ces renseignements ou toute divulgation inappropriée de ceux-ci.</p> <p>Conformité au Régime d’intégrité Les fournisseurs doivent surveiller la conformité au Régime d’intégrité et communiquer dans les plus brefs délais à</p>

suspension pertaining to themselves or their subcontractors. (Integrity Regime is managed by Public Services and Procurement Canada and is available at <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/ci-if-eng.html>.)

4. Responsible Business Practices

Privacy and Information Security

Suppliers must use information obtained through their relationship with the Group of Companies only for the purpose of the supply relationship.

Suppliers must store information securely, as agreed with Canada Post, and have in place appropriate information security policies and procedures. Suppliers must notify Canada Post promptly of actual or suspected privacy breaches, security breaches or losses of Group of Companies information.

Business Resumption and Contingency Planning

As some suppliers' goods and services are critical to the Group of Companies' businesses, suppliers are expected to have and maintain business continuity and disaster recovery plans in accordance with applicable regulatory, contractual and service level requirements.

5. Responsible Treatment of Individuals

Respect and Dignity

Suppliers must maintain workplaces characterized by professionalism, and respect for the dignity of every individual with whom their employees interact. Suppliers must respect the diversity of their employees, clients and others with whom they interact, both in and outside the workplace, including respect for differences such as race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, gender identity or expression, marital status, family status, genetic characteristics, or disability. Suppliers must not tolerate harassment, discrimination, violence, retaliation and other disrespectful and inappropriate behaviour.

Employment Practices

Suppliers must abide by applicable employment standards, labour, non-discrimination and human rights legislation and International Labor Organization (ILO) standards. Where laws do not prohibit discrimination or where they allow for differential treatment, suppliers are expected to be committed to non-discrimination principles and to operate in a way that does not differentiate unfairly.

If identified equity groups are under-represented among the Supplier's workforce (Women, Indigenous people, Persons with disabilities, and/or members of visible minorities), Suppliers are encouraged to take action to improve participation by members of these groups. Any facilities used by Canada Post employees or customers as part of fulfilling the Supplier's contract must be reasonably accessible to people with disabilities.

Suppliers must demonstrate that, in their workplaces and the workplaces of their direct suppliers:

- child labour, forced labour and human trafficking are not used;
- discrimination and harassment are prohibited;
- employees are free to raise concerns and speak up without fear of reprisal;
- appropriate and reasonable background screenings, including investigations for prior criminal activity, have been done to ensure the integrity and good character of the suppliers' employees;
- clear and uniformly applied employment standards meet or exceed legal and regulatory requirements.

Health and Safety

Suppliers are expected to provide healthy and safe workplaces and comply with relevant health and safety laws. Suppliers are expected to provide all their employees with adequate information and instruction on health and safety concerns and to enable their employees to meet their responsibilities for the maintenance of a healthy and safe workplace.

Postes Canada tout problème lié à l'admissibilité ou à une suspension les concernant ou concernant leurs sous-traitants. (Le Régime d'intégrité est géré par Services publics et Approvisionnement Canada, et il est accessible à l'adresse www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/ci-if-fra.html.)

4. Pratiques commerciales responsables

Confidentialité et sécurité de l'information

Les fournisseurs doivent uniquement utiliser les renseignements obtenus dans le cadre de leur relation avec le Groupe d'entreprises de Postes Canada aux fins d'approvisionnement.

Les fournisseurs doivent sauvegarder les renseignements de façon sécurisée, comme convenu avec Postes Canada, et avoir en place des politiques et procédures appropriées en matière de sécurité de l'information. Les fournisseurs doivent aviser Postes Canada immédiatement de tout bris réel ou soupçonné de la confidentialité, de tout bris de sécurité ou de toute perte de renseignements relatifs au Groupe d'entreprises.

Reprise des activités administratives et planification en cas d'urgence

Puisque certains biens et services offerts par les fournisseurs sont essentiels aux activités commerciales du Groupe d'entreprises, les fournisseurs sont tenus d'avoir et de maintenir une continuité des activités et des plans de reprise après sinistre, conformément aux règlements et aux exigences contractuelles et de niveau de service applicables.

5. TRAITEMENT RESPONSABLE DES PERSONNES

Respect et dignité

Les fournisseurs doivent entretenir des lieux de travail caractérisés par le professionnalisme et le respect de la dignité de tous les individus avec qui leurs employés interagissent. Les fournisseurs doivent respecter la diversité de leurs employés, de leurs clients et des autres personnes avec qui ils interagissent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du lieu de travail, ce qui comprend le respect de différences, telles que la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, l'identité ou l'expression de genre, les caractéristiques génétiques, la situation de famille ou la déficience. Les fournisseurs ne doivent tolérer aucune forme de harcèlement, de discrimination, de violence, de représailles ou de tout autre comportement irrespectueux et inapproprié.

Pratiques d'emploi

Les fournisseurs doivent respecter les lois applicables en matière de normes d'emploi, de main-d'œuvre, de non-discrimination et de droits de la personne et de l'Organisation internationale du travail (OIT). Si certaines lois n'interdisent pas la discrimination, ou si des lois permettent un traitement différent, les fournisseurs sont tenus de s'engager envers des principes non discriminatoires et de déployer leurs activités équitablement.

Si un groupe désigné en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi (femmes, autochtones, personnes handicapées et minorités visibles) est sous-représenté au sein de leurs effectifs, les fournisseurs sont encouragés à prendre des mesures pour augmenter la participation des membres de ces groupes. Toutes les installations utilisées par les employés ou les clients de Postes Canada dans le cadre de l'exécution du contrat du fournisseur doivent être raisonnablement accessibles aux personnes handicapées.

Dans leur lieu de travail, et celui de leurs fournisseurs directs, les fournisseurs doivent démontrer ce qui suit :

- aucun recours au travail des enfants, au travail forcé ni à la traite des personnes;
- la discrimination et le harcèlement sont interdits;
- les employés peuvent faire part de leurs préoccupations ou signaler des manquements sans crainte de représailles;
- des vérifications d'antécédents appropriées et raisonnables, ce qui comprend des enquêtes visant à relever tout passé criminel, ont été effectuées pour assurer l'intégrité et la bonne moralité des employés des fournisseurs;
- des normes d'emploi claires et appliquées uniformément répondent ou dépassent les exigences juridiques et réglementaires.

Santé et sécurité

Les fournisseurs sont tenus de fournir des lieux de travail sains et sécuritaires qui sont conformes aux lois pertinentes en matière de santé et de sécurité. Les fournisseurs doivent communiquer à tous leurs employés des renseignements et des directives appropriés en matière de préoccupations sur la santé et la sécurité, et ils doivent permettre à leurs employés de prendre leurs responsabilités visant l'entretien d'un lieu de travail sain et sécuritaire.

<p>6. Environment</p> <p>Suppliers are required to work with Canada Post to promote environmental sustainability. Suppliers are to help reduce their collective environmental footprint, including but not limited to Greenhouse Gas reduction and mitigation; reduction of solid wastes including plastics; waste / spills management; use of renewable energy; use of water and safe discharge of waste water; and air emissions</p> <p>7. Sub-Suppliers and Sub-Contractors</p> <p>Suppliers will ensure that their suppliers and sub-contractors comply with a set of standards compatible with the Code.</p> <p>8. Record Keeping</p> <p>Suppliers must not destroy records that may be relevant to any pending or threatened legal or regulatory proceeding of which suppliers become aware.</p> <p>Suppliers must maintain adequate internal records to document compliance with supply requirements of the Group of Companies and the suppliers' commitments under the Code.</p> <p>9. Compliance and Monitoring of the Code of Conduct</p> <p>Suppliers are expected to adhere to and comply with the Canada Post Supplier Code of Conduct. Suppliers are required to periodically confirm in writing that they meet their obligations under the Code. In some circumstances, the Group of Companies may audit a supplier's control environment.</p> <p>Failure to comply with the Code may result in the termination of a supplier's relationship with Canada Post.</p> <p>Contact Information If you have any questions about the Canada Post Supplier Code of Conduct, please email eprocurmentservices@canadapost.ca.</p>	<p>6. Environnement</p> <p>Les fournisseurs sont tenus de travailler avec Postes Canada à la promotion de la viabilité environnementale. Les fournisseurs doivent contribuer à la réduction de son empreinte environnementale collective, y compris, sans toutefois s'y limiter, la réduction des émissions de gaz à effet de serre; la réduction des déchets solides, y compris les plastiques; la gestion des déchets et des déversements; l'utilisation des énergies renouvelables; l'utilisation de l'eau et le rejet sécuritaire des eaux usées; et les émissions atmosphériques.</p> <p>7. Sous-traitants</p> <p>Les fournisseurs doivent s'assurer que leurs sous-traitants respectent un ensemble de normes compatibles au Code.</p> <p>8. Tenue de dossiers</p> <p>Les fournisseurs ne doivent pas détruire des dossiers pouvant être pertinents à une démarche réglementaire ou à une poursuite judiciaire en instance ou éventuelle dont ils sont au courant.</p> <p>Les fournisseurs doivent tenir à jour des dossiers internes adéquats pour consigner la conformité aux exigences en matière d'approvisionnement du Groupe d'entreprises de Postes Canada, de même que pour consigner le respect de leurs engagements en vertu du Code.</p> <p>9. Respect et surveillance du code de conduite</p> <p>Les fournisseurs sont tenus d'adhérer au Code de conduite des fournisseurs de Postes Canada et de le respecter. Les fournisseurs sont tenus de confirmer périodiquement par écrit qu'ils répondent à leurs obligations en vertu du Code. Dans certaines circonstances, le Groupe d'entreprises de Postes Canada pourrait exiger la vérification de l'environnement de contrôle d'un fournisseur.</p> <p>Le non-respect du présent Code pourrait occasionner la rupture de la relation d'un fournisseur avec Postes Canada.</p> <p>Coordonnées Pour toute question portant sur le Code de conduite des fournisseurs de Postes Canada, envoyez un courriel aux Services de cyberapprovisionnement (eprocurmentservices@postescanada.ca).</p>
--	---

SCHEDULE "F" / ANNEXE "F"

<p style="text-align: center;"><u>RFP Questionnaire</u></p> <p>Must be submitted with other documents stated in article 2.0 of the Information to Proposers section as it will be used in the evaluation process.</p>	<p style="text-align: center;"><u>Questionnaire d'appel d'offres</u></p> <p>Remplir ce questionnaire et le joindre aux autres documents indiqués à l'article 2.0 de la section Renseignements à l'intention des soumissionnaires, en vue de son utilisation dans le processus d'évaluation.</p>
--	--

Name of Service / Nom du service : VANCOUVER (BC) & HOPE V081/V082

Name of Proposer / Nom du soumissionnaire : _____

Section 1 – For Information Only / Pour information seulement

A	<p><u>Declaration of actual or potential Conflict of Interest</u></p> <p>A) Are you related to a Canada Post employee, or are you a current employee of Canada Post?</p> <p style="text-align: center;">Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/></p> <p>If Yes, please provide details / Dans l'affirmative, veuillez préciser : _____</p> <hr/> <p>B) Are you aware of any business or personal matter that may present a conflict of interest between you and/or your company and Canada Post?</p> <p style="text-align: center;">Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/></p> <p>If Yes, please provide details / Dans l'affirmative, veuillez préciser: _____</p> <hr/>	<p><u>Déclaration d'un conflit d'intérêts réel ou potentiel</u></p> <p>A) Avez-vous un lien de parenté avec un employé de Postes Canada ou êtes-vous actuellement un employé de Postes Canada?</p> <p style="text-align: center;">Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>B) Savez-vous s'il existe des questions d'ordre commercial ou personnel qui risquent de provoquer un conflit d'intérêts entre vous-même ou votre entreprise et Postes Canada?</p> <p style="text-align: center;">Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
B	<p>If you hire employees, do you agree to provide upon request, your WCB certificate?</p> <p style="text-align: center;">Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/></p>	<p>Si vous engagez des employés, acceptez-vous de fournir sur demande votre certificat de la commission des accidents du travail?</p> <p style="text-align: center;">Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
C	<p>Means of communication used for operations/dispatch: Provide numbers when applicable / Fournir les numéros, le cas échéant :</p> <p>Cellular / Cellulaire : _____ Telephone / Téléphone : _____</p> <p>Email / Courriel : _____</p>	<p>Moyen de communication utilisé pour la répartition des opérations :</p> <p>_____</p>
D	<p>Do you agree to provide the insurance coverage requested for this service? If not, specify:</p> <p style="text-align: center;">Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/></p>	<p>Acceptez-vous de fournir les couvertures d'assurances requises pour ce service? Dans la négative, veuillez préciser :</p> <p style="text-align: center;">Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
E	<p>Provide the name(s) of the owner(s) or shareholder(s) of the company with titles(s) and email address:</p> <p>_____</p> <p>_____</p>	<p>Veillez fournir le nom du ou des propriétaires ou des actionnaires de l'entreprise avec leurs titre et adresse courriel :</p> <p>_____</p> <p>_____</p>

F	<p>Canada Post is committed to protecting Canada's environment and has adopted a company-wide environment policy including a Science-Based Target (SBT) to reduce Greenhouse Gas emissions.</p> <p>Indicate below whether your company has an environmental policy for its vehicle fleet, and provide any supporting attached documentation pertaining to this policy:</p> <p>Environmental Policy in place:</p> <p style="text-align: center;">Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/></p> <p>Environmental Policy attached:</p> <p style="text-align: center;">Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/></p>	<p>Postes Canada s'est engagé à protéger l'environnement du Canada et a adopté une politique environnementale à l'échelle de l'entreprise, y compris un objectif scientifique (SBT) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>Indiquez ci-dessous si votre entreprise a une politique environnementale pour sa flotte de véhicules, et fournissez toute pièce justificative jointe relative à cette politique :</p> <p>Politique environnementale en place :</p> <p style="text-align: center;">Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Copie de la politique environnementale jointe :</p> <p style="text-align: center;">Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
----------	--	--

<p>Indicate which of the following Environmental initiatives are in place:</p> <p>Science Based Target validated by the SBTi <input type="checkbox"/></p> <p>Science Based Target Commitment (letter of intent was submitted to the SBTi) <input type="checkbox"/></p> <p>SmartWay Certified <input type="checkbox"/></p>	<p>Veillez indiquer lesquelles des initiatives environnementales suivantes sont en place :</p> <p>Cible basée sur la science adoptée et validée par le SBTi <input type="checkbox"/></p> <p>Engagement d'une cible basée sur la science (une lettre d'intention a été soumise à la SBTi) <input type="checkbox"/></p> <p>Certifié SmartWay <input type="checkbox"/></p>	<p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p>
<p>Describe any environmental strategies that will be applied to the proposed vehicles for the Service. Strategies such as, but not limited to use of hybrid technology, alternative fuels, low resistance tires, idle reduction technologies, et cetera.</p>		<p>Décrivez toute stratégie environnementale qui sera appliquée aux véhicules proposés pour le Service. Des stratégies telles que, mais sans s'y limiter, l'utilisation de la technologie hybride, des carburants alternatifs, des pneus à faible résistance, des technologies de réduction de la marche ralenti, et cetera.</p>
<hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>		

G	<p>Canada Post is committed to reconciliation with Canada's Indigenous people (First Nations, Inuit and Metis). CPC has benchmarked our employment of Indigenous Canadians and committed to increase employment at all levels to reflect Indigenous proportion of the Canadian labour market. CPC has committed to purchase at least 5% of procured goods and services from Indigenous-owned suppliers (including first-tier subcontractors and subsuppliers).</p> <p>Indicate the most applicable category to describe the ownership of your company:</p> <p>100% Indigenous owned <input type="checkbox"/></p> <p>>50% & <100% Indigenous owned <input type="checkbox"/></p> <p>>0 % & <=50% Indigenous owned <input type="checkbox"/></p> <p>No Indigenous ownership <input type="checkbox"/></p> <p>Does your company have an Indigenous engagement strategy, such as employing Indigenous drivers to perform this service, or for other input costs such as vehicles and/or fuel? If yes, describe the strategy:</p>	<p>Postes Canada s'engage à se réconcilier avec les peuples autochtones du Canada (Premières Nations, Inuits et Métis). Postes Canada a évalué l'emploi des Canadiens autochtones et s'est engagée à augmenter l'emploi à tous les niveaux pour refléter la proportion d'autochtones sur le marché du travail canadien. Postes Canada s'est engagé à acheter au moins 5 % des biens et services approvisionnés auprès d'entreprises autochtones (y compris des sous-traitants et des sous-traitants de premier rang).</p> <p>Veuillez indiquer la catégorie décrivant le mieux la propriété de votre entreprise :</p> <p>Propriété à 100 % autochtone <input type="checkbox"/></p> <p>Propriété de 50 à 100% autochtone <input type="checkbox"/></p> <p>Propriété de 0 à 50% autochtone <input type="checkbox"/></p> <p>Aucune propriété autochtone <input type="checkbox"/></p> <p>Votre entreprise a-t-elle une stratégie d'engagement autochtone, comme l'embauche de chauffeurs autochtones pour effectuer ce service, ou pour d'autres coûts d'intrants tels que les véhicules et/ou le carburant? Si oui, décrivez votre stratégie :</p>
<hr/> <hr/> <hr/>		

Please attach extra pages if you do not have enough space. Veuillez utiliser une autre feuille si vous manquez d'espace.

Section 2 – Rated Requirements / Exigences cotées				
1	Type of vehicle proposed: (If needed, use another sheet)	Type de véhicule(s) proposé(s) : (au besoin, annexer une feuille)		
		N° 1	N° 2	N° 3
	Model / Modèle :			
	Year / Année :			
	Size of the box in feet / Dimension de la boîte en pieds :			
	Cubic capacity (cu.ft.) / Cubage (pi³) :			
	Payload capacity / Charge utile (kg) :			

2	<p>Describe the fleet of vehicles (owned or leased) you are currently operating other than those you plan to use for this contract:</p> <p>Number of tractors: _____</p> <p>Number of straight trucks: _____</p> <p>Number of cube vans and cargo vans: _____</p>	<p>Veillez décrire le parc de véhicules (possédés ou loués) que vous conduisez actuellement autres que ceux que vous prévoyez utiliser pour le présent contrat :</p> <p>Nombre de semi-remorques : _____</p> <p>Nombre de camions porteurs : _____</p> <p>Nombre de camions cube ou de fourgonnettes utilitaires : _____</p>
3	<p>Describe how will you continue to provide the services in cases of:</p> <p>Provide details:</p> <p>1-Vehicle breakdown / Panne mécanique :</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>2-Driver illness / Absence du conducteur pour motif de maladie :</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>3- Driver vacation replacement / Remplacement du conducteur pour congé annuel :</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>NOTE : Back-up drivers must be security cleared prior to moving the mail / REMARQUE : Les conducteurs de remplacement doivent avoir reçu une autorisation de sécurité avant de transporter le courrier</p>	<p>Comment allez-vous continuer à fournir les services dans les cas suivants :</p> <p>Fournir les détails :</p>

4	<p>Describe your training plan for new employees assigned to this service:</p> <p>1- Training time allowed to train a new employees: / Temps de formation prévu pour former un nouvel employé :</p> <p>_____</p> <p>2- Method used to train a new employees: / Méthode utilisée pour former un nouvel employé :</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>	<p>Veillez décrire votre plan de formation prévu pour vos nouveaux employés affectés à ce service.</p>															
5	<p>Describe your preventive maintenance plan for the proposed vehicle(s):</p>	<p>Veillez décrire votre plan d'entretien préventif pour le ou les véhicules proposés :</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>															
6	<p>Do you have experience in the transportation business or any Mail transportation experience?</p> <p>Please specify type of work/contract and duration:</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>	<p>Avez-vous de l'expérience de travail dans le domaine du transport ou de l'expérience dans le transport du courrier ?</p> <p>Spécifiez le type de travail/contrat et la durée :</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>															
7	<p>Proposer Experience: Provide references of your past work experience as a transportation services provider.</p> <p>All references must be to parties unrelated, whether directly or indirectly to, and at an arm's length with Proposer.</p> <p>By submitting its Proposal, the Proposer consents to Canada Post checking the Proposer's references as set out below:</p>	<p>Expérience du soumissionnaire : Fournir des références de votre expérience de travail comme fournisseur de services de transport.</p> <p>Toutes les références fournies doivent être à des parties non liées directement ou indirectement, ni avoir un lien de dépendance avec le soumissionnaire.</p> <p>En soumettant sa proposition, le soumissionnaire consent à ce que Postes Canada vérifie les références fournies ci-dessous.</p> <table border="1" data-bbox="149 1559 1513 1921"> <thead> <tr> <th></th> <th>Customer / Client n° 1</th> <th>Customer / Client n° 2</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Description of service or position / Description du service ou de l'emploi :</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Customer name / Nom du client :</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Contact name & telephone / Nom de la personne-ressource et téléphone :</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Duration of engagement (from – to) / Durée de l'engagement (de – à)</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Customer / Client n° 1	Customer / Client n° 2	Description of service or position / Description du service ou de l'emploi :			Customer name / Nom du client :			Contact name & telephone / Nom de la personne-ressource et téléphone :			Duration of engagement (from – to) / Durée de l'engagement (de – à)		
	Customer / Client n° 1	Customer / Client n° 2															
Description of service or position / Description du service ou de l'emploi :																	
Customer name / Nom du client :																	
Contact name & telephone / Nom de la personne-ressource et téléphone :																	
Duration of engagement (from – to) / Durée de l'engagement (de – à)																	

8	Company or bidder financial situation: A- Total number of employees of the company / Nombre total d'employés de l'entreprise : _____ B- Annual revenue for the last 2 years / Chiffres d'affaires annuels au cours des deux dernières années : <div style="text-align: right;"> Last Year : \$ _____ Previous Year : \$ _____ </div> C- Date company has been established / Date de création de l'entreprise : _____ D- What is the percentage of total annual company revenue derived from Canada Post Mail Transportation Services, if awarded this Contract? / Pourcentage du total des revenus annuels de l'entreprise provenant du transport du courrier de Postes Canada en cas d'attribution du contrat : <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> 0% to 39 % / De 0 % à 39 % <input type="checkbox"/> 60% to 79 % / De 60 % à 79 % <input type="checkbox"/> </div> <div style="width: 45%;"> 40% to 59% / De 40 % à 59 % <input type="checkbox"/> 80% to 100 % / De 80 % à 100 % <input type="checkbox"/> </div> </div>	Situation financière de l'entreprise ou du soumissionnaire Quelle est la distance, en kilomètres, entre votre lieu d'affaires (résidence ou siège social, terminus ou installation) et le point de départ du service? _____ km Veuillez fournir les détails d'autres activités similaires que votre entreprise a mises en place dans la même région où ce service de transport postal sera effectué : _____ _____ _____
9	What is the distance, in km, between your business place (i.e. residence or head office or terminal or facility) and the departure point of the service? _____ km Provide details as to other similar business your company has established in the same region this postal transport service will be performed:	Quelle est la distance, en kilomètres, entre votre lieu d'affaires (résidence ou siège social, terminus ou installation) et le point de départ du service? _____ km Veuillez fournir les détails d'autres activités similaires que votre entreprise a mises en place dans la même région où ce service de transport postal sera effectué :

Please attach extra pages if you do not have enough space. / Veuillez utiliser une autre feuille si vous manquez d'espace.

Prepared by: / Préparé par : _____

Date : _____

Appendix 1 - Canada Post Sample Agreement

MAIL TRANSPORTATION & DELIVERY CONTRACT 1 ("Contract")

Between: Canada Post Corporation ("Canada Post")

- and -

("Contractor")

1.0 DEFINITIONS

"Mail" means any message, information, funds or goods tendered for delivery by or on behalf of Canada Post as set forth in the **Canada Post Corporation Act**, as amended, and includes without restricting the generality of the foregoing, equipment and property of Canada Post and any other Item tendered by Canada Post for transportation.

"Contractor" means the Contractor herein, including all of the Contractor's directors, officers, employees, agents, subcontractors or other authorized representatives.

2.0 SERVICE REQUIREMENTS

- 2.1 The Contractor shall, accept, carry and deliver all Mail tendered by Canada Post, and perform all such services set out in Schedule "A" (the "Service") in accordance with this Contract and all of the attached Schedules . When the Contractor is providing the Service, no other product shall be loaded on the same vehicle except if authorized in writing by a Canada Post representative.
- 2.2 The parties acknowledge and agree that Canada Post may, from time to time, amend Schedule "A" on a permanent or on a temporary/seasonal basis as Canada Post, in its sole discretion, deems necessary to enable it to meet its changing requirements. Canada Post shall provide a one week notice to the Contractor prior to the execution of the amended Schedule "A". All such amendments to Schedule "A" shall be subject to the parties reaching agreement on the revised rates that may be required by the same
- 2.3 Where Schedule "A" is amended, the amount paid to the Contractor pursuant to this Contract shall be adjusted in accordance with the provisions set out in Schedule "B".
- 2.4 Without prejudice to any other rights or remedies available to Canada Post herein, or by statute, regulation, law or in equity, it is understood and agreed that should the Contractor at any time fail to provide the Service as required by this Contract, Canada Post may make alternative arrangements, and the Contractor hereby agrees and covenants to pay any reasonable costs incurred by Canada Post forthwith. Canada Post may deduct such costs as per paragraph 4.0 Schedule "B", from the amount owing or accruing due to the Contractor from Canada Post.
- 2.5 Any and all taxes, tolls and other lawful fees levied on routes traveled by the Contractor in its Performance of the Service shall be to the account of the Contractor.
- 2.6 The Contractor's performance on this service may be factored by Canada Post into future tender evaluation on the same or similar service.

3.0 PAYMENT PROCEDURES

3.1 Canada Post shall pay the Contractor in accordance with Schedule "B", subject to this Contract, including other Schedules, as consideration for the performance of the Service.

Fuel payments shall be paid monthly in accordance with Schedule "D".

3.2 Payment to the Contractor shall be payable in Canadian funds after receipt of invoice or on an automatic monthly recurring basis, as the case may be, **"NET SIXTY (60) DAYS"**. Canada Post will pay the amounts owing to the Contractor under this Contract by direct deposit to the bank account designated by the Contractor.

Refer to the table below for an overview of the payment procedures;

Services rendered in:	Will be paid at the end of:	Services rendered in:	Will be paid at the end of:
January	March	July	September
February	April	August	October
March	May	September	November
April	June	October	December
May	July	November	January
June	August	December	February

At the expiry date of the Contract, the Contractor shall receive the two last monthly payments beyond the expiry date as per the payment process table above.

3.4 Each invoice for payment shall be certified as correct by an officer of the Contractor and accompanied by such supporting documentation as Canada Post may require.

The Contractor must forward all invoices pertaining to this Contract to the attention of the Canada Post designated Local Postal Official.

Any error in payment, shall be adjusted forthwith upon discovery by the Contractor or within a reasonable time upon notice from Canada Post.

The Service under this Contract is zero-rated for the purposes of the Goods and Services Tax and the Harmonized Sales Tax (hereinafter referred to as "GST" and "HST") pursuant to Section 11 of Part VII of Schedule VI to the Excise Tax Act, R.S.C. 1985, Chapter E-15, as amended from time to time. It is also zero-rated for the purposes of the Quebec Sales Tax pursuant division VII of chapter IV of the Quebec Sales Tax Act, as amended from time to time.

3.5 **No improper payments** - The Contractor warrants that it has not been, and will not be involved, either directly or indirectly, in giving, offering or agreeing to give or offer, any loan, reward, advantage or benefit of any kind to an elected representative, a government official, an employee of any government or ministry, state corporation, including Canada Post or public international organization (or to any relative or other person connected with such an individual) in exchange for, or in order to induce, favourable business treatment or to affect any decision. Any breach of the preceding sentence shall be deemed to be a material breach of this Contract giving rise to all of Canada Post's rights arising therefrom.

4.0 NON EXCLUSIVE CONTRACT

The Contractor agrees that nothing in this Contract or elsewhere shall prevent Canada Post at any time from entering into any contract or business arrangement (including but not limited to, any joint venture or alliance) with any other party, whether or not the contract or business arrangement, as the case may be, would compete with the Contractor's business that relates to the service the Contractor is carry out under this Contract or any other aspect of the Contractor's business.

5.0 COVENANTS OF THE CONTRACTOR

5.1 The Contractor covenants and agrees to furnish all labour, materials, tools and equipment necessary for the performance of the Service, and to carry out such Service diligently and in a careful and professional manner.

5.2 The Contractor and its employees are required to conduct themselves at all times in a professional manner when performing the Service under this Contract. The Contractor agrees to implement and maintain a dress and grooming code compatible with the highest industry standards.

5.3 The Contractor shall comply with all legislation directly or indirectly applicable to the performance of its obligations under this Contract.

5.4 The Contractor shall promptly provide such reports on the progress and results of the performance of the Service as Canada Post may require.

5.5 The Contractor shall not in any way alter the scope of the Service without prior written consent of Canada Post.

5.6 The Contractor shall not use Canada Post trade-marks and logos without the express written consent of Canada Post, or unless required in the Contract.

6.0 SECURITY REQUIREMENTS

6.1 In respect of every Contractor having or requiring access, for any reason, to Canada Post protected information and/or assets ("Protected Assets and Information"), which include, but shall not be limited to mail, Canada Post proprietary, commercial or confidential information of any kind and in whatever form, and all facilities, premises, equipment and assets of any kind and in whatever form in, on or with which the Service is provided, the Contractor shall comply with the Security Requirements set out in Schedule "C".

7.0 LIABILITY FOR LOSS OR DAMAGE

7.1 Without limiting any general liability and indemnity provisions that are set out in the body of this Contract, the Contractor assumes all risk and shall be liable to Canada Post for any loss or damage to all Mail tendered to, provided to, or otherwise received by, the Contractor, while such Mail is in the care, custody or control of the Contractor. Where such loss or damage occurs Canada Post shall have the right to deduct the amount of such loss or damage from any monies due to the Contractor from Canada Post. Canada Post shall also have the right to seek recovery at law or in equity for such further compensation to which Canada Post may be entitled.

7.2 For the purposes of this Contract the Contractor shall be deemed to have care, custody or control of the Mail from the time the Mail is tendered to the Contractor up to the point of delivery of the Mail which locations are listed in Schedule "A" or as otherwise

directed by Canada Post.

8.0 INDEMNIFICATION

8.1 The Contractor shall at all times indemnify and render harmless Canada Post, its directors, officers, employees and any others for whom it may become responsible in law, from and against all losses, claims (including claims made by the Contractor's personnel under Worker's Compensation legislation), claims by any person alleging an employer/ employee relationship, demands, awards, judgments, actions and proceedings by whomsoever made, brought or prosecuted in respect of loss of, damage to or destruction of property (including loss or damages sustained by the Contractor) or personal injury including death and from and against any and all loss of, damage to or destruction of property, expenses and costs (including legal fees and disbursements) suffered or incurred by Canada Post, its directors, officers, employees and any others for whom it may become responsible in law, arising out of or in any way connected with the Contractor's provision of service under this Contract and whether or not caused by the Contractor's negligence. Loss or damage sustained by the Contractor shall also include loss as a result of loss of use.

9.0 INSURANCE

9.1 The Contractor shall provide and maintain, at its own expense, insurance coverage in accordance with the terms and conditions set out in Schedule "B" of this Contract.

9.2 The Contractor shall provide Canada Post with certificates of insurance as evidence that the required coverages are in effect and Canada Post shall be given 60 days prior written notice of cancellation or material change to any such coverage.

9.3 Compliance with the foregoing insurance provisions shall not relieve the Contractor of the duty to comply with any other obligation to Canada Post including the obligations set out in the Indemnification clause, nor shall the foregoing provision limit the insurance coverages required by municipal, provincial or federal law. It shall be the sole responsibility of the Contractor to determine what additional insurance coverages, if any, are necessary and advisable for its own protection or to fulfill its obligations under this Contract. Any such additional insurance shall be provided and maintained by the Contractor at its own expense.

10.0 WORKERS' COMPENSATION AND OTHER COVERAGE

10.1 The Contractor acknowledges that it is its sole responsibility to obtain and maintain such workers' compensation or other coverage as may be required in the Province(s) in which the Contractor will be performing its obligations under this Contract.

11.0 DANGEROUS GOODS

11.1 The parties acknowledge that the Transportation of Dangerous Goods Act, S.C. 1992, c.43, as amended from time to time (herein the "TDGA"), prohibits the transportation of any explosive, dangerous or destructive substance, or anything likely to injure or damage property or persons (herein "Dangerous Goods") unless the requirements of the TDGA are met. The parties agree that they only intend for Dangerous Goods to be carried pursuant to this Contract if the requirements of the TDGA are met and both parties are aware that such goods are being carried. Notwithstanding the foregoing, the parties agree that neither the Contractor nor Canada Post shall be under any obligation or duty whatever to open for prior inspection any Mail tendered to the Contractor pursuant to this Contract. Neither party shall be responsible for any losses or damage whatsoever that may be sustained by the other party, its directors, officers, employees and any persons for whom it may become responsible in law, as a result of any Dangerous Goods contained in the Mail unless such party had actual knowledge of the presence of Dangerous Goods and failed to provide the other party with adequate warning thereof.

12.0 TERM AND TERMINATION

12.1 This Contract shall bind the parties for a term commencing on Month XX, 202X until Month XX, 202X, which may be renewed on consent of the parties for a further specified period of time (the "Term").

12.2 For the purpose of this Contract the following shall constitute events of default (herein "Events of Default"):

- (a) if a petition is filed or resolution passed or an order on its business made or the Contractor agrees to make a bulk sale of its assets or if the Contractor otherwise ceases or threatens to cease to carry on its business;
- (b) if the Contractor has acted in such a way that would materially adversely affect the purpose and objectives of this Contract, including but not restricted to acts such as theft of mail and delay of mail;
- (c) if there is a breach of any representation or warranty made by the Contractor in connection with this Contract or if any such representation or warranty proves untrue;
- (d) if the Contractor neglects or fails to perform or observe any of its obligations under this Contract and fails to cure the breach to the satisfaction of Canada Post following written notice to the Contractor;
- (e) notwithstanding the foregoing sub-section (d), if the Contractor is in breach of Article 3.8 of this Contract;
- (f) if the Contractor or its subcontractor(s) are not in compliance with Schedule "C" as determined by Canada Post.
- (g) if the Contractor or Subcontractor, or any of their respective directors, officers or employees are, or have been, convicted of an offence, other than an offence for which a criminal pardon has been granted, that in the opinion of Canada Post, could materially adversely affect the ability or desirability of the Contractor or Subcontractor to deliver all or part of the Work".

12.3 Canada Post may, upon the occurrence of any of the Events of Default, and in addition to any rights or remedies available to it under this Contract, or by law, exercise either or all of the following remedies:

- (a) terminate this Contract, in whole or in part, immediately without notice;
- (b) take possession, immediately, without demand or notice, without any court order or other process of law, any and all property of Canada Post and Mail tendered to, provided to, loaned to or otherwise received by the Contractor, as the case may be, under this Contract.

12.4 Canada Post may in its sole discretion without cost or liability terminate this Contract in whole or in part by giving **ninety (90) days written notice** to the Contractor.

The Contractor may terminate this Contract by giving **one hundred twenty (120) day notice** in writing to Canada Post. Notwithstanding the foregoing, Contractor agrees that Contractor may not give notice of termination between 1 November and the following 15 January, Canada Post's Peak Season, nor may its notice period, if notice has been given prior to 1 November, expire between 1 November and the following 15 January; in the latter case, the notice period will resume effective 16 January.

Furthermore, the Contractor agrees that subject to the notice period specified above, the following Termination Penalties will apply:

- (a) The Contractor will not be allowed to terminate this Agreement during the first year (Month XX, 202X to Month XX, 202X)
- (b) If the Contractor gives notice of Termination during the second year (Month XX, 202X to Month XX, 202X), the Contractor will pay to Canada Post, a Termination Penalty of 15% of the second year's annual rate (~\$XXXX)
- (c) If the Contractor gives notice of Termination during the third year (Month XX, 202X to Month XX, 202X), the Contractor will pay to Canada Post, a Termination Penalty of 10% of the third year's annual rate (~\$XXXX)
- (d) If the Contractor gives notice of Termination during the fourth year (Month XX, 202X to Month XX, 202X), the Contractor will pay to Canada Post, a Termination Penalty of 5% of the fourth year's annual rate (~\$XXXX)
- (e) If the Contractor gives notice of Termination during the fifth year (Month XX, 202X to Month XX, 202X), there will be no Termination Penalty.

Any notice of Termination given by the Contractor will be subject to the **120-day notice period** specified above. As per Article 31.0 SET OFF below, Canada Post will exercise its right of Set-Off in order to collect any applicable Termination Penalties

12.5 The Contractor shall have no claim against Canada Post for damages or for loss of anticipated profits as a result of the termination of this Contract as herein provided.

12.6 Termination of this Contract shall be without prejudice to the rights of the parties that have accrued prior to termination.

12.7 The provisions of clauses 6.0, 7.1, 7.2, 8.1, 12.3, 12.5, 12.6, 17.1, 31.0 and all of section 14.0 shall survive the termination or expiry of this Contract.

13.0 WARRANTIES RE CAPACITY, STANDARD OF WORK AND QUALITY OF ITEMS DELIVERED

13.1 The Contractor warrants

- (a) that it has the status, capacity and authority to enter into this Contract and that it is unaware of anything that would prevent it from fulfilling its obligations under this Contract,
- (b) that it is free of any contractual or statutory rights or obligations in favour of any third party that would prevent or impair it from entering into or fulfilling its obligations under this Contract,
- (c) that, by entering into this Contract and fulfilling its obligations under this Contract, it will not knowingly be in breach of any existing contract or any statute, law, rule or regulation of any federal, provincial, state or local government or administrative agency,
- (d) that it has the experience, expertise and resources necessary in order to fulfill its obligations under this Contract,
- (e) that all Work to be carried out by the Contractor under this Contract shall be carried out in a competent manner and meet or exceed the standards for such Work as are generally acceptable in the industry, and
- (f) that all items to be delivered by the Contractor under this Contract will be fit for the purpose for which Canada Post has advised the Contractor that they will be used for,
- (g) that it has the capacity, power and lawful authority to enter into this Contract and to fulfill any and all covenants set forth in this Contract.

13.2 The Contractor acknowledges that the number of items of Mail or trips set forth in the RFP and Schedule "A" are an estimate only.

14.0 NON-DISCLOSURE AND CONFIDENTIALITY COVENANTS

- 14.1 The parties recognize that this Contract contains information that is commercially sensitive and each of the parties agrees to keep the entire contents of this Contract confidential and not to make any disclosures to any third parties unless required by law to do so or unless prior written consent is obtained from the other party.
- 14.2 The Contractor shall not use or disclose any of the information acquired by the Contractor while carrying out its obligations under this Contract as well as any information related to the Service, including, but not limited to, information created by the Contractor, information relating to Canada Post's mail operations, transportation, rates, trade secrets, customer lists, salaries or business affairs, as well as addresses or other information as it may appear on a piece of Mail (herein "Confidential Information") except for the purpose of carrying out the Contractor's obligations under this Contract.
- 14.3 The Contractor shall keep confidential and not divulge, or use without the written consent of Canada Post, any personal information about an identifiable individual (including, but not limited to, the name and address of an individual) provided to the Contractor by Canada Post or obtained by the Contractor from any other source, except as required by the Contractor in order to carry out its obligations under this Contract. For the purposes of handling such information, the Contractor shall govern itself as if directly subject to the requirements of the Privacy Act, R.S.C. 1985 c.P-21, as amended, and any other applicable legislation. The Contractor shall not destroy any information about an identifiable individual unless expressly instructed to do so in writing by an authorized representative of Canada Post.
- 14.4 Notwithstanding clauses 14.1 and 14.2, the Contractor may disclose the Confidential Information to those who have a need to know such information in order that the Contractor can carry out its obligations under this Contract but then only to the extent of such need to know.
- 14.5 The obligations and limitations set forth in this Contract regarding Confidential Information shall not apply to information that is known or available to the public.
- 14.6 Where the Contractor is required to make disclosure of Confidential Information in accordance with clause 14.1, such disclosure shall be made only to the extent so ordered and only if the Contractor has notified Canada Post in sufficient time to enable Canada Post to intervene prior to compliance by the Contractor with the order, if Canada Post should so desire; or where insufficient time for the giving of such notice exists, the Contractor obtains an order from the body directing disclosure, for the protection of the Confidential Information.
- 14.7. Upon becoming aware of any unauthorized access to, copying, modification, use, disclosure, theft, loss of, or inability to account for, any personal information, the Contractor shall immediately
 - (i) notify Canada Post, and
 - (ii) take such steps as may be reasonably necessary, or reasonably requested by Canada Post, to minimize the impact of the disclosure or loss and any damage resulting therefrom.
- 14.8. Without limiting the foregoing, the Contractor shall cooperate with Canada Post, and provide reasonable assistance to it, with respect to any requests or instructions concerning personal information issued by the Office of the Privacy Commissioner of Canada.
- 14.9 The Contractor acknowledges that this section is reasonable in the circumstances for the purpose of maintaining the integrity and efficiency of Canada Post's business and the Contractor further acknowledges that any breach hereof shall cause irreparable harm to Canada Post.

15.0 INSPECTION AND AUDIT

- (a) The Contractor shall, and shall cause its subcontractors and agents to, provide the Corporation (through the Corporation's authorized representatives) with such records, reports and access to premises as the Corporation may reasonably request for the purposes of conducting an audit to determine compliance by the Contractor with its obligations under this Contract including, but not limited to, compliance with its obligations under Article 3.0, 6.0, 14.0.
- (b) For the purposes of clause (a), the Corporation shall have access to, and may examine, audit, and take copies and extracts from, all records including, but not limited to, all activity logs, time sheets, books of account, vouchers, cheques, papers, certificates, licences and other documents that relate to this Contract. Contractor shall retain and continue to grant access to its foregoing records to Canada Post during the term of the Contract and for a period of twelve (12) months following its termination, not to exceed 7 year from the date of creation of the document.

16.0 FORCE MAJEURE

- 16.1 No party hereto shall be in breach of this Contract by reason of a delay in the performance of, or failure to perform, any of its obligations hereunder if such a delay or failure is a result of an event of an Act of God, revolution, riot, act or war, insurrection, civil commotion, blockade, high jacking, or any other act against public order or authority, weather conditions, floods, strikes, lockouts or other industrial disputes, or any cause beyond the reasonable control of Canada Post or the Contractor, as the case may be, which prevents, seriously hinders or interferes with the performance by either party of their obligations under this Contract (herein "Force Majeure").

16.2 Each of the parties hereto shall take commercially reasonable steps to minimize the impact on the other party of any of the events of Force Majeure in its performance of its obligations under this Contract.

16.3 The party invoking an event of Force Majeure shall immediately notify in writing the other party of such occurrence.

17.0 ASSIGNMENT

17.1 The Contractor shall not sell, assign, transfer, subcontract, or dispose of this Contract or any part thereof without prior written consent of Canada Post and any such reported sale, assignment, transfer, subcontract or disposal without such prior consent is void.

17.2 Canada Post may assign in whole or in part the benefits of this Contract without the consent of the Contractor.

18.0 SUB-CONTRACTING

18.1 Where the Service, or any part thereof, is sub-contracted by the Contractor to another person (herein "Sub-Contractor"), the Contractor shall remain fully responsible for ensuring that the Service as per Schedule "A" is performed strictly in accordance with the requirements of this Contract.

18.2 The Contractor shall not subcontract any of its obligations under this Contract without the prior written approval of Canada Post. The duly authorized representative for granting any such approval shall be designated by the Contract Authority.

If the Work, or any part of the Work, is subcontracted by the Contractor to any subcontractor (each subcontractor being a "Subcontractor"), the Contractor shall remain fully responsible for ensuring that the Contractor's obligations are carried out in accordance with this Contract including, but not limited to, the Contractor's obligation to ensure that

- (i) the security requirements under Article 6.0, as applied to the Subcontractor, are met,
- (ii) the Subcontractor is not involved in any improper payments of the nature described in Article 3.5,
- (iii) the Subcontractor is at all times bound to the warranties set out in Article 13.0,
- (iv) the Subcontractor at all times complies with all applicable legislation with respect to the aspect of the Work that is subcontracted to it.

The Contractor shall be fully responsible for and to the Subcontractor. Canada Post shall have no obligation whatsoever to the Subcontractor. The Contractor shall, upon request by Canada Post, promptly provide Canada Post with a copy of any and all correspondence and other documentation exchanged between the Contractor and the Subcontractor and such other information, as may be requested by Canada Post, respecting the progress and results of any aspect of the Work that the Contractor has subcontracted to the Subcontractor and respecting any disclosure of Confidential Information to the Subcontractor.

19.0 ENTIRE CONTRACT

19.1 This Contract and all Schedules attached hereto, embody the entire agreement of the parties hereto and no representation, understanding, or agreement, verbal or otherwise exists between the parties except as herein expressly provided. In the event of a conflict between the Contract and the Schedules, the Contract shall have precedence.

20.0 WAIVER

20.1 Failure of any party to enforce or insist upon compliance with any of the terms or conditions of this Contract shall not constitute a general waiver or relinquishment of any such terms or conditions but the same shall be and remain at all times in full force and effect.

21.0 AMENDMENTS

21.1 Unless otherwise provided herein, this Contract shall not in any manner be supplemented, amended or modified except by written instrument describe as follows:

- a) **NOTICE:** In the case of minor service specification changes that can be adjusted as per the rates set up in section 3 of Schedule "B" of the Contract, Canada Post will forward a written notice to the contractor to confirm the specification change and the adjusted rate.
- b) **CONTRACT AMENDMENT:** In the case of major service specification changes or any other amendment that will require further negotiation, a formal Contract amendment will be prepared and executed on behalf of both parties.

22.0 TIME OF THE ESSENCE

22.1 Time shall, in all respects, be of the essence in each and every of the terms, covenants, obligations and conditions in this Contract.

23.0 SEPARATE COUNTERPARTS

This Contract may be executed in several counterparts, each of which, when so executed, shall be deemed to be an original of this Contract and such counterparts together shall constitute but one and the same instrument.

24.0 SEVERABILITY

24.1 In the event that any provision of this Contract is invalid, unenforceable or illegal, then such provision shall be severed from this Contract and this Contract shall be read as if such provision were not part of this Contract and provided such severance does not substantially frustrate the intention of this Contract such invalidity or unenforceability or illegality shall not affect any other provision of this Contract.

25.0 BINDING EFFECT

25.1 This Contract shall ensure the benefit of and be binding upon the parties hereto, their heirs, executors, administrators, successors and assigns.

26.0 CONFLICT OF INTEREST

26.1 The Contractor shall ensure that neither it nor any of its sub-contractors enter into an agreement with a third party that would place the Contractor or sub-contractor in a conflict, or potential conflict of interest position with respect to carrying out any obligations under this Contract.

26.2 The Contractor shall forthwith give notice to Canada Post of a conflict, or potential conflict of interest.

26.3 If Canada Post, following consultation with the Contractor and acting reasonably, determines that the Contractor is in, or that any of the Contractor's sub-contractors is in, a conflict, or potential conflict of interest position, Canada Post may request the Contractor, or request the Contractor to require the sub-contractor, to withdraw its services from the employment or service that is causing, or may potentially cause, the conflict.

26.4 If the Contractor does not comply forthwith with a request made by Canada Post under clause 26.3, Canada Post may terminate this Contract forthwith by notice to the Contractor. Such termination shall be deemed to be termination for cause for the purpose of this Contract and the provisions of Article 12.0 shall apply.

26.5 The Contractor agrees not to deliver nor cause to be delivered, while performing the Service under this Contract, such mailable items as newspapers, circulars, catalogues and samples on which no postage has been paid.

27.0 INDEPENDENT CONTRACTOR

27.1 The parties recognize that the Contractor operates as an independent business and declare that nothing in this Contract shall be construed as creating a relationship of employment, joint venture, partnership or agency between Canada Post and the Contractor, and no act or omission of either party shall bind or obligate the other except as expressly set forth in this Contract.

27.2 The Contractor shall provide all personnel and services required to carry out its obligations under this Contract as an independent contractor. All personnel provided by the Contractor shall be and remain employees of the Contractor.

28.0 LAW OF THE CONTRACT

28.1 This Contract shall be governed and construed in accordance with the laws of the territory or the province where the Service is predominantly performed.

28.2 COMPLIANCE WITH LAW

(a) The Contractor shall comply with all legislation directly or indirectly applicable to the performance of its obligations under this Contract.

(b) In addition, the Contractor shall comply with the following in respect of any facilities used by the Contractor or its Subcontractors:

- i) forced labour in any form shall not be used;
- ii) child labour shall not be used;
- iii) all workers shall be fairly compensated and be provided with appropriate benefits and leave time;
- iv) healthy and safe working conditions shall be provided to all employees at all times;
- v) all building facilities shall fully comply with all building laws, codes, and regulations;
- vi) all environmental laws and regulations shall be complied with;
- vii) there shall be no employee harassment, abuse or discrimination on any basis, including gender, age race or worker representation and association,
- viii) and all other obligations outlined in the Corporation's Supplier Code of Conduct, a copy of which has been provided to the Contractor.

29.0 REMEDIES

29.1 All remedies herein are cumulative and are in addition to, not in lieu of any remedies provided in law or in equity.

30.0 NOTICE

30.1 All notices, requests including, but not limited to amendments to this Contract or other communications required or permitted to be given under this Contract shall, unless otherwise specifically provided for in this Contract, be given in writing in accordance with Article 21.0.

Notices or Contract Amendments may be

- (i) personally delivered,
- (ii) sent by prepaid registered post,
- (iii) sent by facsimile,
- (iv) sent by email, or

to the Parties at the addresses set out as follows:

(a) in the case of Canada Post to:

CANADA POST CORPORATION
TRANSPORTATION CONTRACTING SERVICES

Attention: Contracting Officer

(b) in the case of the Contractor to:

Attention:

or to any other address of which a party advises the other party in writing.

Any notice that is hand delivered shall be deemed to have been received on the date of delivery; any notice sent by facsimile or

electronic mail shall be deemed to have been received one (1) working day after being sent, and any notice that is mailed shall be deemed to have been received three (3) calendar days after being mailed.

31.0 SET OFF

Canada Post may at any time determine and set off any amount owing by the Contractor to Canada Post from any amount owed by Canada Post to the Contractor.

32.0 COUNTERPARTS

This Contract may be executed in several counterparts by original signature, facsimile or electronically, each of which will be deemed to be an original. Such counterparts together will constitute one and the same instrument, notwithstanding that all of the Parties are not signatories to the original or the same counterpart.

Annexe 1 - Exemple d'accord avec Postes Canada

CONTRAT DE TRANSPORT ET DE LIVRAISON DU COURRIER² (« le contrat »)

Entre : la Société canadienne des postes (« Postes Canada »)

– et –

(« l'entrepreneur »)

1.0 DÉFINITIONS

« Courrier » Tous messages, données, fonds ou marchandises transmis ou livrés par Postes Canada ou en son nom comme indiqué dans la **Loi sur la Société canadienne des postes**. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, du matériel et de la propriété de Postes Canada ainsi que tout autre article que Postes Canada chargera l'entrepreneur de transporter.

« Entrepreneur » L'entrepreneur désigné dans la présente, et désigne tous les administrateurs, dirigeants, employés, agents, sous-traitants et autres représentants autorisés de l'entrepreneur.

2.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SERVICE

2.1 L'entrepreneur acceptera, transportera et livrera la totalité du courrier qui lui sera confié par Postes Canada, et il assurera la prestation de tous les services énoncés à l'annexe « A » (« le service ») conformément au présent contrat et à toutes les annexes qui y sont jointes. Lorsque l'entrepreneur fournit le service, aucun autre produit ne doit être chargé dans le même véhicule, sauf si un représentant de Postes Canada l'autorise par écrit.

2.2 Les parties reconnaissent et conviennent que, de temps à autre, Postes Canada peut modifier l'annexe « A » comme bon lui semble, de façon permanente, temporaire ou saisonnière, afin de pouvoir répondre à ses besoins changeants. À cet égard, Postes Canada est seule juge en la matière. Postes Canada doit fournir à l'entrepreneur un préavis d'une semaine avant l'exécution de la modification de l'annexe « A ». Toutes les modifications à l'annexe « A » seront assujetties à une entente entre les parties sur les tarifs révisés.

- 2.3 En cas de modification de l'annexe « A », les montants payés à l'entrepreneur aux termes du contrat seront ajustés selon les stipulations énoncées à l'annexe « B ».
- 2.4 Sous réserve des autres droits ou recours dont Postes Canada peut se prévaloir en équité, aux termes des lois ou des règles, ou aux termes du contrat, il est entendu et convenu que, dans le cas où l'entrepreneur ne fournirait pas, à quelque moment que ce soit, le service requis aux termes du contrat, Postes Canada pourra prendre d'autres dispositions et, par la présente, l'entrepreneur accepte et promet de payer sur-le-champ tous les frais raisonnables engagés par Postes Canada à cet effet. Postes Canada pourra déduire ces frais des montants dus à l'entrepreneur ou qu'elle devra lui payer par la suite, conformément au paragraphe 4.0 de l'annexe « B ».
- 2.5 La totalité des taxes, droits de péage et autres charges prévus par la loi et perçus sur les itinéraires empruntés par l'entrepreneur pour exécuter le service sera à la charge de l'entrepreneur.
- 2.6 Le rendement de l'entrepreneur quant à ce service peut être pris en considération par Postes Canada dans l'évaluation des soumissions futures liées au même service ou à un autre service similaire

3.0 PROCÉDURES DE PAIEMENT

- 3.1 Postes Canada devra payer l'entrepreneur conformément à l'annexe « B », assujéti au présent contrat, y compris les autres annexes, en contrepartie de l'exécution du Service..
- 3.2 Le rajustement lié au carburant, s'il y a lieu, sera payé sur une base trimestrielle à l'entrepreneur pour le montant calculé lorsque le tarif mensuel moyen du carburant excède ou est inférieur au tarif de base du carburant dans la demande de proposition, conformément à l'annexe « D ».
- 3.3 Le paiement à l'entrepreneur est payable en monnaie canadienne une fois la facture mensuelle reçue ou il s'agit d'un paiement périodique mensuel automatique, selon le cas, dans un délai de « **SOIXANTE (60) JOURS** ».

Postes Canada paiera les montants dus à l'entrepreneur aux termes du contrat par virement automatique au compte bancaire désigné par l'entrepreneur.

Se reporter au tableau ci-dessous pour obtenir un aperçu des procédures de paiement.

Lorsque le service est effectué en	Le paiement mensuel sera donc traité par Poste Canada à la fin	Lorsque le service est effectué en	Le paiement mensuel sera donc traité par Poste Canada à la fin
Janvier	Mars	Juillet	Septembre
Février	Avril	Août	Octobre
Mars	Mai	Septembre	Novembre
Avril	Juin	Octobre	Décembre
Mai	Juillet	Novembre	Janvier
Juin	Août	Décembre	Février

À la date d'expiration du contrat, l'entrepreneur recevra les deux derniers paiements mensuels au-delà de la date d'expiration, selon le tableau connexe ci-dessus.

- 3.4 Chaque facture présentée pour paiement doit être certifiée conforme par un dirigeant de l'entrepreneur et doit être accompagnée des pièces justificatives que Postes Canada pourra exiger.

L'entrepreneur doit faire parvenir toutes les factures afférentes au présent contrat à l'attention du dirigeant postal local désigné par Postes Canada.

Toute erreur de paiement, doit être corrigée immédiatement après la découverte par l'entrepreneur ou dans un délai raisonnable après notification par Postes Canada.

En vertu du présent contrat, le service est détaxé pour les besoins de la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée (ci-après désignées « TPS » et « TVH »), conformément à la section 11 de la partie VII de l'annexe VI de la *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C. 1985, chapitre E-15, laquelle peut être modifiée de temps à autre. Il est aussi détaxé aux fins de la taxe de vente du Québec en vertu de la section VII du chapitre IV de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, laquelle peut être modifiée de temps à autre.

- 3.5 **Absence de paiements inappropriés** – L'entrepreneur garantit qu'il n'a pas participé et ne participera pas, directement ou indirectement, à donner, offrir ou accepter de donner ou d'offrir de prêt, de récompense ou d'avantage quelconque à un représentant élu, à un représentant du gouvernement ou à un employé d'un gouvernement ou d'un ministère quelconque, d'une société d'État (y compris Postes Canada) ou d'un organisme public international (ou à tout parent ou proche en lien avec cette personne) dans le but d'obtenir un traitement commercial favorable ou d'influer sur une décision. Toute violation de l'énoncé précédent sera considérée comme une violation substantielle du présent contrat donnant lieu à tous les droits de Postes Canada en résultant.

4.0 CONTRAT NON EXCLUSIF

L'entrepreneur convient qu'aucune disposition du présent contrat ou d'autres documents ne puisse empêcher Postes Canada de conclure en tout temps un contrat ou une quelconque entente commerciale (y compris, sans toutefois s'y limiter, toute entreprise conjointe ou association) avec toute autre partie, que cet entrepreneur ou cette entente commerciale selon le cas fasse concurrence ou non aux activités commerciales de l'entrepreneur relatives au service que l'entrepreneur doit entreprendre dans le cadre du présent contrat ou à tout autre aspect de ses activités.

5.0 ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRENEUR

- 5.1 L'entrepreneur consent et s'engage à fournir la totalité de la main-d'œuvre, des matériaux, des outils et du matériel qui sont nécessaires pour exécuter le service, et à assurer la prestation dudit service avec diligence, soin et professionnalisme.
- 5.2 En toutes circonstances, l'entrepreneur et son personnel sont tenus de se conduire de manière professionnelle dans l'exécution du service aux termes du contrat. L'entrepreneur accepte d'instaurer et de maintenir en vigueur un code

vestimentaire et d'apparence personnelle impeccable qui correspond aux normes les plus élevées de l'industrie.

- 5.3 L'entrepreneur doit se conformer directement ou indirectement à toutes les lois qui s'appliquent à l'exécution de ses obligations conformément au présent contrat.
- 5.4 À la demande de Postes Canada, l'entrepreneur produira, dans les meilleurs délais, tous les rapports d'étape et états des résultats relatifs à la prestation du service.
- 5.5 L'entrepreneur ne modifiera aucunement la nature du service sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de Postes Canada.
- 5.6 À moins que le contrat ne l'exige, il est interdit à l'entrepreneur d'utiliser les marques de commerce et logotypes de Postes Canada sans avoir obtenu au préalable le consentement exprès écrit de Postes Canada.

6.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- 6.1 L'entrepreneur qui a ou doit avoir accès, pour quelque raison que ce soit, aux renseignements et aux biens protégés de Postes Canada (les « biens et renseignements protégés »), qui incluent, sans s'y restreindre, le courrier, les renseignements exclusifs, commerciaux ou confidentiels de quelque nature et de quelque forme qu'ils soient, ainsi que les installations, lieux, équipements et biens de quelque nature et de quelque forme qu'ils soient, dans lesquels ou avec lesquels le service est fourni, doit respecter les exigences en matière de sécurité énoncées à l'annexe « C ».

7.0 RESPONSABILITÉ POUR PERTE OU DOMMAGE

- 7.1 Sans limiter la responsabilité générale ni les dispositions se rapportant à l'indemnisation qui sont présentées dans le présent contrat, l'entrepreneur assume tous les risques et doit être tenu responsable devant Postes Canada du courrier perdu ou endommagé qui lui a été remis ou qu'il a reçu autrement, alors que ce courrier était sous sa responsabilité, sa garde ou son contrôle. En cas de perte ou de dommage, la Société aurait le droit de retrancher le montant correspondant à cette perte ou à ces dommages des sommes d'argent qu'elle doit à l'entrepreneur. Elle a également le droit d'entreprendre des démarches d'ordre juridique ou en équité, pour ces indemnités supplémentaires auxquels Postes Canada peuvent avoir droit.
- 7.2 Aux fins du contrat, l'entrepreneur sera réputé assurer la surveillance, la garde ou le contrôle du courrier à partir du moment où le courrier lui est remis jusqu'au moment où le courrier est livré aux installations répertoriées à l'annexe « A », ou selon les directives de Postes Canada.

8.0 INDEMNISATION

- 8.1 En toutes circonstances, l'entrepreneur garantira Postes Canada, ses administrateurs, ses dirigeants, ses employés et toute autre personne dont la responsabilité pourrait lui incomber en droit, et les tiendra couverts de toutes pertes, réclamations (y compris les réclamations présentées par le personnel de l'entrepreneur aux termes de la législation sur les accidents du travail et les réclamations présentées par quiconque invoquerait une relation employeur-employé), demandes, décisions, actions en justice et poursuites ainsi que de tous jugements, quel que soit le requérant, en ce qui concerne la perte, l'endommagement ou la destruction de biens matériels (y compris les pertes et les dommages subis par l'entrepreneur), les lésions corporelles (y compris le décès de quiconque). L'entrepreneur indemnisera intégralement Postes Canada pour la perte, l'endommagement ou la destruction des biens matériels, quels qu'ils soient, et les dépenses (y compris les frais de justice, les honoraires d'avocats et les débours) subies ou engagées par Postes Canada, ses administrateurs, ses dirigeants, ses employés et toute autre personne dont la responsabilité pourrait lui incomber en droit, à la suite de la prestation du service par l'entrepreneur aux termes du contrat, que ce soit directement ou indirectement et peu importe que cela ait été causé ou non par la négligence de l'entrepreneur. Les pertes ou dommages subis par l'entrepreneur comprendront également les préjudices pour privation de jouissance.

9.0 ASSURANCE

- 9.1 À ses frais, l'entrepreneur souscrira et maintiendra en vigueur les garanties d'assurance prescrites à l'annexe « B ».
- 9.2 L'entrepreneur remettra à Postes Canada les certificats d'assurance attestant la souscription et la validité des garanties prescrites. Postes Canada sera avisée par écrit 60 jours à l'avance en cas d'annulation ou de modification substantielle de ces garanties.
- 9.3 Le fait de se conformer aux stipulations ci-dessus en matière d'assurance n'aura nullement pour effet de libérer l'entrepreneur de ses autres obligations envers Postes Canada, y compris les obligations en matière d'indemnisation, ni ne restreindra les garanties d'assurance requises en application des lois fédérales, provinciales ou municipales. C'est à l'entrepreneur, et à lui seul, qu'il incombera de déterminer, le cas échéant, le montant et la nature des garanties d'assurance supplémentaires qui sont nécessaires et souhaitables pour sa propre protection ou pour remplir ses obligations aux termes du présent contrat. Dans ce cas, l'entrepreneur souscrira pareilles garanties d'assurance supplémentaire et les maintiendra en vigueur à ses frais.

10.0 INDEMNISATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET AUTRES

- 10.1 L'entrepreneur reconnaît qu'il lui incombe, et à lui seul, de cotiser au régime d'indemnisation des accidents du travail ou autres de la province ou des provinces où il sera appelé à remplir ses obligations aux termes du contrat, et de maintenir en vigueur les garanties en question.

11.0 MARCHANDISES DANGEREUSES

- 11.1 Les parties reconnaissent que la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses*, L.C. 1992, c. 43 (appelée ci-après « la LTMD »), laquelle est susceptible d'être modifiée de temps à autre, interdit le transport de toute matière explosive, dangereuse ou destructrice et de toute chose risquant de blesser des personnes ou d'endommager des biens matériels (matières et choses appelées ci-après « les marchandises dangereuses »), à moins de satisfaire aux dispositions de la LTMD. Les parties confirment leur volonté commune de ne transporter des marchandises dangereuses aux termes du présent contrat que si les prescriptions énoncées à la LTMD sont satisfaites et si les

parties sont toutes deux au courant du transport des marchandises dangereuses en question. Nonobstant ce qui précède, les parties conviennent que ni l'entrepreneur ni Postes Canada ne seront tenus à un quelconque devoir ou obligation d'ouvrir, pour inspection préalable, du courrier remis à l'entrepreneur aux termes du contrat. Ni l'une ni l'autre des parties ne sera responsable des pertes ou des dommages, quels qu'ils soient, éventuellement subis par l'autre partie, ses administrateurs, dirigeants, employés et toute autre personne dont la responsabilité pourrait lui incomber en droit, à la suite de la présence de marchandises dangereuses dans le courrier, sauf si l'une des parties était effectivement au courant de la présence de ces marchandises dangereuses dans le courrier, mais n'en a pas averti l'autre comme il convenait de le faire et de la manière qui s'imposait.

12.0 DURÉE ET RÉSILIATION

- 12.1 Le présent contrat liera les parties du 202X-mois-XX au 202X-mois-XX et, sur consentement des parties, pourra être renouvelé pour une autre période déterminée.
- 12.2 Aux fins du contrat, les situations suivantes constitueront des cas de défaillance :
- a) l'entrepreneur dépose son bilan ou les créanciers présentent une requête, ou bien une résolution est prononcée ou une ordonnance de saisie est rendue, ou encore l'entrepreneur accepte de procéder à la vente en bloc de ses actifs ou cesse ou menace de cesser autrement ses activités commerciales;
 - b) l'entrepreneur commet des actes qui vont à l'encontre de la raison d'être et des objectifs du présent contrat et entraîneront des effets préjudiciables et concrets. Ces éventuels actes comprennent, entre autres, le vol de courrier et le retard du courrier;
 - c) l'entrepreneur ne respecte pas les déclarations faites, les engagements pris ou les garanties données dans le cadre du présent contrat, ou bien ces garanties, déclarations ou engagements se révèlent faux;
 - d) l'entrepreneur néglige ou omet de remplir ou d'observer ses obligations, en tout ou en partie, aux termes du présent contrat et ne remédie pas au manquement en question à la satisfaction de Postes Canada après en avoir été avisé par écrit ou avoir été mis en demeure de s'exécuter;
 - e) nonobstant les dispositions de l'alinéa d) précédent, l'entrepreneur est en situation de violation de l'article 3.8 du présent contrat;
 - f) l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ne respectent pas l'annexe « C », tel qu'il est déterminé par Postes Canada;
 - g) l'entrepreneur ou son sous-traitant, ou l'un de ses administrateurs, dirigeants ou employés respectifs, a été reconnu coupable d'une infraction, autre qu'une infraction pour laquelle un pardon a été accordé, qui, selon Postes Canada, pourrait avoir une incidence négative importante sur la capacité et les aspirations du soumissionnaire ou du sous-traitant à effectuer une partie ou la totalité des travaux.
- 12.3 Advenant qu'un cas de défaillance survienne, Postes Canada pourra se prévaloir des recours suivants, en tout ou en partie, lesquels s'ajoutent à tous les droits ou moyens à sa disposition en application du présent contrat ou de la loi :
- a) sans préavis, résilier sur-le-champ le présent contrat, en tout ou en partie;
 - b) sans demande ni préavis et sans ordonnance ni autres formalités judiciaires, reprendre possession sur-le-champ de la totalité des biens appartenant à Postes Canada et du courrier confiés, fournis, prêtés ou remis autrement à l'entrepreneur, selon le cas, aux termes du présent contrat.
- 12.4 Postes Canada peut, à son entière discrétion, sans frais ni responsabilité, mettre fin à la présente entente en tout ou en partie moyennant un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours à l'entrepreneur.

L'entrepreneur peut résilier le présent contrat en transmettant à Postes Canada un avis écrit à cet effet cent vingt (120) jours à l'avance.

Nonobstant ce qui précède, l'entrepreneur convient qu'il ne peut notifier la résiliation entre le 1er novembre et le 15 janvier suivant, la saison de pointe de Postes Canada, ni notifier sa résiliation, si elle a été donnée avant le 1er novembre et expire entre le 1er novembre et le 15 janvier suivant; dans ce dernier cas, la période de préavis reprendra à compter du 16 janvier.

De plus, l'entrepreneur convient que, sous réserve du respect de la période de préavis précisée ci-dessus, les pénalités de résiliation suivantes s'appliqueront :

- a) L'entrepreneur ne sera pas autorisé à résilier le présent accord au cours de la première année (du XX mois 202X au XX mois 202X).
- b) Si l'entrepreneur donne un avis de résiliation au cours de la deuxième année (XX mois 202X au XX mois 202X) l'entrepreneur paiera à Postes Canada une pénalité de résiliation de 15% du tarif annuel de la deuxième année (~\$XXXX).
- c) Si l'entrepreneur donne un avis de résiliation au cours de la troisième année (XX mois 202X au XX mois 202X) l'entrepreneur paiera à Postes Canada une pénalité de résiliation de 10% du tarif annuel de la troisième année (~\$XXXX).
- d) Si l'entrepreneur donne un avis de résiliation au cours de la quatrième année (XX mois 202X au XX mois 202X) l'entrepreneur paiera à Postes Canada une pénalité de résiliation de 5% du tarif annuel de la quatrième année (~\$XXXX).
- e) Si l'entrepreneur donne un avis de résiliation au cours de la cinquième année (XX mois 202X au XX mois 202X), il n'y aura pas de pénalité de résiliation.

L'entrepreneur doit fournir l'avis de résiliation en respectant la période de préavis de 120 jours indiquée ci-dessus. Conformément à l'article 31.0 COMPENSATION plus bas, Postes Canada exercera son droit de compensation afin de percevoir les pénalités de résiliation applicables.

- 12.5 L'entrepreneur ne sera absolument pas habilité à présenter une réclamation quelconque contre Postes Canada pour dommages-intérêts ou pour perte de profits anticipés à la suite de la résiliation du présent contrat conformément aux modalités ci-énoncées.
- 12.6 La résiliation du présent contrat ne portera pas atteinte aux droits respectifs des parties qui ont été acquis avant la date de résiliation.
- 12.7 Les stipulations énoncées aux clauses 6.0, 7.1, 7.2, 8.1, 12.3, 12.5, 12.6, 17.1, 31.0 et l'article 14.0 au complet survivront à la résiliation ou à l'expiration du présent contrat.

13.0 GARANTIES CONCERNANT LA CAPACITÉ, LES NORMES DE TRAVAIL ET LA QUALITÉ DES ARTICLES LIVRÉS

- 13.1 L'entrepreneur donne les garanties suivantes :
- a) il possède le statut, les capacités et l'autorité de signer le présent contrat et, selon lui, aucun fait ne l'empêcherait de s'acquitter de ses obligations en vertu du présent contrat;
 - b) il est dégagé de tout droit ou de toute obligation contractuels ou prévus par la loi en faveur d'une tierce partie qui l'empêcheraient de conclure le présent contrat ou de remplir les obligations prévues dans celui-ci;
 - c) en concluant le présent contrat et en remplissant ses obligations prévues dans celui-ci, il ne contrevient pas, à sa connaissance, à un contrat ou à une loi, une règle ou un règlement du gouvernement fédéral, d'un gouvernement provincial, d'un gouvernement étatique, d'une administration municipale ou d'un organisme administratif;
 - d) il a l'expérience, l'expertise et les ressources nécessaires pour respecter ses obligations prévues dans le présent contrat;
 - e) tous les travaux que doit exécuter l'entrepreneur aux termes du présent contrat seront menés à bien avec compétence et seront conformes, voire supérieurs, aux normes généralement reconnues applicables à ce genre de travaux;
 - f) tous les articles que l'entrepreneur devra livrer en vertu du présent contrat correspondront à l'usage auquel Postes Canada les avait prévus et dont elle avait avisé l'entrepreneur;
 - g) il a la capacité, le pouvoir et l'autorité légitime de conclure le présent contrat et de s'acquitter de la totalité des engagements stipulés dans celui-ci.
- 13.2 L'entrepreneur reconnaît que le nombre d'articles de courrier ou de trajets énoncés dans la Demande de proposition et à l'annexe « A » ne sont qu'une estimation.

14.0 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE NON-DIVULGATION ET DE CONFIDENTIALITÉ

- 14.1 Les parties reconnaissent que le présent contrat contient de l'information délicate sur le plan commercial. Chaque partie s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu du contrat au complet et à n'en rien divulguer à des tiers, à moins d'y être contrainte par la loi ou d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit de l'autre partie.
- 14.2 L'entrepreneur n'utilisera ni ne divulguera aucun renseignement qu'il aura obtenu au cours ou dans le cadre de l'exécution de ses obligations aux termes du contrat, ni aucun renseignement ou donnée concernant le service dont, entre autres, toute information créée par ses soins et l'information relative aux opérations postales, au transport, à la tarification, aux secrets commerciaux, aux listes de clients, aux salaires ou aux affaires commerciales de Postes Canada ainsi qu'aux adresses ou autres renseignements pouvant figurer sur un objet de correspondance ou article de courrier (le tout étant appelé collectivement ci-après « l'information confidentielle »), si ce n'est dans le but d'exécuter les obligations qui lui incombent aux termes du contrat.
- 14.3 L'entrepreneur doit protéger la confidentialité et ne pas divulguer ou utiliser sans le consentement écrit de Postes Canada les renseignements personnels concernant une personne identifiable (y compris, mais de façon non limitative, le nom et l'adresse d'une personne) fournis à l'entrepreneur par Postes Canada ou obtenus par l'entrepreneur d'une autre source, sous réserve des dispositions de l'entrepreneur en vue de répondre à ses obligations en vertu du présent contrat. Aux fins de la gestion de tels renseignements, l'entrepreneur doit lui-même se gouverner comme s'il était directement assujéti aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. 1985, ch. P-21), version modifiée, et à toute autre loi applicable. L'entrepreneur ne doit détruire aucun renseignement concernant une personne identifiable à moins qu'un représentant autorisé de Postes Canada ne lui demande expressément par écrit de le faire.
- 14.4 Nonobstant les clauses 14.1 et 14.2, il est permis à l'entrepreneur de divulguer l'information confidentielle aux personnes qui doivent en prendre connaissance pour que l'entrepreneur soit en mesure d'exécuter les obligations qui lui incombent aux termes du contrat, mais seulement dans la mesure où il est indispensable que ces personnes soient mises au courant.
- 14.5 Les obligations et restrictions ci-énoncées en matière d'information confidentielle ne s'appliquent pas à l'information qui est connue du grand public ou que le grand public peut consulter.
- 14.6 Si l'entrepreneur est contraint de divulguer de l'information confidentielle dans une situation prévue à la clause 14.1, pareille divulgation se limitera rigoureusement aux renseignements expressément exigés dans le libellé de l'ordonnance et l'entrepreneur ne s'exécutera qu'après en avoir fourni un préavis suffisant à Postes Canada pour permettre à celle-ci d'intervenir si elle le désire avant qu'il doive se conformer à l'ordonnance; ou si le délai imparti à l'entrepreneur est insuffisant à cet effet, l'entrepreneur obtiendra du tribunal ou de l'organisme exigeant la divulgation une ordonnance pour protéger l'information confidentielle.
- 14.7 Dès qu'il est mis au courant de l'accès non autorisé, de la copie, de la modification, de l'utilisation, de la divulgation, du vol, de la perte ou de l'incapacité de retrouver tout renseignement personnel, l'entrepreneur doit immédiatement :
- i) aviser Postes Canada;
 - ii) prendre les mesures qui sont raisonnablement nécessaires ou que peut exiger Postes Canada afin de minimiser l'incidence de la divulgation ou de la perte et tout dommage en résultant.

14.8 Sans limiter ce qui précède, l'entrepreneur devra coopérer avec Postes Canada et lui apporter une aide raisonnable, en ce qui a trait à toute demande ou directive liée aux renseignements personnels émis par le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada.

14.9 L'entrepreneur reconnaît que les stipulations énoncées au présent article sont raisonnables dans les circonstances et visent à garantir l'intégrité et l'efficacité des activités commerciales de Postes Canada et, de plus, l'entrepreneur reconnaît que toute violation de ces stipulations causera à Postes Canada des préjudices irréparables.

15.0 INSPECTION ET VÉRIFICATION

a) L'entrepreneur doit remettre à la Société (en s'adressant aux représentants autorisés de cette dernière) les documents et les rapports et lui donner accès aux locaux à la demande raisonnable de la Société pour les besoins d'une vérification afin de déterminer si l'entrepreneur se conforme à ses obligations prévues dans le présent contrat, y compris, sans s'y limiter pour autant, ses obligations prévues aux articles 3.0, 6.0 et 14.0 et doit obliger ses sous-traitants et ses agents à faire de même.

b) Aux fins de l'alinéa a), la société doit avoir accès à et peut examiner, auditer et prendre des copies et extraits, tous les enregistrements, y compris, mais non limité à, tous les journaux d'activité, des feuilles de temps, les livres de compte, chèques, documents, certificats, licences et autres documents se rapportant au présent contrat. L'entrepreneur doit maintenir et continuer d'accorder l'accès à ses dossiers qui précèdent à Postes Canada pendant la durée de l'accord et pour une période de douze 12 mois à compter de sa résiliation, ne devant ne pas dépasser sept ans suivant la date de création du document.

16.0 FORCE MAJEURE

16.1 Aucune des parties au présent contrat ne sera réputée en défaut à cause d'un retard d'exécution ou d'un manquement à n'importe quelle obligation ci-stipulée qui lui incombe si ce retard ou ce manquement résulte d'une force majeure ou d'un cas fortuit, d'une révolution, d'une émeute, d'un acte de guerre, d'une insurrection, de troubles ou désordres sociaux, d'un blocus, d'un détournement ou d'un autre acte contre l'ordre public ou contre les pouvoirs publics, des conditions météorologiques, d'une inondation, d'une grève, d'un lock-out ou d'autres conflits de travail, ou de toute cause indépendante de la volonté de Postes Canada ou de l'entrepreneur, selon le cas et selon l'évaluation raisonnable des circonstances en l'occurrence, qui empêche l'une ou l'autre partie de s'acquitter de ses obligations aux termes du présent contrat, et entrave gravement l'exécution ou la contrepartie (le tout étant appelé collectivement ci-après « la force majeure »).

16.2 Chaque partie devra prendre des mesures commerciales raisonnables pour réduire au minimum les effets défavorables de toute force majeure sur l'autre partie et exécuter les obligations qui lui incombent aux termes du contrat.

16.3 La partie qui invoque une force majeure devra en aviser, sur-le-champ et par écrit, l'autre partie.

17.0 CESSION ET CHANGEMENT DE CONTROLE

17.1 L'entrepreneur doit fournir un avis à Postes Canada avant l'exécution d'un changement de contrôle

«Changement de contrôle» se réfère généralement à un changement de propriété ou de la structure d'une entreprise, où le contrôle des actions votantes change de mains. Cela peut être le résultat d'une vente d'actions, une fusion ou une fusion de deux entreprises, ou la mort d'un actionnaire important.

17.2 L'entrepreneur ne vendra, ne cédera, ne transférera, ne sous-traitera, ni n'aliénera le présent contrat, en tout ou en partie, sans avoir obtenu au préalable et par écrit le consentement de Postes Canada; et tout avis de vente, de cession, de transfert, de sous-traitance ou d'aliénation sans avoir obtenu le consentement préalable de Postes Canada par écrit sera nul et sans effet.

17.3 Postes Canada peut céder ses intérêts, en tout ou en partie, dans le présent contrat sans le consentement de l'entrepreneur.

18.0 SOUS-TRAITANCE

18.1 S'il confie en sous-traitance à une autre personne (appelée ci-après « le sous-traitant ») la prestation du service ou d'un élément quelconque du service, l'entrepreneur continuera d'assumer l'entière responsabilité du service tel qu'il est stipulé à l'annexe « A » et devra s'assurer que l'exécution en est rigoureusement conforme aux conditions du contrat.

18.2 L'entrepreneur ne doit pas attribuer à la sous-traitance toute obligation en vertu du présent contrat sans le consentement par écrit de Postes Canada. Le représentant dûment autorisé pour accorder un tel consentement doit être désigné par l'autorité contractante.

Si les travaux ou une partie des travaux sont impartis par l'entrepreneur à un sous-traitant (chaque sous-traitant étant désigné ainsi), l'entrepreneur assumera l'entière responsabilité de veiller à ce que ses obligations soient acquittées conformément au présent contrat, y compris, sans toutefois s'y limiter, son obligation de veiller aux éléments suivants :

- i) le respect des exigences de sécurité aux termes de l'article 6.0, telles qu'elles s'appliquent au sous-traitant;
- ii) l'absence de participation du sous-traitant à des paiements inappropriés de la nature décrite à l'article 3.5;
- iii) l'imposition du respect en tout temps par le sous-traitant des garanties établies dans l'article 13.0;
- iv) le respect en tout temps par le sous-traitant de l'ensemble des lois applicables touchant à l'aspect du travail qui lui est imparti.

L'entrepreneur sera tenu entièrement responsable des sous-traitants et devant ceux-ci. Postes Canada n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, devant un sous-traitant. L'entrepreneur devra, sur demande de

Postes Canada, lui fournir immédiatement une copie de tous les objets de correspondance et documents que l'entrepreneur a reçus des sous-traitants ou leur a transmis et toute autre information de cette nature que Postes Canada pourrait demander au sujet des progrès réalisés et des résultats obtenus pour tout aspect des travaux que l'entrepreneur a impartis au sous-traitant et en regard de toute divulgation d'information confidentielle à ce dernier.

19.0 INTÉGRALITÉ DU CONTRAT

19.1 Le présent contrat et l'ensemble des annexes ci-jointes forment l'intégralité de l'entente qui lie les parties. Il n'existe aucun autre accord, protocole d'entente ou déclaration, tant verbal qu'autrement, entre les parties qui ne soit expressément stipulé au contrat. Dans le cas où il y aurait un conflit entre le contrat et les annexes, le contrat aura préséance.

20.0 RENONCIATION

20.1 Le défaut de l'une ou l'autre des parties de faire respecter la conformité aux modalités du présent contrat et d'insister sur la conformité ne sera pas considéré comme une renonciation ni un délaissement de pareilles modalités, lesquelles demeureront en vigueur en tout temps.

21.0 MODIFICATIONS

21.1 Sauf stipulations contraires ci-énoncées, le présent contrat ne sera modifié, complété ou tronqué sous quelque forme que ce soit, si ce n'est au moyen d'un écrit officiel décrit comme suit :

- c) **AVIS** : Dans le cas de changements mineurs apportés aux normes de service qui peuvent être rajustés selon les tarifs établis à la section 3 de l'annexe « B » du contrat, Postes Canada transmettra un avis écrit à l'entrepreneur pour confirmer les changements apportés aux normes et les tarifs rajustés.
- d) **MODIFICATION DU CONTRAT** : Dans le cas de changements majeurs apportés aux normes de service ou de toute autre modification qui nécessitera une nouvelle négociation, une modification officielle du contrat sera préparée et dûment signée au nom des deux parties.

22.0 RIGUEUR DES DÉLAIS

22.1 À tous égards, l'observation des délais prescrits est fondamentale pour chaque terme, engagement, obligation et condition du contrat.

23.0 DIFFÉRENTS EXEMPLAIRES

Le présent contrat peut être validé en plusieurs exemplaires, dont chacun, lorsqu'il est validé, sera considéré comme un document original du contrat, et tous ces exemplaires ensemble constituent un seul et unique contrat.

24.0 DISSOCIABILITÉ

24.1 Advenant qu'une disposition quelconque du présent contrat soit déclarée invalide, inapplicable ou illégale, la stipulation en question sera alors rayée du libellé du contrat et le contrat sera interprété comme si cette stipulation n'en avait jamais fait partie et, à condition que le retrait de ladite stipulation ne fausse pas substantiellement l'objet du contrat, pareille déclaration d'invalidité, d'inapplicabilité ou d'illégalité n'aura aucun effet sur les autres stipulations du contrat.

25.0 FORCE EXÉCUTOIRE

25.1 Le présent contrat est conclu au profit des deux parties et de leurs héritiers, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit respectifs et aura force exécutoire pour les uns et les autres.

26.0 CONFLIT D'INTÉRÊTS

26.1 Ni l'entrepreneur ni aucun de ses sous-traitants ne concluront avec une tierce partie une entente risquant de les placer en situation de conflit d'intérêts, réelle ou appréhendée, par rapport à l'exécution des obligations qui incombent à l'entrepreneur aux termes du contrat; et l'entrepreneur prendra tous les moyens à sa disposition pour éviter pareille situation.

26.2 Si, malgré tout, l'entrepreneur subodore ou constate une situation de conflit d'intérêts, réelle ou appréhendée, il en avisera Postes Canada sur-le-champ.

26.3 Si, après avoir consulté l'entrepreneur et selon son évaluation raisonnable de la situation, Postes Canada estime qu'en effet l'entrepreneur ou n'importe lequel de ses sous-traitants se trouve en situation de conflit d'intérêts, réelle ou appréhendée, elle pourra demander à l'entrepreneur, ou exiger que l'entrepreneur demande au sous-traitant en question, de mettre fin à sa prestation des services litigieux ou de se retirer de l'emploi ou du service à l'origine du conflit d'intérêts ou susceptible d'entraîner pareille situation.

26.4 Si l'entrepreneur ne se conforme pas immédiatement à la demande de Postes Canada en vertu de la clause 26.3, Postes Canada peut mettre fin au présent contrat immédiatement en avisant l'entrepreneur à cet effet. Pareille résiliation sera réputée être motivée par les besoins du présent contrat et les dispositions de l'article 12.0 s'appliqueront.

26.5 L'entrepreneur s'engage à ne pas livrer ni à faire livrer, pendant la prestation du service aux termes du présent contrat, tous envois transmissibles tels que des journaux, des prospectus, des catalogues et des échantillons pour lesquels des droits de port n'auront pas été acquittés.

27.0 INDÉPENDANCE DE L'ENTREPRENEUR

27.1 Les parties reconnaissent que l'entrepreneur gère son commerce en tant qu'entreprise indépendante, et elles déclarent que rien dans le présent contrat ne sera interprété comme créant une relation d'emploi ou un lien de coentreprise, d'association ou de représentation entre Postes Canada et l'entrepreneur; sauf stipulations contraires expressément énoncées au contrat, aucune action et aucune omission de la part de l'une des parties ne lieront ni

n'engageront l'autre.

27.2 C'est à titre d'entrepreneur indépendant que l'entrepreneur fournira le service et le personnel requis pour remplir ses obligations aux termes du présent contrat. Tout le personnel fourni par l'entrepreneur sera et demeurera composé d'employés de l'entrepreneur.

28.0 LÉGISLATION RÉGISSANT LA CONVENTION

28.1 Les lois du territoire ou de la province où le service est exécuté au premier chef régiront le présent contrat, lequel sera interprété conformément aux lois du territoire ou de la province en question.

28.2 CONFORMITÉ AVEC LA LOI

(a) L'entrepreneur se conformera à toutes les lois applicables directement ou indirectement à l'exécution de ses obligations en vertu de cet accord.

(b) En outre, l'entrepreneur doit observer ce qui suit à l'égard de toutes les installations utilisées par l'entrepreneur ou de ses sous-traitants :

- i) le travail forcé sous quelque forme que ne doit pas être utilisé ;
- ii) le travail des enfants ne doit pas être utilisé;
- iii) tous les travailleurs doivent être raisonnablement rémunérés et obtiendront les bénéfices appropriés;
- iv) les conditions de travail saines et sécuritaires doivent être prévues pour tous les employés en tout temps;
- v) tous les bâtiments doivent répondre entièrement aux lois, codes et règlements du bâtiment;
- vi) toutes les lois et règlements environnementaux doivent être respectées ;
- vii) il ne doit y avoir aucun harcèlement, violence ou discrimination sur tout motif envers les employés, y compris le sexe, la race, l'âge ou représentation du travailleur et son association;
- viii) et toutes les autres obligations énoncées dans le code de conduite des fournisseurs, dont une copie a été fournie à l'entrepreneur.

29.0 RECOURS

29.1 Tous les recours mentionnés au présent contrat sont cumulatifs et s'ajoutent aux recours disponibles en droit ou en équité.

30.0 AVIS

30.1 Sauf indication contraire expressément énoncée dans le présent contrat, tous les avis, demandes (y compris, sans pour autant s'y limiter, les modifications apportées au présent contrat) ou autres communications dont la transmission est requise ou permise aux termes du contrat seront remis par écrit conformément à l'article 21.0.

Les avis ou les modifications apportées au contrat peuvent être :

- i) remis en mains propres;
- ii) expédiés par courrier recommandé prépayé;
- iii) expédiés par télécopieur;
- iv) expédiés par courriel;

aux parties aux adresses indiquées comme suit :

a) dans le cas des avis destinés à Postes Canada :

**SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES
SERVICES DES CONTRATS DE TRANSPORT**

À l'attention de **l'agent des contrats**

b) dans le cas des avis destinés à l'entrepreneur :

À l'attention de :

ou à toute autre adresse dont l'une ou l'autre des parties aura informé l'autre par écrit.

Tout avis remis en mains propres sera réputé reçu à la date de remise; tout avis télécopié ou envoyé par courrier électronique sera réputé reçu un (1) jour ouvrable après la date d'expédition; et tout avis posté sera réputé reçu trois (3) jours civils après la date de mise à la poste.

31.0 COMPENSATION

31.1 Postes Canada peut à n'importe quel moment déduire tout montant dû par l'entrepreneur à Postes Canada de toute somme due par Postes Canada à l'entrepreneur.

32.0 CONTREPARTIES

Cette Convention peut être signée en plusieurs exemplaires par signature originale, télécopieur ou par voie électronique, chacun d'entre eux sera réputé être un original. Ces contreparties constitueront un seul et même instrument, malgré le fait que toutes les parties ne sont pas signataires de l'original ou la même contrepartie.